

# **VéLa** **rité**

**Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale**



**La IV<sup>e</sup> Internationale,  
la pandémie  
et la lutte  
contre l'impérialisme**

---

*« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.*

*Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »*

Léon Trotsky  
(1929)

# VéLa rité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

- **La IV<sup>e</sup> Internationale, la pandémie et la lutte contre l'impérialisme** ..... p. 3
- **L'impuissance du plan Biden face aux problèmes chroniques des Etats-Unis et de l'économie mondiale** ..... p. 17
- **Le Covid et le *Job Reset*** ..... p. 29
- **Europe — « *On veut vivre !* »** ..... p. 32
- **150<sup>e</sup> anniversaire — Le « démocratisation primitif » de la Commune ... et les Gilets jaunes** ..... p. 35
- **Birmanie (Myanmar) — A propos du soulèvement populaire contre le coup d'Etat militaire du 1<sup>er</sup> février** ..... p. 47
- **Féminisme et révolution** ..... p. 55

# La Vérité

Revue théorique de la IV<sup>e</sup> Internationale

## Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Ville : .....

Complément d'adresse : .....



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :  
*La Vérité* (administration, service abonnements),  
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

# La IV<sup>e</sup> Internationale, la pandémie et la lutte contre l'impérialisme

**E**N 2020, un véritable tsunami s'est abattu sur la planète. Les politiques mises en œuvre par les gouvernements dans la prétendue lutte contre la pandémie ont entraîné un développement massif de la pauvreté, de la misère, des destructions d'emplois, des remises en cause des libertés démocratiques.

Dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, des dizaines et des dizaines de millions d'êtres humains se retrouvent à la rue, sans rien, la famine se développe.

Dans les pays impérialistes, aux Etats-Unis et en Europe, la pauvreté et le chômage se développent également, sans comparaison possible avec le passé.

Sur tous les continents s'abattent les plans de restructuration et de fermetures d'entreprises, jetant des millions de travailleurs à la rue. Et pendant la pandémie, le pillage, les guerres et les famines continuent de frapper les populations.

Les gouvernements inféodés au capital ont utilisé la pandémie pour réaliser ce qu'ils n'avaient pas pu réaliser jusqu'à maintenant. Pour cela, ils ont mis en place des politiques liberticides pour tenter de museler les travailleurs et les peuples. L'objectif du capital et des gouvernements à sa solde est de remettre en cause tout ce qui a été acquis par les travailleurs et les peuples, notamment depuis 1945 en Europe, et également depuis les indépendances en Afrique, en Asie, et aussi en Amérique latine. Pour se survivre, il s'agit pour le capital de détruire la force de travail et les organisations de travailleurs. C'est un basculement de société d'une ampleur inégalée

qu'exige le capital en crise (*cf. l'article de Xabier Arrizabalo, page 17*), confronté non seulement aux mobilisations en 2019 (Algérie, Liban, Chili, etc.), en 2020 (poursuite du processus au Chili, explosions au Guatemala, au Pérou et ensuite au cœur de l'impérialisme le plus puissant que sont les Etats-Unis, avec la révolte des Noirs, des jeunes blancs, des Latinos, des syndicalistes) et en 2021 (Paraguay, Palestine [1], Colombie).

Ces mobilisations sont une indication des processus en cours au sein des masses laborieuses qui cherchent à se dresser contre les gouvernements inféodés au capital. Cette maturation en cours peut déboucher à tout moment sur une explosion révolutionnaire.

---

## CRISE DE L'IMPÉRIALISME

---

Partant de cette appréciation, le secrétariat international (SI) de la IV<sup>e</sup> Internationale a décidé d'ouvrir la discussion préparatoire au X<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale, dans l'objectif de préparer et nous préparer à ces situations révolutionnaires.

---

(1) Au moment où nous mettons sous presse, la Palestine s'embrace une nouvelle fois. Depuis des mois, la population palestinienne qui vit dans les frontières de 1948 (Etat d'Israël) s'est soulevée. C'est là une indication fondamentale de la situation. Car ces Palestiniens constituent le cœur de la nation palestinienne, leur présence dans le cadre des frontières de 1948 et la revendication du droit au retour donnent toute sa force au mot d'ordre d'un seul Etat sur tout le territoire de la Palestine. Les dirigeants sionistes sont conscients du danger et répriment féroceement ces manifestations. Ils décident dans le même temps de bombarder Gaza, pour — au nom de l'état de guerre — chercher à réaliser l'union nationale au sein de l'Etat d'Israël en crise.

Comme l'indiquait le rapporteur au secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale (15 avril) :

« Il n'y a pas de modèle mondial, ni celui des Etats-Unis (Trump auparavant, ensuite Biden), ni celui de la Chine, ni celui de la France-Allemagne ou de l'Espagne. Mais il est clair qu'il y a une tendance mondiale dominante. Il n'y a même pas de modèle "continental" : en Amérique latine, il y a "état d'urgence" au Chili et au Pérou, mais pas au Brésil ou au Mexique.

Mais il n'est pas nécessaire d'avoir un "état d'urgence" formel de type policier liberticide dans chaque pays pour affirmer que c'est la tendance dominante. Au Brésil, en particulier, il n'y a pas de "couvre-feu" général, par exemple. Il y en a, ça et là, toujours plus, selon les décisions des Etats et des communes (comme aux Etats-Unis), garantis dans ce cas par le Tribunal suprême fédéral (STF) contre Bolsonaro. Mais même ainsi, la menace incarnée par le bonapartisme de Bolsonaro avec ses généraux-ministres, les polices militaires et les groupes fascistes, c'est d'utiliser le chaos sanitaire (effondrement hospitalier, manque de vaccins, de tests et d'oxygène, misère et famine) pour passer à un stade policier liberticide, que ce soit avec "l'état de défense" ou même avec "l'état de siège". Les généraux (divisés, comme les patrons) peuvent aller jusqu'à hésiter, mais ils ne disent pas non.

Cette tendance est le corollaire, à son tour, de la politique mondiale d'attaque contre les droits, pour une réduction brutale et inédite du "coût du travail" — processus préexistant, plus encore après le putsch de la destitution de Dilma (2016) —, avec le soutien à présent ouvert du gouvernement fédéral, des gouvernements d'Etats, du Congrès réactionnaire et du STF complice, avec une opposition "passive" qui parfois proteste.

Les patrons ont recours au télétravail et à l'ubérisation dans les entreprises, dans les services et les écoles, et prétendent qu'ils sont là pour perdurer ("*malgré la souffrance, une fenêtre d'opportunité*"), compatit cyniquement le rapport de la Banque mondiale de mars). En réalité, les patrons eux-mêmes y sont contraints, obligés, pour tenter d'échapper à la baisse tendancielle du taux de profit. Et même ainsi, la crise internationale se poursuit.

Le capital "sait" qu'il est en crise et qu'il ne va pas y échapper facilement, mais il n'est pas mort et il lutte avec les moyens dont il dispose. L'agonie de sa domination est politique.

C'est de là qu'est sorti l'épisode inédit du *putsch* au Capitole (Etats-Unis), alimenté par le profond clivage social antérieur, qui s'est exprimé dans les manifestations de rue (*Black Lives Matter*, etc.), et a provoqué un séisme dans l'Etat impérialiste. Cet Etat en est arrivé là, après avoir intégré toutes les contradictions de la crise mondiale du système, bien qu'il doive être préservé pour maintenir la stabilité de l'ordre mondial » (*Résumé du rapport introductif à la discussion du secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale du 15 avril 2021.*)

Car aux quatre coins de la planète, des explosions se produisent en réaction aux loix liberticides et à la pauvreté, à la misère qui découlent des politiques des différents gouvernements.

Dans un rapport daté de janvier 2021, « *The Social Impact of Pandemics* » (« L'impact social des pandémies ») (2), les experts du Fonds monétaire international (FMI) soulignent le risque « *de débordements sociaux* (...) (car une pandémie) *met en évidence les fractures existantes dans une société : manque de protection sociale, méfiance envers les institutions* ». Ils soulignent qu'au plus profond de la pandémie ces mouvements sociaux sont ralentis, mais,

« à plus long terme, la fréquence des débordements sociaux monte en flèche (...). Le risque d'émeutes et de manifestations contre le gouvernement augmente. Le risque de crise politique grave (événements pouvant faire tomber les gouvernements qui surviennent généralement dans les deux années suivant une épidémie majeure) augmente. »

Un autre rapport du FMI, intitulé « *How Pandemics Lead to Economic Despair and Social Unrest* » (« Comment les pandémies ont semé le désespoir et les troubles sociaux ») (3), souligne :

« Les épidémies graves qui entraînent une mortalité élevée augmentent le risque d'émeutes et de manifestations antigouvernementales. »

Cette étude précise que la pandémie n'est pas la cause initiale :

« Les résultats de notre étude indiquent qu'une forte inégalité est associée à plus

(2) Philipp Barrett et Sophia Chen, « Social Repercussions of Pandemics », *IMF Working Papers*, 29 janvier 2021, sur le site : [www.imf.org](http://www.imf.org)

(3) Tahsin Saadi Sedik et Rui Xu, « A Vicious Cycle : How Pandemics Lead to Economic Despair and Social Unrest », *IMF Working Papers*, 16 octobre 2020, sur le site : [www.imf.org](http://www.imf.org)

d'explosions sociales (...) et que les troubles sociaux seront d'autant plus importants que l'inégalité des revenus sera élevée au départ. »

Le FMI est préoccupé et cherche à orienter les gouvernements d'Amérique latine — la région du monde la plus touchée par la pandémie selon les chiffres des Nations unies. Selon un rapport du FMI, daté de début mai (cité dans la presse, *The Economist*, *O Estado de Sao Paulo*, etc.), la tragédie sociale et sanitaire du continent serait pourtant « une opportunité offerte par la pandémie pour un consensus politique et social plus large sur les réformes nécessaires ». La recherche du « consensus » s'entend ici comme impliquant les directions des organisations de masse qui ont encore une relative influence. Il est vital de sauver le système en crise. Un exemple immédiat : le cas de la Colombie, où le détesté ministre des Finances, Carasquilla, après que le président Duque a retiré sa réforme fiscale et que les manifestations ont continué, a ensuite déclaré qu'il démissionnait « pour ne pas être un obstacle au consensus nécessaire à la réforme » (4). Les mots ont un sens ! Et la recherche du « consensus » correspond, en fait, à la ligne générale (unité nationale) de l'administration Biden elle-même, aux Etats-Unis et au-delà.

Le FMI, comme tous les gouvernements, se souvient de la vague révolutionnaire qui a surgi dans de nombreux pays en 2019 et 2020 et qui peut ressurgir à tout moment, ainsi que l'indiquent, en 2021, le soulèvement du peuple en Colombie et la mobilisation des masses en Palestine.

---

## LA RECHERCHE DE L'UNION NATIONALE

---

Depuis un an, dans la plupart des pays, les gouvernements ont déclaré « la guerre au Covid ». Il fallait tous s'unir pour lutter contre la pandémie. La référence à la guerre n'est pas anodine : en période de guerre, c'est « l'union sacrée » pour défendre la patrie ! Dans de très nombreux pays, la gauche et la droite ont collaboré, les directions syndicales ont mis sous le boisseau les revendications.

« Le fait majeur est que pour sauver le système en crise, la politique des grands appareils syndicaux et politiques d'Est en Ouest est celle de l'union nationale, ouverte ou voilée — avec des hauts et des bas, des à-

coups et des tournants. Les formes peuvent varier mais, sur le fond, elles visent à sauver le système, c'est la tendance fondamentale. Chacun à sa manière, les appareils appuient cette politique. La "manière" ne relève pas d'un folklore national, car la lutte de classes est internationale dans son contenu, mais nationale dans sa forme.

Au Brésil, le gouvernement de Bolsonaro, négationniste comme certains autres gouvernements, crée une situation particulière. Il y a le piège de la réponse "scientifique" pour l'avant-garde, en raison de la politique des appareils des organisations de masse. D'autant plus que des bandes bolsonaristes et néo-pentecôtistes remettent en cause d'éventuelles mesures d'isolement social de certains gouvernements locaux ou d'Etats. Pendant ce temps, les appareils des organisations de masse — PT, CUT, MST (sans-terre), Fronts, PSOL ("centriste"), Pcdob (ex-mao), etc. — réclament le confinement. Les Fronts et la CUT demandent un "confinement national" de 21 jours. Et ils le demandent comme s'il s'agissait d'une revendication des masses, au premier rang des exigences sanitaires concrètes.

Au Brésil, les centrales syndicales, les partis institutionnels "de gauche" (avec une partie des politiciens de carrière, les spécialistes, etc.), plus les Fronts existants, à l'unisson, l'extrême gauche y compris, ont réussi à convaincre du "restez à la maison" une bonne partie de l'avant-garde et, ainsi, à déconcerter un secteur des masses (dans les services et l'éducation). Ils se basent sur la contestation du négationnisme "fédéral", et ils s'appuient sur la peur d'une pandémie réellement mortifère, mais qui est manipulée par le gouvernement fédéral et également par les gouvernements d'Etats dans l'opposition, et par les maires, comme un facteur de terreur supplémentaire » (*Ibidem*).

En Europe, les partis de « gauche », au pouvoir ou dans l'opposition, se sont également prononcés en faveur de ces mesures prétendument sanitaires (*Lire l'article page 32*). De même, les directions des confédérations syndicales ont accompagné la politique des gouvernements, soit directement au travers de « pactes », soit de manière implicite. C'est ainsi qu'elles ont appuyé les mesures de confinement et, même quand les travailleurs devaient aller au travail, les confédérations restaient confinées ! Elles n'ont pas protesté contre les interdictions de manifester et autres mesures antisyndicales,

---

(4) *Le Monde* avec AFP, 4 mai 2021.

mais dans de nombreux pays, en Europe, ont eu lieu des manifestations contre les lois liberticides et aussi des grèves pour les revendications.

En Europe, des militants ouvriers, des syndicalistes ont refusé ce diktat des « sommets » pour faire jouer aux syndicats tout leur rôle de défense des travailleurs. De même au Brésil, des militants ouvriers ont combattu sur le mot d'ordre : « *La CUT ne doit pas rester à la maison.* »

---

### UNE POLITIQUE MONDIALE DE DESTRUCTION DES HÔPITAUX ET DE LA SANTÉ

---

Dans cette situation, s'est développée — pour faire passer les mesures liberticides et les contre-réformes — une propagande d'Etat pour terroriser les populations. Il fallait faire du Covid le seul ennemi de l'humanité pour faire oublier tout le reste, c'est-à-dire la politique réactionnaire des gouvernements au service du capital.

C'est dans ces conditions qu'a surgi la question du vaccin. L'OMS, les institutions internationales et de nombreux gouvernements l'ont présenté comme la seule solution, comme la solution miracle pour sauver l'humanité. Les vaccins, depuis Pasteur et Koch, font partie du progrès et de la science. Le vaccin pour se prémunir du Covid est un instrument important de la lutte contre la pandémie. Mais il n'est pas la solution miracle à tous les maux de l'humanité, notamment face à la politique destructrice de l'impérialisme.

L'hôpital, ce ne sont pas que des lits de réanimation, ce sont aussi des soins. La présentation, par les gouvernements, du vaccin comme la solution miracle vise à masquer leur politique en matière de destruction de l'hôpital et de la santé. En Inde, un désastre sanitaire est en cours. Bien évidemment à cause du Covid, mais il y a surtout un système de santé en bonne partie privatisé et maintenant disloqué : pas assez d'hôpitaux, de lits, de personnels... pas assez de médicaments, dans un pays qui est l'un des plus grands producteurs de médicaments au monde, sauf qu'ils sont réservés à l'exportation. Et surtout, la pénurie d'oxygène et les milliers de malades qui meurent sur les marches des hôpitaux parce qu'ils n'ont reçu aucun soin.

Et au Brésil, les hôpitaux ne peuvent plus faire face, avec le manque d'oxygène, y compris à São Paulo, la capitale économique du pays. Cela touche également les pays d'Europe. En France, 135 000 lits hospitaliers ont été fermés en 30 ans. Et en pleine pandémie, le gouvernement de Macron veut fermer deux hôpitaux et plusieurs centaines de lits ! Même chose en Allemagne où, en 30 ans, 600 hôpitaux ont été fermés.

Ce n'est pas le Covid qui sature les hôpitaux, mais la politique destructrice des gouvernements.

Pour masquer leur responsabilité et leur incurie, la plupart des gouvernements ont présenté le vaccin comme l'unique solution, le remède miracle. Ils ont été accompagnés par les directions « officielles » du mouvement ouvrier. Nombre d'entre elles ont surenchéri sur la nécessité de réaliser toutes les conditions sanitaires et une vaccination de masse comme condition à la reprise d'une « vie normale ». En réalité, c'était mettre les revendications sous le boisseau : les travailleurs n'étaient pas confinés, mais les revendications devaient le rester.

La question du vaccin a été frauduleusement utilisée pour tenter d'encamisoler la classe ouvrière et ses organisations.

---

### UNE OPÉRATION EN COURS

---

« Dans ce cadre, la nouvelle présidente de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala, a choisi d'entrer en fonction (le 15 février) sur cette question. L'ancienne ministre nigériane des Finances a proposé des actions pour répondre aux « protestations » provoquées par « les retards dans la livraison des doses et dans la vaccination ». Pour fournir les vaccins, elle a appelé à construire une « troisième voie » (la proposition antérieure de « suspendre les brevets », émanant de l'Inde et de l'Afrique du Sud, avait été rejetée en octobre sous Trump — d'où la « troisième voie »). Elle propose des « accords de transfert de technologie avec des preneurs de licence ou des fabricants sélectionnés », en exploitant les lois qui existent et qui ont déjà été utilisées. En y regardant de plus près, il n'y a pas tant de différences entre ces deux « voies ». La démarche de Ngozi Okonjo-Iweala est officielle, et elle est mise en route depuis lors, avec la participation de la nouvelle administration Biden, car c'est ce qui compte. Ngozi Okonjo-Iweala a appelé tout le monde à discuter de cette

question dans l'agenda de l'Assemblée mondiale de la Santé de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), prévue du 24 mai au 1<sup>er</sup> juin.

Maintenant, l'ascension de Ngozi Okonjo-Iweala n'est pas le produit de la rébellion d'une "majorité" de pays pauvres dans l'OMC, elle est institutionnelle. Et sa proposition pratique est similaire à celle de Joseph Stiglitz (licences, suspension temporaire de brevets), figure du Parti démocrate des Etats-Unis, ex-économiste en chef de la Banque mondiale, ex-asseur en chef de Clinton, avec des liens dans l'administration Biden (depuis la campagne électorale). Nous ne savons pas jusqu'à quel point ils vont réviser l'administration Trump sur ce terrain, mais ce n'est pas identique.

Tout cela n'est ni un jeu ni un passe-temps, même s'il y a des options ouvertes, ce qui est inévitable dans une crise de cette ampleur. Mais il y a une opération en cours dans les hautes sphères de l'ordre mondial, de nombreux agents politiques sont en action — ce n'est pas que "Biden succède à Trump et tout continue". La IV<sup>e</sup> Internationale doit envisager cela avec circonspection, c'est certain, et ne pas "passer à autre chose".

La déclaration du directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, aux côtés de 24 chefs d'Etat et de gouvernement, le 31 mars, a un sens. Johnson, Merkel, Macron, Suarez, Piñera et Ramaphosa, entre autres signataires, sont là moins pour la photo que pour la manœuvre. Ils déclarent le vaccin "*bien public mondial*" et proposent "*un nouveau traité international*" dont "*l'OMS serait le point d'ancrage*", "*pour consolider la coopération et améliorer la production et la distribution locale, régionale et mondiale de moyens médicaux comme les vaccins, les médicaments et les équipements de protection*", en vue d'un "*nouveau leadership*" pour les "*nouvelles pandémies*" » (*Ibidem*).

---

## L'APPEL À JOE BIDEN

---

« Peu après, le 14 avril, plusieurs anciens dirigeants de divers pays envoient une lettre à Joe Biden, demandant qu'il "*adopte des mesures urgentes*" pour la suspension des droits de propriété intellectuelle des vaccins anti-Covid dans le cadre de l'OMC, en demandant aussi "*le partage de la technologie nécessaire pour produire les vaccins*". A l'initiative de Ofxam, signent la lettre Gordon Brown, François Hollande, Mikhaïl Gorbatchev, Fernando Henrique Cardoso (Brésil), Lagos (Chili), Macri (Argentine), Mesa

(Bolivie). Donc les "leaders" politiques ne suffisent pas, il faut faire intervenir les "ex-leaders" politiques aussi, tous ensemble pour faire le service... pas facile à faire. Il faut "donner" quelque chose, quelque chose de misérable, très partiel, pour les "pays plus pauvres", voire un don bien imaginaire...

Attention, une chose se relie à l'autre.

La manœuvre consistant à brandir une nouvelle construction mondiale n'est pas tombée du ciel. Cette situation a été préparée par le verbiage d'ONG, de "spécialistes" et des sommets de nombreuses centrales syndicales sur le "bien commun" ou le "bien public mondial" pour faire face à la pandémie, pour rompre les amarres, affirment-ils, avec la "Big Pharma" et le "profit". Nous ne pouvons pas ne pas voir les connexions.

C'est pourquoi, le manifeste Lula-Mélenchon avec 60 leaders "progressistes" (Correa, Ziegler, des membres de Podemos, etc.) de 30 pays sur quatre continents a de l'importance. Autour du vaccin "*bien commun*", ils proposent une "*société de l'entraide*". Pour la "*levée des brevets*", ils s'adressent "*aux dirigeants*" de pays qui ont déjà des législations de type "*licences temporaires*". Mais pour convaincre leur public, ils ont besoin de paraître "radicaux". De là le terme de "*levée des brevets*". En réalité, il s'agit bien d'une suspension temporaire (prise de licence). Personne ne propose ici de rien exproprier. Mais ils jouent un rôle d'importance pour dévier l'attention de la lutte de classe nationale vers la prétendue solution mondiale de "bien commun" contre le profit "excessif" de la "Big Pharma". Toutefois, ils le font dans le cadre des institutions existantes, tant nationales qu'internationales, des gouvernements et du système des Nations unies, qui est en définitive composé de gouvernements. Ils sont loin d'un réformisme digne de ce nom.

Dans cette question des brevets, la préoccupation des gouvernements des pays centraux envers les "pays pauvres" est seulement invoquée pour assurer, avec la division des travailleurs et des peuples, une pression pour la collaboration des appareils tant dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Il est clair que, comme IV<sup>e</sup> Internationale, nous continuerons à dénoncer les manipulations des multinationales de la "Big Pharma", sur les prix en général et sur les "vies" en particulier, en jouant de la pauvreté relative de certaines nations. Mais la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections ne peuvent pas ignorer la combinaison réalisée pour aider à sauver le système par l'illusion d'une utopie réactionnaire

de “bien commun” sous le capitalisme (avec la suspension de brevets, la mise en licence temporaire ou le paiement de moins de royalties), combinaison soutenue par une série de dirigeants politiques de diverses couleurs. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent discuter de la façon de faire face à cette opération dans chaque pays. L’opération peut aller ou non à son terme, elle peut prendre des formes diverses, mais elle a déjà un effet aujourd’hui, celui d’enfumer, de brouiller la vue de l’avant-garde sur l’incontournable nécessité d’abattre le système » (*Ibidem*).

---

## UN MIRAGE MORTEL

---

« Avec raison, Trotsky a développé l’argument suivant : dans le cas hypothétique d’une guerre de l’Angleterre “démocratique” contre le Brésil semi-fasciste de Vargas des années 1930, nous devons soutenir le Brésil de Vargas (5). Parce que cette guerre étant une guerre impérialiste, la victoire de l’Angleterre créerait un gouvernement fantoche au Brésil encore pire (tout en renforçant la réaction en Angleterre même). Un seul problème, la guerre de pillage, mais deux tactiques “nationales” dans le sens de : aucun soutien au gouvernement anglais, avec une seule stratégie : battre l’impérialisme.

Mais aujourd’hui sur la question des vaccins du “Big Pharma” — la majorité des entreprises multinationales étant des Etats-Unis —, nous ne sommes pas face à un conflit de type “guerre impérialiste”, avec une ou plusieurs nations opprimées qui sont agressées par un ou plusieurs impérialismes. Bien qu’il y ait eu depuis le début de la pandémie — sur l’achat de respirateurs, de tests, de masques, etc. — des conflits nationaux, y compris entre pays impérialistes. Les vaccins sont également disputés par les pays “riches” et peuvent même entraîner un conflit, mais il serait de type inter-impérialiste (comme dans quelques crises financières, par exemple).

La IV<sup>e</sup> Internationale, avec un grand réalisme, doit voir les choses comme elles sont. Nous prenons en compte l’apparence des choses, les différents états d’esprit, etc., mais nous nous définissons en fonction du fond, et ensuite nous ajustons une tactique adaptée.

C’est aider à semer l’illusion sur ce fictif “bien public” ou “bien commun” que se donner pour tactique de choisir ce “camp” dit “progressiste” (de levée des brevets) pour une intervention “indépendante”. C’est

un mirage tactique, car il n’y a pas de masses mobilisées sur ce terrain, pas de rassemblement, pas de grève ; il y a des ONG, quelques scientifiques, des dirigeants et des bureaucrates en quête de discours.

Dans ce cas, prétendre “surpasser les bureaucrates réformistes” avec un mot d’ordre plus “radical” tombera, avec les meilleures intentions, dans ce vide coupé des masses. Que ce soit en argumentant qu’il “n’est pas suffisant” de suspendre les brevets — qui nous le demande !? — ou parce qu’il faut “les mettre dans le domaine public”, ou parce qu’il “ne faut pas les indemniser” (moins de royalties dans le cadre de la licence temporaire).

Pas maintenant, pas à cette étape où les gouvernements et les dirigeants de différentes couleurs accourent pour négocier dans le cadre de l’OMS le 24 mai, avec l’appel de l’OMC — l’OMC qui est ce qu’elle est ! Nous paraîtrions intégrés dans l’opération qui se présente, avec des variantes, c’est vrai, mais qui se présente. Nous serions perçus comme l’aile gauche du monde des institutions de l’ordre mondial et de ses gouvernements, exactement ce que veulent Lula-Mélenchon et d’autres. Enfin, nous ferions partie d’un quasi-consensus, qui rend plus difficile le combat contre l’union nationale ouverte ou voilée, dans chaque pays, avec des tactiques adaptées.

Qu’allons-nous regrouper sur cet axe de brevets en accompagnant ces dirigeants sur un chemin que n’empruntent pas les masses ? Il s’agirait de se “distinguer”, certainement, mais sans rassemblements, grèves ou assemblées ? Au mieux, amender des discours ou des résolutions de direction ou de parlement. Nous devrions suivre le troupeau, en quelque sorte ? S’insérer dans une sorte de “débat” sans les masses ne serait pas une aide réelle pour que le mouvement des masses s’émancipe. Ce serait sans résultat également pour nous.

La question clé de la crise mondiale actuelle, évidemment, n’est pas le destin des brevets. S’ils sont flexibles, tant mieux. Pour nous, la question posée n’est pas d’être contre ou pour la levée des brevets (faire campagne contre leur suspension serait totalement stupide, dès lors qu’on est pour l’expropriation de l’industrie pharmaceutique, c’est clair). La question est : quelle aide au mouvement de masse, qui voulons-nous regrouper ? » (*Ibidem*).

---

(5) Léon Trotsky, « La lutte anti-impérialiste — Entretien avec Mateo Fossa » (23 septembre 1938), *Œuvres*, tome 18, éd. ILT, page 328.

Mais comme le précisait le rapporteur :

« Le vaccin “bien commun”, c’est impossible sous le capitalisme. Mais peut-il négocier une licence temporaire ? Peut-être. On ne peut pas l’exclure. Mais cela ne résoudra pas pour les masses le problème des souffrances liées à la pandémie, pour plusieurs raisons : délais face à l’escalade de la maladie, conditions hospitalières et sanitaires totalement insuffisantes, manque de traitements, famine généralisée dans beaucoup de pays, manque d’aides sociales minimum, etc.

Alors, le vaccin “bien commun” est une utopie, au sens marxiste (cela fausse la réalité). Mais la levée des brevets “bien commun” fonctionne très bien, en un sens. Cela fonctionne dès à présent, non pour mobiliser les masses, comme les “illusions démocratiques” ou “constitutionnelles”, au sens donné par Lénine. Cela fonctionne pour distraire l’imagination de l’avant-garde en l’occupant à l’hypothétique “confrontation” avec un secteur du capital (“Big Pharma”). Cela peut jouer, et détourner les masses de la réelle confrontation possible et nécessaire contre les gouvernements en place, qui sont l’expression concrète de la domination capitaliste » (*Ibidem*).

---

## UN VASTE ENFUMAGE

---

Dans certains milieux, on exulte : ça y est, Biden s’est prononcé sur la question de la levée des brevets sur les vaccins ! En effet, Joe Biden vient de se prononcer pour la levée temporaire des brevets sur les vaccins, qui doit être négociée à l’OMS.

Comme l’écrit l’éditorial du quotidien patronal français *Les Echos* daté du 7 mai (6) :

« En réclamant la levée des brevets sur les vaccins contre le Covid, Joe Biden réalise un coup de maître. Il donne l’impression de voler au secours de l’humanité tout entière et place l’Europe dans la position peu glorieuse de suiveuse. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s’est sentie obligée de lui emboîter le pas, renforçant le sentiment qu’après quatre années de repli, les Etats-Unis ont reconquis leur place de leader mondial. »

Aussitôt, Macron a déclaré être « *tout à fait favorable à la levée des brevets* ». Le pape s’est également prononcé pour leur levée temporaire.

Certains, « naïvement », vont voir dans la décision de Biden une réponse « progressiste » aux demandes de levée des brevets sur les vaccins. Selon *L’Humanité*, le journal du

Parti communiste français (7 mai) (7), l’administration américaine

« se dit prête à limiter l’empire et les profits des très puissants monopoles pharmaceutiques américains pour privilégier la santé et la vie sur toute la planète ».

Ainsi Biden serait-il un « progressiste » !

Mais en réalité, Biden se place du point de vue de la défense du leadership américain au moment où la révolte des peuples menace l’ordre mondial. Le surgissement de la mobilisation des Noirs, des jeunes blancs, des Latinos rejoints par des milliers de syndicalistes, malgré et contre la politique des sommets de l’AFL-CIO, est une réfraction aux Etats-Unis, l’impérialisme le plus puissant, de cette recherche internationale par les masses du combat de classe. Ces mobilisations sont certes dirigées contre le racisme systémique, mais elles sont une explosion sociale. Depuis, la vague de syndicalisation en cours, notamment parmi les Noirs, redonne toute sa place à la classe ouvrière américaine face à des institutions en crise. La classe dominante en est consciente.

D’ailleurs, un appel de 100 députés démocrates américains à Biden (8) s’inquiète :

« Votre administration a une opportunité incroyable d’inverser les dégâts causés par Trump à la réputation mondiale de notre pays et de restaurer le leadership américain (...). Pour chaque dollar investi pour rendre les vaccins accessibles aux pays les plus pauvres, les pays riches recevront 4,80 dollars de retour sur investissement. Il ne s’agit pas seulement d’une obligation morale, c’est efficace économiquement. »

Avec l’utilisation de la pandémie, nous assistons à une offensive sans précédent des gouvernements inféodés au capital pour organiser un basculement de société et en finir avec les droits, les normes et les conquêtes. Il ne s’agit pas, en réalité, de la question des brevets. La question de la levée des brevets sur les vaccins n’est que l’arbre qui cache la forêt. Derrière le consensus sur cette question, il y a la volonté d’unir tout le

---

(6) Lucie Robequain, « Géopolitique des brevets », *Les Echos*, 7 mai 2021, sur le site : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)

(7) « Vaccins — Levée des brevets, Macron forcé d’acquiescer », *L’Humanité*, 7 mai 2021, sur le site : [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

(8) Cité par *Le Monde*, 5 mai 2021, sur le site : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

monde, afin d'établir un « nouveau monde ». On voit la réaction enthousiaste à gauche et chez les « progressistes », dont certains s'inscrivent dans ce cadre.

Ce « nouveau monde » se diviserait entre les « progressistes » et les réactionnaires, pour faire disparaître la lutte de classe entre exploités et exploités. Pour eux, le capitalisme est immuable et il faut donc l'aménager.

C'est un vaste enfumage pour encamiser la classe ouvrière et ses organisations dans l'accompagnement et la participation à cette « nouvelle société ».

La IV<sup>e</sup> Internationale considère que les exploités et les exploités ont des intérêts antagonistes, nous restons donc sur le terrain de l'indépendance de classe et de la lutte de classe.

Nous sommes pour l'expropriation des trusts pharmaceutiques, comme d'ailleurs de tous les trusts. Seule la mobilisation révolutionnaire des masses contre les gouvernements au service du capital réalisera cette expropriation.

Pour reprendre l'expression de ces gens-là, le « nouveau monde », c'est pour nous l'expropriation du capital, condition à la réorganisation économique de la société qui ne peut se réaliser que par la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, qui pourra alors, sur cette base, prendre toutes les mesures conformes aux besoins du peuple. Telles sont les leçons de la Commune de Paris de 1871, il y a 150 ans ! (*Lire page 35*).

---

## LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE N'EST PAS POUR LA RÉFORME DU CAPITALISME

---

Dans le programme de fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, il est écrit : « *La tâche stratégique de la IV<sup>e</sup> Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser* » (9).

Pour ce faire, la première ligne du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale est : « *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat* », et le programme se conclut sur « *la crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat* » (10).

Il s'agit donc pour nous de résoudre la contradiction entre les conditions objectives, qui voient les travailleurs et les peuples se

dresser pour se défendre, et le facteur subjectif, c'est-à-dire la construction d'un parti révolutionnaire.

La construction du parti révolutionnaire, en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, doit prendre en compte la nouvelle situation de crise du capital et de résistance des masses, marquée d'un côté par la tendance à l'effondrement des partis, qualifiés naguère de « partis ouvriers bourgeois », et de l'autre côté par la vague révolutionnaire ouverte en 2019, qui, en mettant en avant le mot d'ordre commun « *Dégage !* » en direction des régimes, indiquait que la question du pouvoir se posait à nouveau.

Mais en 2021, ce mouvement des masses s'exprime en Birmanie pour que la junte militaire dégage (*Lire page 47*), au Tchad et au Mali pour que les troupes françaises dégagent, en Colombie contre le régime de Duque, mais aussi au travers des explosions en Europe. C'est sur cette perspective que s'aligne la IV<sup>e</sup> Internationale.

D'où l'importance, pour la IV<sup>e</sup> Internationale, de ce que Trotsky appelle les revendications transitoires. Rappelons que dans le *Programme de transition*, Trotsky les définit comme un pont

« partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière, et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat » (11).

Dans une discussion avec les dirigeants du SWP, Trotsky précise à propos des revendications transitoires :

« Quel est le sens du programme de transition ? On peut dire que c'est un programme d'action, mais pour nous, pour notre conception stratégique, c'est un programme de transition — c'est une aide aux masses pour surmonter les idées reçues, les méthodes et les formes, et pour s'adapter aux exigences de la situation objective.

Ce programme de transition doit inclure les revendications les plus simples — nous ne pouvons ni prévoir ni prescrire les revendications locales et syndicales, adaptées à la situation locale d'une usine donnée, le développement de cette revendication jusqu'au mot d'ordre de la création d'un soviet d'ouvriers.

---

(9) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale*, *Programme de transition*, éditions Sélino, avril 2013, page 30.

(10) *Ibidem*, page 26, puis page 71.

(11) *Ibidem*, page 30.

Ce sont là deux points extrêmes, à partir du développement de notre programme de transition, pour trouver les liens et amener les masses à l'idée de la prise révolutionnaire du pouvoir. C'est pourquoi certaines revendications apparaissent comme très opportunistes, parce qu'elles sont adaptées à la mentalité réelle des travailleurs. C'est pourquoi d'autres apparaissent comme trop révolutionnaires, parce qu'elles reflètent plus la situation objective que la mentalité réelle des ouvriers.

Nous devons combler aussi vite que possible l'écart entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs » (12).

Et Trotsky insiste, dans une autre discussion :

« Il y a deux dangers dans l'élaboration du programme. Le premier est de rester sur une ligne générale abstraite et de répéter des slogans généraux, sans relation directe avec les syndicats dans les localités (...). L'autre danger, au contraire, c'est de s'adapter beaucoup trop aux conditions locales, aux conditions spécifiques, et perdre la ligne générale révolutionnaire » (13).

Les revendications transitoires sont une méthode de mobilisation des masses et non le programme, bien léché, d'un parti déjà construit indiquant aux masses la voie à suivre.

Comme le précise Trotsky :

« Naturellement, si je ferme les yeux, je peux écrire un bon programme idyllique, que tout le monde acceptera, mais il ne correspondra pas à la situation ; et le programme doit correspondre à la situation » (14).

En effet, les revendications transitoires ne sont pas le programme général d'un parti, mais des mots d'ordre qui correspondent à la situation, à un moment donné, et qui permettent d'entraîner des secteurs de la classe dans le franchissement d'une étape de sa mobilisation contre le gouvernement inféodé au capital. Ce sont donc des revendications de mobilisation de la masse.

---

## CONSTRUIRE LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DANS LES CONDITIONS CONCRÈTES ACTUELLES

---

Dans cette nouvelle situation mondiale, la IV<sup>e</sup> Internationale avec ses sections, qui a déjà des positions au sein de la classe ouvrière, doit chercher à s'enraciner plus pro-

fondément encore dans les masses, en groupant une large avant-garde. Nous n'avons pas la prétention de croire que nous sommes le parti révolutionnaire déjà construit ; à l'inverse, nous cherchons à le bâtir.

A de multiples reprises, Léon Trotsky a expliqué aux cadres de la IV<sup>e</sup> Internationale que le parti dirigeant serait bâti dans le cours même de la crise révolutionnaire.

Il prend en exemple le début de la révolution de février 1917, alors que le Parti bolchevique ne compte que 5 000 militants. Léon Trotsky écrit :

« Au début de 1917, le Parti bolchevique ne dirigeait qu'un nombre insignifiant de travailleurs (...), généralement 1 à 2 %, 5 % au plus (...). Les mencheviks et les soviets "socialistes révolutionnaires" avaient derrière eux au moins 95 % des ouvriers. »

Et Trotsky ajoute :

« Durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés qui ne se laissent pas intoxiquer par des phrases et ne sont pas terrorisés par les persécutions » (15).

Pour Trotsky, le parti révolutionnaire dirigeant, c'est-à-dire solidement implanté, ne sera pas construit avant la révolution, « telle Minerve sortant de la tête de Jupiter armée et casquée, prête au combat » (L. T.). Mais nous devons œuvrer à construire et à renforcer notre organisation, ainsi que les positions que nous occupons d'ores et déjà dans la classe, avant l'ouverture de la crise révolutionnaire pour, précisément au cours même du processus révolutionnaire, se construire comme le parti révolutionnaire solidement implanté dans la classe ouvrière et capable de se porter à sa tête. C'est pour-

---

(12) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, Programme de transition*, annexe 4 : « Discussion pour résumer sur les revendications de transition » (23 mars 1938), éditions Sélino, avril 2013, page 122.

(13) Léon Trotsky, *The Transitional Program for Socialist Revolution*, Part III – Preconference discussions, « Completing the Program and Putting It to Work » (7 juin 1938), Pathfinder Press, 1977, pages 173-174.

(14) Léon Trotsky, *The Transitional Program for Socialist Revolution*, Part III – Preconference discussions, « The Political Backwardness of the American Workers » (19 mai 1938), *op. cit.*, page 157.

(15) Léon Trotsky, « Classe, parti et direction : pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu ? » (été 1939), *Œuvres*, tome 20, pages 325-326.

quoi, il nous faut recruter maintenant à la IV<sup>e</sup> Internationale afin d'avoir « des cadres éprouvés » qui ne se laissent pas intoxiquer par la propagande.

En effet, les développements de l'année 2019, mais également les mobilisations en 2020, et encore en 2021 ont démontré la nécessité pour la IV<sup>e</sup> Internationale d'appréhender la situation de la lutte de classe sans dogmatisme ni sectarisme.

Car comme l'expliquait Lénine,

« quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. La révolution russe de 1905 (...) a consisté en une série de batailles, livrées par toutes les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques (...). La révolution socialiste en Europe ne peut pas être autre chose que l'explosion de la lutte des masses, des opprimés et des mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement — sans cette participation, la lutte *des masses n'est pas possible*, aucune révolution n'est possible — et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais *objectivement* ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir » (16).

C'est exactement notre orientation, appliquée à la situation actuelle. Nous cherchons, par tous les moyens, à renforcer l'avant-garde pour aider « à unir » ces regroupements divers, sur un terrain de classe, et ce, sans sectarisme ni dogmatisme.

Comme l'explique encore Léon Trotsky, « Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classes, dans une usine, dans les organisations de masse, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences (...). Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement

ne pas se prendre pour un palliatif en guise de nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création » (17).

Pour ce faire, nous partons des formes actuelles de la lutte de classe, marquée bien souvent par des mouvements partis « d'en bas », par des explosions spontanées souvent en dehors des cadres traditionnels. On l'a vu en Algérie et au Liban, où le mouvement des masses est parti spontanément d'en bas ; au Chili en dehors de tous les partis et des organisations syndicales ; mais également en France avec les Gilets jaunes, aux Etats-Unis avec *Black Lives Matter* et aujourd'hui en Colombie avec les délégués de grève et de barrage.

A nous d'être attentifs et de nous insérer dans tous ces processus qui vont surgir.

Il nous faut donc préparer les conditions politiques du surgissement de la classe partout, à partir des positions que nous occupons et que nous cherchons à élargir en groupant une large avant-garde. Partout initier, soutenir les revendications qui matérialisent la rupture avec l'état d'urgence sanitaire et l'union sacrée. Partout, regrouper politiquement, être un cran en avant, et prendre les initiatives qui permettent de regrouper les militants dans des formes d'organisation adaptées.

---

## AU BRÉSIL ET EN FRANCE

---

C'est ainsi que les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale cherchent, sur la ligne de la transition en matière de construction du parti révolutionnaire, à trouver les formes adaptées au groupement d'une large avant-garde.

La section française de la IV<sup>e</sup> Internationale prépare son 53<sup>e</sup> Congrès. Elle tirera le bilan de son activité depuis son 52<sup>e</sup> Congrès et définira les tâches pour la période à venir. La résolution adoptée au 52<sup>e</sup> Congrès de la section française (18) indiquait :

---

(16) V. I. Lénine, « Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes » (juillet 1916), *Œuvres*, tome 22, pages 383-384.

(17) Léon Trotsky, « La situation présente dans le mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviks-léninistes — D'un groupe propagandiste au travail de masse », (octobre 1934), *Œuvres*, tome 4, page 225.

(18) La résolution du 52<sup>e</sup> Congrès de la section française a été reproduite dans *La Vérité*, n° 100 (décembre 2018), pages 37 à 41.

« D'un côté, la terreur des sommets devant la menace de surgissement de mouvements "incontrôlés", de l'autre l'expression de la capacité, pour une couche déjà conséquente de militants et de cadres ouvriers, de se doter à l'échelle nationale d'une forme d'organisation qui leur permette de sortir de la paralysie dans laquelle partis et directions syndicales tentent d'enfermer la classe ouvrière et de nourrir, par son action politique, le mûrissement du mouvement spontané qui, à l'évidence, cherche à s'ouvrir une voie. Il y a, dans le rejet des formes d'action encamisolées par les directions, la préparation du surgissement "spontané" des masses. C'est en ce sens que la multiplication des "comités locaux pour la résistance et la reconquête" s'inscrit dans le cadre de la préparation des conditions politiques de la constitution de "comités d'action" au moment où les masses s'engageront et en définiront les contours.

Des "comités d'action" qui auront pour tâche, nous dit Trotsky, "d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses (...), de leur donner la conscience de leurs propres forces pour l'offensive à venir", et, ajoute-t-il, "une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire". »

Depuis le 52<sup>e</sup> Congrès, les comités de résistance et de reconquête se sont multipliés dans le pays. Des réunions nationales de délégués de ces comités se sont tenues. Ces comités de reconquête et de résistance sont le cadre pour regrouper une large avant-garde qui s'organise sur son plan pour combattre. C'est là pour nous le terreau pour la construction du parti révolutionnaire.

Au Brésil, Dialogue pétiste est né à l'initiative du courant *O Trabalho* (section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale) du Parti des travailleurs, ainsi que de militants et de dirigeants de différents courants du PT, préoccupés par la trajectoire du parti au gouvernement. Il établit bientôt un lien avec l'EIT et participe au Cilé.

Dialogue pétiste, confronté à la politique de conciliation de classe du PT au sein du gouvernement fédéral et des mairies, lorsque la grande vague de mobilisation de masse de juin 2013 a éclaté, a changé son nom en Dialogue et action pétiste (DAP), et a adopté la devise « *Agir comme le PT a agi* », en référence à la riche histoire de lutte du PT.

Evincé du gouvernement par la destitution de Dilma en 2016, à laquelle ont pris part ses propres alliés de la vice-présidence (Temer), le PT a fait un pas « à gauche » en

prenant ses distances avec les oligarchies et en reprenant certains mots d'ordre historiques, comme la Constituante souveraine, pour faire les réformes et les transformations qu'il n'avait pas faites. Mais sans véritable changement dans sa direction, avant ou après l'emprisonnement de Lula, pas plus qu'il n'y a eu de revirement au sein du PT.

Puis, pour la première fois, le DAP s'est présenté comme une liste distincte, avec une plate-forme de rupture en 7 points lors des élections internes du PT de septembre 2017, tirant un bilan de la politique de conciliation des treize années de gouvernement du PT, et intégrant à ce titre la direction du parti.

Puis, avec l'avènement en 2018 du bonapartisme obscurantiste de Bolsonaro et de sa cour de sinistres généraux, toutes les échéances de la vie politique se sont accélérées.

La passivité de la direction du PT, qui ne s'est pas réellement opposée aux contre-réformes (sécurité sociale du travail) au sein du Congrès national réactionnaire, ne laissait aucune autre alternative. Le DAP s'est exprimé de plus en plus ouvertement et a agi publiquement pour constituer un point d'appui au mouvement des masses pour se défendre et défendre la nation.

Depuis, Lula est sorti de prison et ses droits politiques ont été rétablis, il est considéré par de larges secteurs populaires comme l'opposition au gouvernement génocidaire, alors que les dirigeants du PT (et ceux de la CUT et du MST) ont déserté les rues. Face à la pandémie, ils prêchent le « restez chez vous », sauf pour collecter et distribuer de la nourriture pour les pauvres — leur véritable orientation est d'attendre la succession institutionnelle en octobre 2022. Ainsi, dans leur bouche, « *Fora Bolsonaro* » (« Dehors Bolsonaro ») est un slogan vide qui sert à parler aux initiés sur les réseaux sociaux, mais n'est pas un instrument vivant de mobilisation pour les demandes les plus essentielles du peuple, alors que des millions de personnes meurent de virus ou ont faim à une échelle inédite depuis quatre décennies.

Cela est devenu clair le 1<sup>er</sup> Mai, lorsque la CUT et les centrales syndicales ont rejoint, dans une initiative virtuelle, Lula et l'ancien président de droite FHC (Fernando Henrique Cardoso) et d'autres figures de la droite putschiste, tandis que le DAP, avec d'autres de la CUT et des mouvements populaires, a maintenu le drapeau du 1<sup>er</sup> Mai

dans des dizaines de rassemblements locaux, dans la rue, sans patrons ni putschistes.

Le DAP lance les slogans pour une mobilisation immédiate : pas de licenciements ; prix fixes et distribution de paniers alimentaires de base ; tests et vaccins de masse pour tous par le SUS (santé publique), réouverture des hôpitaux fermés ; abrogation de la LSN et condamnation du gang du *Lava jato*, entre autres. Tout cela convergeant pour la fin de ce gouvernement génocidaire le plus rapidement possible (« *Pas un jour de plus pour Bolsonaro* »), dans la perspective d'un nouveau gouvernement et d'une Constituante souveraine.

Le DAP est un regroupement de lutte pour un parti ouvrier indépendant, se situant sur le terrain du PT et axé sur l'explosion sociale qui se prépare dans le pays. Il ne s'agit pas d'un acteur « radical » s'ajoutant au « parlement des tendances » au sein des instances PT.

Le DAP n'est pas un groupe de pression de la « base » pour pousser les dirigeants, comme si la base n'était tenue qu'à « pousser » les dirigeants plus loin, et ne pouvait pas les déborder d'une manière ou d'une autre. Pour les trotskystes, il s'agit d'une transition pour les éléments les plus avancés vers la IV<sup>e</sup> Internationale.

Le DAP veut être la continuation du PT né pour être un instrument de la lutte pour l'émancipation du peuple travailleur au Brésil, en liaison avec les luttes des travailleurs dans le monde.

---

## L'ACTE D'ACCUSATION DES GOUVERNEMENTS INFÉODÉS AU CAPITAL

---

Dans cette situation mondiale totalement inédite, il est donc indispensable, pour aider les masses travailleuses à surmonter les obstacles, de rassembler à l'échelle internationale l'ensemble des forces ouvrières, démocratiques, nationales qui cherchent à s'extirper de la politique de collaboration de classe, d'intégration, et qui veulent combattre sur le terrain de l'indépendance de classe et de la souveraineté nationale contre l'impérialisme.

Rappelons ce que Léon Trotsky disait : la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas le parti mondial dirigeant, elle se prend « *seulement pour l'instrument de sa création* ».

Telle est pour nous la signification de la constitution du Cilé, qui n'est pas une nouvelle Internationale mais un cadre de convergence et de confluence de militants, de courants, d'organisations politiques et syndicales, d'organisations démocratiques et nationales qui ont des origines politiques différentes mais se retrouvent ensemble dans la lutte contre l'impérialisme et des gouvernements qui lui sont inféodés.

Dans l'appel, lancé par les coordinateurs de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (EIT), pour dresser l'acte d'accusation des gouvernements inféodés au capital (19), on peut lire :

« C'est un véritable tsunami qui frappe la planète tout entière. La "gestion" de la pandémie par le capital engendre une catastrophe à l'échelle mondiale qui frappe très violemment toutes les populations. Cette pandémie constitue une formidable opportunité pour les milliardaires, qui voient leurs fortunes atteindre des sommets.

Cette situation inédite de par son ampleur est dramatique, elle souligne la responsabilité criminelle du capital et des gouvernements à sa solde, ainsi que celle de l'ONU, du FMI, de l'OMS, dans la destruction de tous les acquis sociaux et de civilisation. C'est notamment le cas en matière de santé, avec la politique destructrice des hôpitaux, mais aussi par la soumission de la recherche scientifique aux exigences de profit des trusts pharmaceutiques.

Dans les pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, la politique de la dette et le pillage par les grands trusts a contribué à la destruction des services de santé, même limités, mis en place après les indépendances ou plus récemment dans certains pays (par exemple, il y a 30 lits de réanimation au Niger, 30 en Sierra Leone, et, dans un pays comme le Brésil, dans la ville de Manaus, 130 personnes sont mortes dans les couloirs de l'hôpital du fait de l'absence de moyens et de la pénurie d'oxygène interdisant de les placer sous respirateur).

Dans les vieilles puissances impérialistes comme en Europe, la course au profit et à la rentabilité, au nom de la réduction des dépenses publiques, a déjà porté des coups aux services performants existants : en France, en trente ans, 135 000 lits hospitaliers ont été fermés et, en Allemagne, 600

---

(19) Comité international de liaison et d'échanges (Cilé), « Appel à dresser l'acte d'accusation du capitalisme », publié dans *Informations ouvrières*, n° 652 (semaine du 29 avril au 5 mai 2021), page 12.

hôpitaux ont été liquidés dans la même période, conduisant les hôpitaux en Europe ainsi qu'en Amérique latine à la saturation.

Les exigences du capital — engagé dans une course folle pour assurer ses profits — détruisent l'humanité et tout ce qui a été acquis par la lutte des travailleurs et des peuples dans les derniers siècles.

Le capital est responsable de la terrible catastrophe actuelle, qui s'ajoute au pillage destructeur des nations, aux guerres, aux famines qui font chaque année neuf millions de morts, alors qu'il existe un vaccin : la nourriture. Et il y a également des dizaines et des dizaines de millions d'êtres humains, sur tous les continents, qu'on appelle "migrants", mais qui fuient les guerres, la misère et la faim.

Dans cette situation, le capital et les gouvernements à sa solde utilisent la pandémie pour tenter de provoquer un basculement fondamental de société. A coups de campagnes de terreur, de lois liberticides, ils cherchent à réaliser tout ce qu'ils n'ont pas pu obtenir du fait de la résistance des travailleurs et des peuples : destruction de la force de travail, atomisation de la classe ouvrière, destruction des acquis, des bases productives et des nations.

Pour ce faire, à l'échelle mondiale, sous les formes les plus diverses (état d'urgence sanitaire, état d'exception, couvre-feux combinés avec le boycott "négationniste" des mesures sanitaires), ils mettent en place — ou menacent de le faire — des mesures liberticides dans l'objectif commun d'imposer leur politique destructrice, en cherchant à museler les peuples afin de prévenir des mobilisations révolutionnaires, qu'ils présentent, comme il y en a eu en Algérie, au Chili, au Liban, au Paraguay, etc. Autour des grandes institutions internationales et auprès de nombreux gouvernements, les grandes manœuvres ont commencé, visant à diviser les travailleurs et les peuples, et à les détourner de leur propre objectif.

Et il faut le dire, les sommets "officiels" du mouvement ouvrier, dans la plupart des cas, soutiennent ou accompagnent ces politiques, provoquant au sein des organisations la résistance de militants et de responsables syndicaux, car la politique des dirigeants met en danger l'existence même des syndicats.

Par-delà les origines et les points de vue différents, tous ceux qui participent de l'activité du Cile se retrouvent sur la nécessité de préserver l'indépendance de classe et donc de refuser toute "union sacrée" ouverte ou voilée, toute "concertation" avec les exploités.

C'est pourquoi nous en appelons à tous pour dresser ensemble l'acte d'accusation du capital. Nous en appelons à tous pour faire parvenir des contributions sur la situation dans chaque pays et sur les combats qui s'y mènent, afin de donner une portée mondiale à cet acte d'accusation du capital.

En dressant ensemble cet acte d'accusation du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, nous avons conscience de contribuer en commun à la lutte pour en finir avec l'oppression et l'exploitation.

Les coordinateurs de l'Entente :

Louisa Hanoune,  
secrétaire du Parti des travailleurs d'Algérie ;

Dominique Canut,  
au nom du bureau national  
du Parti ouvrier indépendant de France.

Le 19 avril 2021. »

Le secrétariat international de la IV<sup>e</sup> Internationale a décidé d'ouvrir dans ses rangs la discussion préparatoire à la tenue du X<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale. D'ici sa tenue, il s'agit pour la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections de franchir une nouvelle étape sur le terrain de la construction. Nous nous orientons pour cela sur les éléments qui surgissent dans les différents continents et qui sont annonciateurs de la tempête qui vient. Répétons-le, une nouvelle situation totalement inédite est en train de s'ouvrir.

Les mobilisations et explosions, qui se multiplient aux quatre coins de la planète, sont une indication de ce qui peut surgir dans la nouvelle période : la lutte entre la révolution et la contre-révolution.

Nous nous alignons sur la perspective du surgissement du mouvement des masses. Sur cette base, le X<sup>e</sup> Congrès mondial aura en son centre la discussion et les décisions sur la stratégie actuelle de la construction du parti révolutionnaire et de ses différentes tactiques.

**Joao Alfredo Luna**  
(de la section brésilienne),

**Lucien Gauthier**  
(de la section française),  
membres du secrétariat international

13 mai 2021



Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité en cinq langues : français, portugais, espagnol, anglais, allemand.

# L'impuissance du plan Biden face aux problèmes chroniques des Etats-Unis et de l'économie mondiale

**L**ES trompettes sonnent à nouveau. L'épithète « historique » suit : initiative historique, accord historique, relance historique. Au moment le plus critique que nous ayons connu depuis longtemps, avec une situation sociale vraiment dramatique, on nous dit qu'il y a une solution grâce à la baguette magique des plans de relance : « *C'est le moment de réinventer et de reconstruire une nouvelle économie* », proclamait la Maison-Blanche en écho avec le plan Biden. « *Le plus grand plan de relance jamais financé* », a lancé de son côté la Commission européenne concernant le mécanisme de relance et de résilience. Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Peut-on se faire des illusions avec cet énième appel selon lequel, grâce à ces plans de dépenses publiques, les problèmes sociaux peuvent être résolus dans le cadre du capitalisme ?

---

## L'AMPLEUR DE LA CRISE

---

Selon le département américain du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 3,5 % en 2020. Rien qu'entre mars et avril de cette même année, 22 millions d'emplois ont été détruits.

Semaine après semaine, il y a eu plus d'un million de demandes d'assurance chômage, et en janvier dernier elles avaient déjà atteint 1,4 million, chiffre incluant les pro-

grammes de chaque Etat ainsi que le niveau fédéral. Les ventes au détail ont chuté de 1,4 % en novembre et de 0,7 % en décembre (la consommation privée équivaut à 70 % du PIB). Le déficit commercial atteint environ 85 milliards de dollars par mois, soit environ 1 000 milliards de dollars par an. Même Joe Biden le reconnaît sur son site Internet en ces termes :

« Le taux de chômage est plus élevé que pendant la Grande Récession. Des millions de personnes ont perdu des emplois, des heures, des salaires, des soins de santé ou la petite entreprise qu'ils ont lancée, bien qu'il n'y ait eu aucun échec de leur part » (<https://joebiden.com/build-back-better/>).

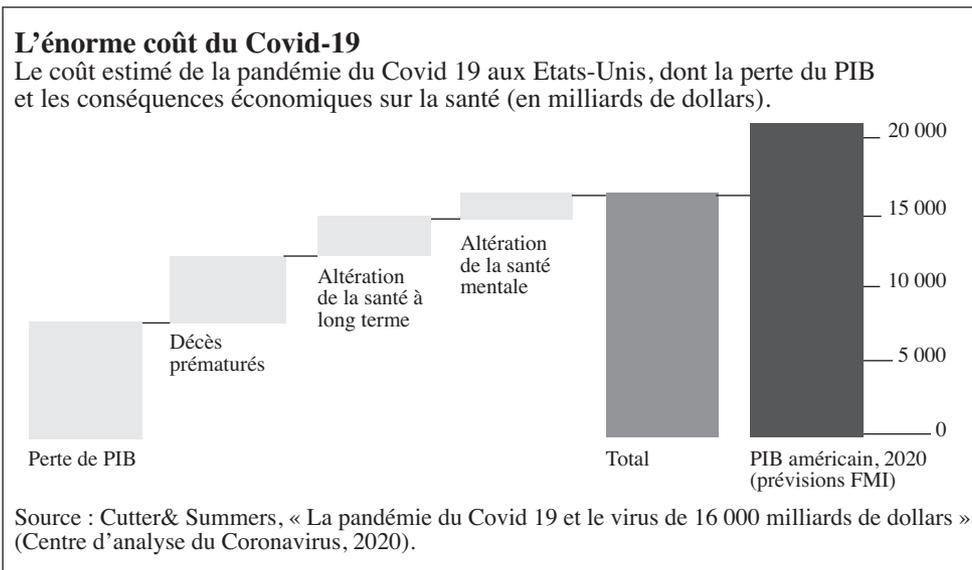
Dès octobre 2020, selon une étude menée par deux professeurs de l'université Harvard, le coût économique de la pandémie aux Etats-Unis équivaudrait à 80 % de la production annuelle, baisse du PIB incluse, ainsi que le coût économique résultant de la détérioration de la santé entraînée par la pandémie (1).

---

(1) Cutler, D. M. et Summers, L. H. (2020) : « La pandémie du COVID-19 et le virus de 16 billions de dollars », *Journal of American Medical Association*, n° 324, 15, pp. 1495-1496. Il est impossible et indésirable d'évaluer économiquement la perte de vies humaines. Nous reproduisons le tableau uniquement parce qu'il montre que les effets sont bien plus importants que ce qui est généralement reconnu.

Catégorie	Milliards US \$
Perte de PIB	7 593
Détérioration de la santé	
Décès prématurés	4 375
Altération de la santé à long terme	2 572
Altération de la santé mentale	1 581
<b>Total</b>	<b>16 121</b>
Pourcentage annuel du PIB	80 %

**Figure 1 : Estimation du coût de la crise du Covid-19**



**Figure 2 : Les coûts énormes du Covid-19**

Est-ce dû à une circonstance sans rapport avec le processus d'accumulation capitaliste, qui serait la seule pandémie ? La réponse est directe : non. Car la pandémie, comme cela a été expliqué dans les précédents numéros de *La Vérité*, n'est pas la cause de la crise : bien au contraire, ce sont la crise déjà latente et les politiques qui l'accompagnent qui sont la cause de la pandémie (l'existence de la crise a été reconnue par le Fonds monétaire international [FMI] lui-même, faisant allusion à la guerre commerciale et à l'énorme endettement). Parce que la pandémie n'est pas le virus, mais son impact social. Autrement dit, quand on parle d'une pandémie, on parle de son ampleur et on ne peut la comprendre

sans prendre en compte les politiques d'ajustement permanentes, de démantèlement des services de santé publique, la précarité de leur personnel et l'orientation de la recherche médicale et pharmaceutique vers le pur business, qui a laissé de côté la prévention, etc.

En effet, malgré tous les avertissements sur l'imminence d'un virus mortel et de certains antécédents, aucun gouvernement n'a pris de mesures de fond pour renforcer les services de santé publique, y compris le renforcement des effectifs et la programmation des systèmes de mise en œuvre massive des services de santé, tests de diagnostic et traçage des infections. Ni recherche ni même production d'équipements de protection. Et

pas seulement cela : avec la pandémie déjà déclenchée, la politique de tous les gouvernements, au-delà des cas particuliers particulièrement extrêmes comme les Etats-Unis ou le Brésil, a rejeté l'adoption de mesures élémentaires comme la nationalisation des usines dans lesquelles pourraient être produits des équipements de protection, choisissant d'avoir recours à des entreprises privées pour le réaliser.

Un temps précieux a ainsi été perdu, ce qui explique également une partie du taux plus élevé d'infections du personnel de santé et, par conséquent, de vies humaines perdues.

Il existe d'autres preuves de ce que la pandémie n'est pas la cause de la grave crise économique actuelle, bien qu'elle joue évidemment le rôle de révéler la crise latente et de la déclencher. Si elle en avait été la cause, elle finirait par marquer une reprise rapide, de sorte que la courbe de la trajectoire de production composerait un V : une chute rapide suivie immédiatement d'une hausse tout aussi rapide. Cette hypothèse a déjà été écartée et l'on a commencé à parler d'une courbe en forme de U : d'abord la chute bru-

talement, suivie d'une phase de stagnation, puis d'une reprise accélérée. Cela ne semble pas non plus probable et l'on considère même que la forme ressemble finalement plus à un L. En tout cas, ce qui est admis, c'est que la récupération complète prendra des années, si toutefois elle est finalement réalisée. Comme on peut le voir dans le graphique d'Oxford Economics (figure 3), la séquence de croissance resterait toujours en dessous de son niveau d'origine.

Et ce n'est pas seulement aux Etats-Unis : selon l'Organisation internationale du travail (OIT), l'équivalent de 255 millions d'emplois ont été perdus dans le monde en 2020. Pour ne citer qu'un exemple, selon *O Trabalho* (journal de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, Ndlr), reprenant une enquête de la *Confederação Nacional do Comércio de Bens, Serviços e Turismo* (CNC) du Brésil, dans ce grand pays d'Amérique latine, entre 2015 et 2020, 36 600 unités de production industrielle ont fermé, une moyenne de 17 par jour. Au cours des dix dernières années, le poids de l'industrie a chuté de près de 7 %, processus qui s'est accéléré au cours des deux dernières années.

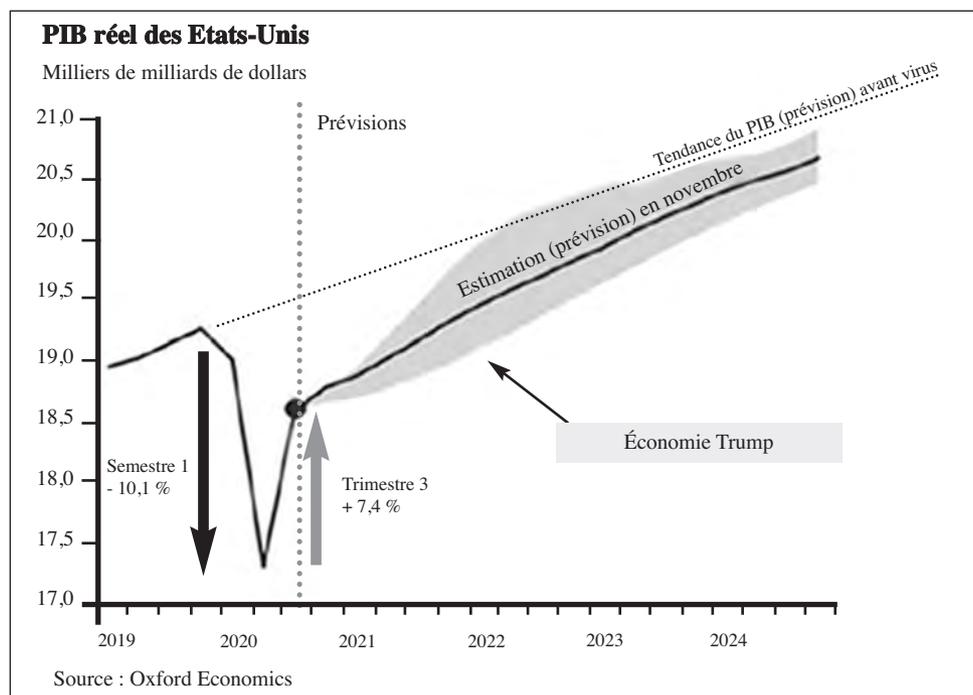


Figure 3 : Evolution du PIB réel des Etats-Unis

## LE PLAN BIDEN, ÉNIÈME ÉPISODE DU STIMULUS PERMANENT

Le 14 janvier, six jours avant d'assumer la présidence, Biden a annoncé le plan de sauvetage américain, mobilisant 1 900 milliards de dollars, l'équivalent de 1 600 milliards d'euros. Il comprendrait 1 000 milliards de dollars de transferts directs à la population, 415 milliards pour les dépenses liées à la pandémie (vaccination, réouverture d'écoles, subventions pour les travailleurs inactifs, etc.) et 440 milliards de plus pour les autres aides. Son ampleur est frappante, car elle équivaudrait à près de 10 % du PIB.

Le plan de l'Union européenne (UE) est mineur. Le 21 juillet dernier, le Conseil européen, composé des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres, s'est mis d'accord sur un programme intitulé New Generation EU, qui comprend deux dispositifs : le mécanisme de relance et de résilience, doté de 672,5 milliards d'euros (360 milliards en prêts et 312,5 milliards en transferts), et REACT EU (de 47,5 milliards). Le décaissement est prévu jusqu'à la fin de 2026. Par tête d'habitant, il ne représente qu'un tiers de celui des Etats-Unis : 1 680 euros contre 4 800 (la différence est encore plus grande si l'on considère que les fonds sont répartis sur plusieurs années).

En se concentrant sur les Etats-Unis, la question qui se pose est de savoir si, compte tenu du volume des fonds annoncés, ce plan pourrait effectivement résoudre les graves problèmes identifiés plus haut. Tout d'abord, il est facile d'enquêter sur les données, car Joe Biden n'a annoncé qu'un seul projet, qui n'a pas encore été approuvé par le Congrès. Mais il est prévisible que, comme d'autres fois, le Congrès coupera de nombreux articles (la majorité démocrate est très mince — 51 contre 50 pour les républicains — et il suffit de la défection d'un seul sénateur démocrate pour bloquer une mesure, certains sénateurs démocrates se méfient. Pour le salaire minimum à 15 dollars, un sénateur démocrate s'y étant opposé, il fut retiré du projet).

Avec la tranche de 415 milliards, les mesures de distribution de vaccins, la réouverture des écoles et, entre autres, les aides aux travailleurs en raison des besoins liés au Covid (contagion, prise en charge des proches, etc.) doivent être financées. Dans la mesure où une bonne partie de sa gestion correspond à l'Etat et aux gouvernements locaux, les misérables

batailles corporatives dans les directions des partis permettent de prévoir que, comme à d'autres occasions, une partie des fonds ne sera pas décaissée. De plus, le capital est terrifié à l'idée de que le financement de ces aides crée un précédent en tant que conquête ouvrière. De même, les contributions aux organisations internationales, y compris l'Organisation mondiale de la santé (OMS) elle-même, pourraient être réduites, voire éliminées. Il y a aussi une résistance à l'approbation du programme connu sous le nom d'aide directe aux familles, consistant en des chèques d'une valeur de 1 400 dollars par personne, ce qui est déterminant pour une partie considérable de la population pour pouvoir subvenir aux besoins de base (loyer ou hypothèque et directement la nourriture). Quelque chose de similaire peut également se produire avec le financement de programmes d'aide aux femmes qui ont besoin d'une assistance sociale pour violence domestique, etc.

Il en est de même de l'autre grand programme, « *Soutenir les communautés en lutte* », qui devrait atteindre 440 milliards et qui sera probablement remis en question par les intérêts des entreprises. En particulier en ce qui concerne les 350 milliards de fonds d'urgence pour que les gouvernements des Etats et des collectivités recrutent davantage de personnel nécessaire dans la lutte de première ligne contre la pandémie. Il faut tenir compte du fait que le blocus de ces fonds oblige les Etats et les communes à emprunter, à emprunter encore plus. En d'autres termes, cela les oblige à contribuer à l'augmentation de la boule de neige de la dette, que nous aborderons ci-dessous.

Dans ce domaine, il y a aussi une invocation du spectre du déficit pour limiter l'augmentation des dépenses et même les réduire — sauf quand elles sont destinées au secteur militaire ou aux aides au capital, qui bénéficient également de baisses d'impôts —, dans ce cas son effet sur l'équilibre des comptes publics n'est pas critiqué. Comme le note Jack Rasmus,

« ils n'ont eu aucun problème à dépenser plus de 5 000 milliards de dollars en réductions d'impôts au cours des deux dernières années, mais ils réclament maintenant les dépenses des familles de travailleurs, des étudiants, des locataires et des gouvernements locaux qui approchent de la faille » (2).

(2) Jack Rasmus est professeur d'économie au St Mary's College en Californie et auteur de nombreux ouvrages d'économie. Source de l'extrait cité : <https://jackrasmus.com/2021/01/19/bidens-american-rescue-plan-arp-its-opponents/>

Il faut également noter qu'une partie des fonds, tout comme en Europe, ira directement au capital aux Etats-Unis, notamment aux compagnies d'assurance et de santé privées : par exemple, cela concerne les subventions de paiement de l'assurance maladie Cobra, une loi fédérale de 1985, du temps de Reagan, prévoit que les travailleurs, en cas de perte d'emploi ou d'autres éventualités, peuvent payer pour conserver leur assurance maladie pendant 18 mois.

En outre, sa mise en œuvre intégrale ne serait pas immédiate. En premier lieu, parce que le passage au Congrès peut être considérablement retardé. D'autre part, parce que certaines mesures, comme les remboursements d'impôts, prendraient jusqu'à la fin de l'année. De plus, une partie de son contenu n'est pas nouvelle, mais maintient des programmes de dépenses déjà en vigueur (qui, d'ailleurs, n'ont pas réussi à arrêter la stagnation). Ainsi, selon certains auteurs comme J. Rasmus, le stimulus pourrait être réduit de moitié, en restant autour d'un billion de dollars.

En effet, il s'agit d'un plan de relance public qui n'est pas nouveau aux Etats-Unis. En fait, au cours de la période récente, des politiques de relance sont en place depuis au moins vingt ans, par différents mécanismes comme une politique monétaire si expansive qu'elle annule même les taux d'intérêt, ou la politique budgétaire qui, d'une part, abaisse les impôts de la classe capitaliste et, d'autre part, déclenche les dépenses publiques, en particulier les dépenses militaires.

Comment tout cela peut-il être financé ? Par le déficit public et le déficit commercial. Le déficit public atteint 16 % du PIB en 2020 (la ligne directrice générale dans l'UE est qu'il ne dépasse pas 3 % du PIB, en fait, ces dernières années, des plafonds de dépenses ont été imposés, ce qui, dans de nombreux cas, signifiait des niveaux encore plus bas, moyens de maintenir la politique de coupes sociales). Mais ce déficit n'apparaît pas non plus avec la pandémie : il est venu de loin, puisqu'au cours des quatre années précédentes, il avait augmenté de 68 %, passant de 3,2 % du PIB à 4,7 % (soit de 585 milliards de dollars à 984 ; pour la seule année 2019, il a augmenté de 26 %).

Serait-ce donc une question économique purement interne pour les Etats-Unis ? Pas du tout, car le financement de ces politiques de relance est lié à leur déficit commercial — qui, comme on l'a souligné, s'élève déjà

à 1 000 milliards de dollars par an — et, ce qui est crucial, étend à toute l'économie mondiale les contradictions de l'économie américaine, sa fuite en avant. Et tout cela pour un stimulus qui ne parvient pas à réactiver l'économie ni à atténuer les graves problèmes sociaux, ce qui n'est valable que pour soutenir le capital financier. Le mécanisme se répète : les principales économies exportatrices, comme la Chine — ou le Japon, ou l'Allemagne — acceptent le dollar comme moyen de paiement, car leur capital doit vendre leurs marchandises sur l'immense marché américain. Ces dollars sont recyclés dans le rachat de la dette américaine ou des actifs du pays.

Et le résultat final, ce sont des bulles de crédit de l'immobilier, qui finissent inévitablement par exploser comme de nouveaux épisodes de la crise chronique du capitalisme.

Quelle que soit l'ampleur finale du plan Biden, son impact sera très limité. Des auteurs comme Michael Roberts estiment que l'effet multiplicateur des dépenses publiques sur le PIB ne dépasse pas 1 % et qu'il reste même généralement de moitié. Une augmentation supplémentaire de 0,5 % du PIB est totalement insuffisante compte tenu de l'ampleur des problèmes, qui sont très profonds. Mais il est également nécessaire de préciser comment le plan est financé. Bien entendu, on peut prévoir que l'utilisation du crédit sera impliquée, ce qui veut dire encore plus de dettes. Ou plutôt, il continuera à être impliqué car, c'est très important, au-delà des déclarations grandiloquentes sur le caractère historique supposé du plan Biden, ce plan n'est qu'un nouvel épisode de ce que nous avons déjà identifié comme une sorte de relance publique permanente de l'économie américaine.

Pourquoi faut-il de plus en plus d'endettement ? La réponse ne peut être avancée en considérant uniquement le fait immédiat que les dépenses publiques doivent être financées d'une manière ou d'une autre. Un regard plus large est nécessaire pour situer le véritable problème sous-jacent : l'étroitesse du marché mondial, en tant que moyen de valoriser toute la pléthore de capital qui s'est déployée, liée aux exigences du processus d'accumulation capitaliste. Une étroitesse qui provoque une tendance constante à la suraccumulation, qui conduit à des épisodes de nouvelles crises au sein de la « crise chronique » du capitalisme (caractérisation avec

laquelle on se réfère à la succession de crises sans qu'il n'y ait entre elles des périodes identifiables comme expansives). L'étroitesse du marché mondial réside dans la disproportion entre la capacité de production qui permet d'augmenter la productivité du travail vivant et la valorisation du capital déjà mentionnée.

Le déploiement massif de l'endettement s'explique ainsi, la nécessité d'augmenter le marché, le pouvoir d'achat. Cela peut sembler la solution parfaite, car l'emprunt augmente la demande sans augmenter les salaires ou il augmente la capacité de dépenses des entreprises sans augmenter les profits. Mais les crédits doivent être remboursés, c'est-à-dire que l'endettement se heurte inévitablement au « rappel à l'ordre » de la réalité : il n'y a pas plus de capacité de dépense que celle fournie par la production, c'est-à-dire le travail vivant mobilisé.

Avant de poursuivre l'analyse de la dette, il convient de détailler l'origine de l'étroitesse du marché et ainsi exclure qu'il s'agisse d'un fait circonstanciel, puisqu'il est lié au déploiement inexorable des lois qui régissent le mode de production capitaliste.

---

### LE PROBLÈME SOUS-JACENT : LA LIMITE DU CAPITAL EST LE CAPITAL LUI-MÊME

---

Jusqu'à présent, nous avons enregistré une série de problèmes de fond qui conduisent à prendre conscience qu'aucune illusion raisonnable ne peut être placée sur le fait que l'intervention des Etats, sous le capitalisme, résoudra les graves problèmes actuels. Mais il reste à expliquer pourquoi il en est ainsi, quel est le problème sous-jacent. Pour cela, nous avons besoin d'un outil théorique capable d'expliquer le processus d'accumulation capitaliste tel qu'il est. C'est le marxisme, la méthode marxiste, qui est l'exact opposé du dogme sectaire imposé par la bureaucratie stalinienne en URSS depuis la fin des années 1920.

Bien qu'il soit souvent appelé « marxisme orthodoxe », il faut dire clairement que, ni orthodoxe ni hétérodoxe, ce n'était pas le marxisme, que c'était sa négation. Parce que, comme l'explique Engels, « toute la conception de Marx n'est pas une doctrine, mais une méthode. Il n'offre pas de dogmes factuels, mais des points de départ pour une

enquête plus approfondie, et la méthode pour une telle enquête » (*Lettre à Sombart*, 11 mars 1895). Pour vérifier la pertinence de cette méthode, sa cohérence logique ne suffit pas, il faut aussi qu'elle soit vérifiée dans les faits. Examinons-la.

La principale conclusion théorique du *Capital* est le caractère contradictoire du capitalisme (« *La véritable limite de la production capitaliste est le capital lui-même* ») (3). Non seulement contradictoire, mais de plus en plus contradictoire, par l'existence d'une loi — c'est-à-dire quelque chose qui se produit inévitablement — relative au moteur de l'accumulation capitaliste, qui est la rentabilité identifiée dans le taux de profit. Une loi dont le contenu est que le taux de profit a tendance à baisser, une tendance qui peut être contrecarrée, oui, mais surtout en augmentant le degré d'exploitation de la main-d'œuvre et, en tout cas, pas de manière illimitée. C'est pourquoi, dans le livre III du *Capital*, Marx consacre un chapitre à « *la loi en tant que telle* » (le 13) et le suivant aux « *causes contraires* » (le 14). Mais il y en a encore un troisième à ce sujet (le 15), qui aborde le « *développement des contradictions internes de la loi* », où il explique le « *conflit entre l'expansion de la production et la valorisation* » et la coexistence d'un « *excès de capital avec un excès de population* ». Des chapitres que nous vous recommandons vivement de lire.

Nous ne sanctifions pas la méthode marxiste, car la revendication est scientifique, seule voie pour une compréhension rigoureuse des causes des problèmes. C'est pourquoi nous l'utilisons à des fins d'analyse, comme outil théorique, car il nous permet d'expliquer la situation grave que subit aujourd'hui la majorité. Le permet-il efficacement ? Ou, au contraire, est-il nécessaire de le revoir ? La vérification porte en particulier sur la question de savoir si cette loi est effectivement vérifiée en fait, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Le graphique suivant le montre clairement (*voir page 23*).

Comme le révèle la ligne pointillée de la figure 4, qui montre la tendance, la trajectoire à la baisse du taux de profit est indéniable, dans une période aussi représentative

---

(3) Karl Marx (1867), *Le Capital*, Livre III, tome VI (« Le processus global de production capitaliste »), Editions sociales, 1957, p. 263.

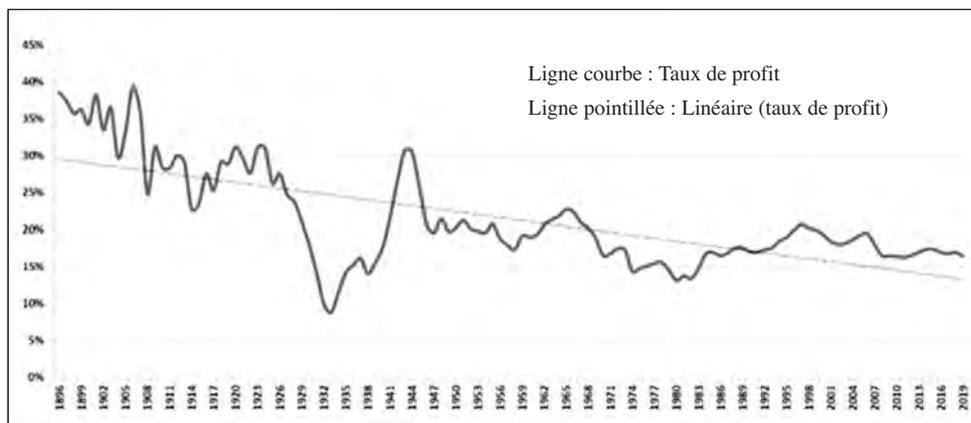


Figure 4 : Taux de profit aux Etats-Unis (4) 1896-2019

que celle qui couvre ni plus ni moins 121 ans, de 1896 à 2016. Et pour la première économie du monde, les Etats-Unis. Les fortes oscillations indiquées ne remettent pas non plus en cause la loi, mais sont le résultat de l'action des facteurs compensateurs que Marx identifie également. Mais ce qui compte, pour le moment, c'est la tendance sous-jacente susmentionnée, indéniablement à la baisse. C'est ce qui compte car elle constitue le fond qui encadre la situation actuelle, exprimant le caractère de plus en plus contradictoire du capitalisme, qui conduit à une systématisation toujours plus grande de la destruction des forces productives en raison de l'exigence de rentabilité qui est vérifiée notamment dans la remise en cause des conquêtes ouvrières et démocratiques.

Nous ne sacralisons rien non plus des forces productives de manière prioritaire, mais nous vérifions empiriquement que « *sous le régime de la propriété privée (...), (elles) deviennent pour la majorité des forces destructrices* » (5). Comme le révèle, par exemple, dans la première partie de cet article, « l'ampleur de la crise ». Tout cela est une expression du conflit inévitable entre les possibilités de production et les limites de la valorisation, qui se matérialise dans l'étroitesse précitée du marché mondial. Et face à cette étroitesse, différents mécanismes sont utilisés pour son expansion et/ou son contrôle par les différentes fractions de capital financier qui agissent à l'échelle mondiale. En particulier la guerre commerciale, c'est-à-dire la lutte entre ces fractions de

capital pour trouver leur place sur le marché mondial et, d'autre part, l'endettement qui semble élargir le marché, bien qu'il le fasse de manière artificielle révélée avec le « rappel à l'ordre » imposé par la réalité. Ou, en d'autres termes, avec l'inévitable explosion de chaque bulle, puisque l'écart des prix par rapport à leur valeur effective ne peut être maintenu que temporairement, car le crédit qui le rend possible doit finalement être restitué. Ce qui dépend de l'activité réelle génératrice de salaires et de plus-value... activité limitée par la tendance à la baisse du taux de profit.

---

#### DETTE, MOYEN ARTIFICIEL DE CROISSANCE ET MENACE CONSTANTE DE COLLAPSE FINANCIER ET DE CRISE

---

Dans les premiers instants de la pandémie, le cours des actions a subi une forte chute. Cependant, sa reprise s'opère rapidement, liée à l'énorme injection de crédit de la Réserve fédérale (FED), qui est la banque centrale américaine. Comme on peut le voir sur le figure 5 (*page suivante*), la corrélation entre cette injection (ligne claire) et la reprise de la Bourse (ligne foncée) est très claire, en l'occurrence mesurée par l'indice Standard & Poors 500.

(4) Bureau d'analyse économique du Département du commerce, voir Xabier Arrizabaldo, *Capitalisme et Economie mondiale*, IME, 2017, annexes, page 712.

(5) Karl Marx et Friedrich Engels (1845), *L'Idéologie allemande*, Editions sociales, 1976, p. 54.

Cela révèle le contenu principal de l'intervention de l'Etat à travers la banque centrale, qui consiste dans le sauvetage d'entreprises menacées de faillite. Il convient de clarifier la confusion répandue selon laquelle les énormes bénéfices de certaines entreprises sont représentatifs du capital dans son ensemble. Non seulement ce n'est pas le cas, mais, selon Michael Roberts dans « *The Four Years of Biden* », citant Bloomberg,

« près de 200 grandes entreprises ont rejoint les rangs des entreprises dites zombies depuis le début de la pandémie. Elles représentent désormais 20 % des 3 000 plus grandes sociétés cotées en Bourse, avec des dettes de 1,36 billion de dollars. Cela signifie que 527 (*d'entre elles*) n'ont pas gagné suffisamment pour couvrir leurs paiements d'intérêts ! Par conséquent, il existe toujours un risque important de crise du crédit et d'effondrement financier » (6).

Le sauvetage des entreprises ne se fait pas sous l'exigence du maintien des effectifs, mais bien au contraire : la pandémie est présentée comme l'occasion que le capital attendait pour lancer des processus de licenciements massifs.

La dette publique américaine dépasse déjà le volume du PIB, atteignant environ 110 % de celui-ci. Face au problème que cela implique, un raisonnement est invoqué, qui est une nouvelle version de l'histoire

classique de la laitière et du pot au lait : grâce aux faibles intérêts, le service de la dette est faible et il stimule la croissance du PIB, ce qui augmentera les revenus publics et réduira ses dépenses, etc. Mais la prémisse est très faible, car les taux d'intérêt ne pourront pas nécessairement rester à des niveaux aussi bas (entre autres raisons, car cela rend difficile l'arrivée des capitaux étrangers), et leur augmentation, même si elle est faible, peut sérieusement affecter la croissance. Une croissance qui, en tout cas, dépend du taux de profit (Michael Roberts estime que ce n'est qu'avec une augmentation de 0,5 % du taux d'intérêt qu'elle dépasserait déjà le taux de croissance probable). La complication de la situation pourrait nécessiter plus de dette pour faire face au paiement de la précédente et, à terme, une nouvelle vague de coupes qui limiterait le stimulus même recherché.

Tous les chemins mènent au même endroit : qu'advient-il de l'activité productive ? Et le problème est que ces fonds que l'Etat attribue aux entreprises ne visent pas à l'investissement productif, ils visent à soutenir les entreprises zombies, afin que le PIB ne croisse pas plus que la dette et que la

(6) <https://thenextrecession.wordpress.com/2021/01/20/bidens-four-years/>



Figure 5 : Cours des actions et actifs émis par la FED

stagnation se consolide, quand ce n'est pas directement l'explosion de nouvelles crises. Ce point est crucial, car la tendance à la baisse du taux de profit a de graves implications. Alors que le capital reçoit des fonds importants, non seulement l'emploi n'augmente pas, mais la main-d'œuvre est considérablement réduite, maintenant avec l'excuse de la pandémie.

Le capital consacre les fonds à des activités spéculatives. En effet, ce que l'on appelle la « dette sur marge », qui est le montant du recours à l'endettement pour l'achat de titres, continue d'augmenter, à des taux proches de 8 % par mois. Ainsi, une énorme masse de capital fictif est développée, c'est-à-dire des titres par lesquels leurs propriétaires se voient reconnaître le droit de participer à la distribution des dividendes respectifs... le cas échéant. Les marchés secondaires sur lesquels ces titres sont négociés font le reste, en termes de déclenchement de l'ampleur du capital aspirant à participer à cette distribution. C'est la pléthore de capitaux dont nous avons parlé précédemment, dont une partie importante est en fait du capital fictif, un capital aspirant qui suffira à peine dans de nombreux cas.

Cela signifie que le montant du capital reconnu comme tel augmente énormément du fait de la hausse du prix des actions, tandis que les bénéficiaires qui devraient couvrir leur rentabilité effective croissent encore moins au même rythme. En d'autres termes, la relation entre le profit et le cours de l'action est déséquilibrée, ce qui ne peut être que temporaire. C'est ce qu'on appelle les bulles, c'est-à-dire la séparation entre le prix d'un actif et sa valeur réelle. Cette séparation se traduit par des indicateurs tels que le Q (quotient) de Tobin, qui mesure la proportion entre la capitalisation boursière des entreprises par rapport à leurs actifs réels (mesurée par leur coût de remplacement), ou l'indicateur Buffett, qui collecte la capitalisation par rapport au PIB. Dans les deux cas, la séparation mentionnée ci-dessus est clairement identifiée.

En fin de compte et donc au-delà du court terme, l'investissement en actifs financiers est également soumis aux possibilités offertes par le profit effectif généré dans l'activité productive, qui n'est autre que la plus-value totale, c'est-à-dire la masse totale de travail non payé. Plus-value totale dont l'ampleur est très limitée par les licenciements.



Figure 6 : Ratio Q (valeur marchande / valeur de l'actif)

Source : [www.advisorperspectives.com](http://www.advisorperspectives.com).

ments, liée à la fois à la logique à court terme du capital et à la mécanisation qui substitue à la force de travail des moyens de production, c'est-à-dire à la diminution du capital variable, qui contribue seule à la plus-value à la différence du capital constant.

Nous avons concentré la discussion sur le cas américain, mais des situations similaires se produisent dans le reste des principales économies. Par exemple en Europe, où la politique de la BCE lors de la crise précédente a favorisé le transfert massif de capitaux à des taux d'intérêt même nuls vers des banques privées, qui ne les ont pas orientés vers l'investissement productif et la consommation, mais plutôt vers des activités spéculatives, comme l'achat de dette publique... des pays européens eux-mêmes. Comme l'explique Michael Roberts, citant le journal allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,

« En 2020, les caisses d'épargne et les banques allemandes ont emprunté environ 265 milliards d'euros de prêts supplémentaires à la Bundesbank. En conséquence, le total de ces prêts de refinancement est passé de 70 000 à 340 000 millions d'euros (...). »

Contribution à l'activité économique ?

« Cependant, seule une petite partie du quart de billion supplémentaire est allée à l'économie. L'aide à la liquidité du gouvernement fédéral que les entreprises allemandes ont utilisée pendant la crise du coronavirus jusqu'à présent ne s'élève qu'à 80 milliards d'euros. Pourquoi les caisses d'épargne et les banques ont-elles tellement besoin d'argent supplémentaire ? La réponse la plus probable est : "(...) Les banques allemandes envisagent de s'approvisionner en liquidités pour le reste de l'année car elles craignent des défauts de paiement élevés" (...). »

Le cas allemand révèle la nature globale du problème susmentionné, ainsi que l'extension mondiale de la politique de relance prônée par l'impérialisme américain. C'est le cas du « plan de relance » de l'Union européenne, qui intègre un mécanisme de conditionnalité exigeant, avec le transfert massif de ressources vers le grand capital, que le démantèlement des conquêtes ouvrières et démocratiques puisse se poursuivre. Par exemple, l'imposition au gouvernement espagnol de ne pas respecter son



**Figure 7 : Indicateur de Buffett (cours de l'action du Wilshire 5000 par rapport au PIB)**

Source : Banque fédérale de réserve de Saint-Louis.  
Wilshire 5000 est l'indice qui comprend toutes les sociétés cotées sur le marché américain.

engagement électoral d'abroger la contre-réforme du travail de 2012 et d'appliquer les attaques contre le système public de retraites exigées par le capital financier, face à une mobilisation qui dure depuis trois ans et qui n'a pas pu être écrasée.

Le 21 avril dernier, la Cour constitutionnelle allemande a rejeté un appel visant à empêcher la mise en œuvre du « plan de relance » de l'UE. Le problème sous-jacent concerne la prétendue mutualisation de la dette, c'est-à-dire que tous les Etats soutiennent l'émission de dette qui fournit les 750 milliards d'euros pour ce plan. Que signifie cette mutualisation et pourquoi l'Etat allemand lui donne-t-il le feu vert, du moins pour l'instant ? Rien de tout cela ne peut être compris sans la subordination de l'UE, et en particulier de l'Allemagne, à l'impérialisme américain.

Le 15 août prochain aura lieu le cinquantième anniversaire de la déclaration de 1971 du président américain de l'époque, Richard Nixon, qui annonça la liquidation de la convertibilité du dollar en or, qui avait été établie en juillet 1944 lors de la conférence de Bretton Woods, alors que les Etats-Unis ont dicté les règles du jeu en fonction de la position dominante que leur a laissée la Deuxième Guerre mondiale. Nixon a subordonné les autres pouvoirs au point d'imposer des taux de change fixes avec le dollar, qui les a laissés hors de la gestion de la politique de taux de change. Cette convertibilité était alors possible car les Etats-Unis disposaient de plus de trois fois l'or nécessaire pour couvrir tous les dollars qui circulaient hors de leur territoire (exactement 3,38 fois). Mais en 1971, ils n'en avaient plus que 20 %, résultat de l'héritage de la domination ayant hérité de toutes les contradictions de l'économie capitaliste mondiale à son stade impérialiste déjà avancé. En d'autres termes, la revendication d'un capitalisme ordonné, dans ce cas sous la domination américaine, est entrée en collision avec les limites du capitalisme, comme cela a déjà été expliqué.

Cependant, la faiblesse des Etats-Unis ne signifie pas qu'ils peuvent facilement disparaître en tant que puissance dominante et être remplacés en tant que telle, comme on le prétend souvent très superficiellement, avec la Chine comme référence (de la même manière qu'il en a été tenu d'autres temps avec le Japon, l'Allemagne elle-même, etc.). La domination intègre en premier lieu des aspects économiques — productifs, com-

merciaux, financiers —, mais aussi politiques, culturels et tout particulièrement militaires. Et selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) pour 2019, les Etats-Unis représentent 39,2 % de toutes les dépenses militaires mondiales.

L'actuelle Union européenne est subordonnée aux Etats-Unis, comme, depuis le début du processus de création de ses antécédents, la Commission européenne du charbon et de l'acier en 1951, et, surtout, la Communauté économique européenne en 1957. Tout cela a été fait dans le cadre du plan du général Marshall — la plus haute autorité militaire américaine en Europe à cette époque — de 1948, dont la gestion passa rapidement de l'Organisation européenne de coopération économique (actuelle Organisation de coopération et de développement économiques) à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), qui fut fondée l'année suivante, en 1949.

Sa proclamation en tant qu'UE depuis Maastricht n'élimine ni ne réduit cette subordination, mais au contraire l'intensifie, comme on peut le voir avec la formation de la « troïka » en 2010. Cet organe tripartite est composé de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne, qui étaient déjà là, en Europe, avec le Fonds monétaire international, qui est un organisme contrôlé par les Etats-Unis. Ainsi se révèle le caractère de « cheval de Troie » de cette troïka, pour l'intervention directe de l'impérialisme américain dans la conduite de la politique économique en Europe. Et c'est dans ce cadre qu'il est imposé au capital financier allemand que son Etat soit subordonné à une politique générale de sauvetage des grandes entreprises dans toute l'UE, basée sur la promotion de l'endettement qui fait planer le risque d'un effondrement financier.

---

## LA CLASSE OUVRIÈRE N'EST PAS RÉSIGNÉE

---

La conclusion de tout ce qui précède est que, étant donné la nature chronique et mondiale de la crise, le plan Biden non seulement ne peut pas résoudre les problèmes de l'économie américaine, mais qu'il entraînera également l'économie mondiale dans son ensemble vers des tensions chaque fois majeures. Les données collectées dans cet

article, comme beaucoup d'autres, révèlent la poudrière sur laquelle repose l'économie mondiale.

Face à cela, le capital financier tente d'imposer les moyens d'augmenter le degré d'exploitation dans une vaine tentative de faire monter la rentabilité et le processus d'accumulation pour surmonter sa stagnation. Pour ce faire, elle transmet ses exigences aux institutions qu'elle contrôle, à la fois les organisations intergouvernementales directement dirigées par l'impérialisme américain et les gouvernements nationaux qui lui sont subordonnés : l'élimination des conquêtes ouvrières et démocratiques arrachées par la classe ouvrière depuis des décennies de lutte.

Mais la classe ouvrière n'est pas résignée, comme le révèlent les explosions sociales qui se sont répandues dans le monde en 2019, la dernière année avant la pandémie : Algérie, France, Irak, Hong Kong, Equateur, Chili, etc. La tension sociale n'a pas disparu avec la pandémie : au contraire, elle a été exacerbée par la vérification de ses effets inégaux pour les classes sociales différentes et opposées. Le FMI lui-même reconnaît le risque d'explosion sociale dans deux rapports récents : *Comment les pandémies mènent au désespoir et aux troubles sociaux*, par Saadi Sedik et Xu (octobre 2020), et *Les répercussions sociales des pandémies*, de Barrett et Chen (janvier 2021). Mais ils n'ont

pas les moyens de contenir l'explosivité. Pas de miettes à distribuer (même la hausse du salaire minimum américain à 15 dollars l'heure est remise en question), pas de bonnes histoires à promouvoir avec succès. Pour le reste, ce n'est pas par hasard que les droits et libertés démocratiques sont partout attaqués.

Il y a près de quatre-vingt-dix ans, le 2 juillet 1932, Roosevelt prononçait son fameux discours sur le New Deal (« *Je vous promets, je m'y engage, à une nouvelle donne pour le peuple américain* »). Mais l'énorme plan qui a été mis en place n'a pas pu empêcher la tragédie de la Deuxième Guerre mondiale. L'annonce de Biden ne répète pas l'histoire, c'est plutôt une répétition en farce, comme Marx l'a souligné dans *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*. Seule l'action décisive de la classe ouvrière politiquement organisée, aux Etats-Unis et dans le monde, peut ouvrir une voie pour sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. La mobilisation de la population noire et de la classe travailleuse dans son ensemble depuis mai dernier en fait partie, ainsi que les multiples expériences de résistance qui surgissent à travers le monde.

**Xabier Arrizabalo**

23 avril 2021

**Nous publions deux contributions :**

– l’une titrée « *Le Covid et le Job Reset* » (\*), qui permet de mesurer l’ampleur du basculement organisé par les sommets du capital financier afin d’accélérer l’ubérisation de toute la société ;

– l’autre intitulée « *Europe : “On veut vivre !”* », qui fournit une série d’informations témoignant de la résistance des peuples qui se manifeste dans toute l’Europe.

## Le Covid et le *Job Reset* (1)

**L**ORSQUE l’épidémie de Covid a commencé à bouleverser les chaînes mondiales d’approvisionnement, les dirigeants des multinationales ne se sont pas affolés. Les grands patrons pensent froidement. Ils dirigent le monde, mais des lignes arrière. Comme d’habitude, ils se sont appuyés sur leurs cabinets de conseil pour déterminer la meilleure stratégie. La crise est inévitable. Que faut-il faire pour en sortir vainqueur ?

Dès l’apparition du Covid, les cabinets Boston Consulting Group, KPMG, PricewaterhouseCoopers, Bain ou McKinsey, qui conseillent les dirigeants des multinationales et orientent leurs décisions stratégiques (2), se sont empressés de prescrire, peu ou prou, la même ordonnance : réduire les coûts ; revoir, dans les moindres détails, les chaînes de production et leur implantation mondiale ; réorienter les investissements vers le digital ; embarquer les salariés dans le *storytelling* (l’histoire à raconter) fabriqué par les communicants des services en ressources humaines.

La crise du Covid est vue comme une bénédiction par beaucoup de « leaders » mondiaux. Transférant la responsabilité des désordres économiques sur les peuples eux-mêmes, accusés d’être les vecteurs du risque infectieux, le Covid a, pour certains, des vertus miraculeuses.

Lors de la publication des résultats financiers d’une multinationale, les dirigeants se sont expliqués, comme d’habitude, devant un parterre d’analystes de Goldman Sachs, Bank of America, Merrill Lynch, Morgan Stanley... Les éminents représentants du capital financier se sont-ils affolés lorsque la direction a annoncé, en raison de l’effondrement des revenus liés à la crise sanitaire, l’annulation des dividendes ? Absolument pas. La vie réelle bouscule parfois certains schémas ou cer-

taines croyances. La question des banquiers et des analystes financiers était : comment allez-vous faire pour sortir renforcés de la crise ?

Evidemment, certains groupes se sont enrichis, comme Amazon, dont le revenu net a augmenté de 84 % en 2020. La société de conseil Bain & Company s’est félicitée, sans révéler le nom de son client (3) :

« Après avoir mis au point une nouvelle solution nettement plus efficace que le meilleur produit disponible, une entreprise de services pharmaceutiques était sur le point de faire ce que les entreprises font trop souvent : appliquer une approche de tarification conventionnelle à une nouvelle innovation, manquant ainsi une occasion en or de réaliser plus de profit. Nous avons travaillé avec l’entreprise pour redresser la situation (...). En conséquence, (*l’entreprise*) a été en mesure d’identifier les opportunités d’augmenter les revenus de lancement de 50 % sur trois ans. »

Une fois que les mesures sanitaires furent adoptées dans les entreprises, le sujet est rapidement passé au second plan. En revanche, la propagande n’a cessé de se développer jusqu’à l’overdose en s’appuyant, principalement, sur la saturation (organisée) des systèmes hospitaliers et l’impact économique massif de la crise sanitaire. Dans quel but ?

---

(\*) Publié initialement dans *Informations ouvrières*, n° 653 (semaine du 6 au 12 mai 2021), page 5. Les notes complémentaires sont de la rédaction de *La Vérité*.

(1) *Job Reset* : en français, remise à plat du marché du travail, traduit officiellement par « *réinitialisation de l’emploi* ».

(2) Ces cabinets officient non seulement dans les multinationales, mais aussi au plus haut sommet des Etats dans la gestion des affaires publiques.

(3) Cabinet Bain & Company : cabinet international de conseil en stratégie et de management dont le siège est à Boston, qui possède 58 bureaux dans 37 pays et emploie 8 000 personnes. Ce document est consultable sur le site : <https://www.bain.com/fr/notre-impact/how-a-pharmaceutical-services-company-mastered-the-art-of-value-pricing/>

Pour le comprendre, revenons à l'essentiel.

Au début du mois de juin aura lieu le *Jobs Reset Summit* (4) du Forum économique mondial de Davos. *Job Reset* : la formule exprime à elle seule l'ampleur du basculement souhaité, et organisé, par les sommets du capital financier afin d'accélérer l'ubérisation de toute la société. Ils ne s'en cachent pas :

« Du côté positif, la pandémie a accéléré des tendances qui se faisaient attendre depuis longtemps : la digitalisation des postes de travail et l'économie des plateformes, l'expansion du télétravail et l'éducation virtuelle. Cependant, pour la première fois ces dernières années, la création d'emplois commence à prendre du retard par rapport à la destruction d'emplois — et ce facteur est sur le point d'affecter les travailleurs défavorisés avec une férocité particulière » (5).

S'inquiétant, dès le début de la pandémie, « *d'une hausse du chômage et de l'insécurité alimentaire (qui) pourrait rapidement dégénérer en troubles politiques, en violences et en conflits* » (6), ils appelaient déjà à renforcer les dispositifs de répression des populations.

---

### **“LA FRANCE RESTE SUR UN VOLCAN” ... ELLE N'EST PAS SEULE**

---

Pour le cabinet de conseil PricewaterhouseCoopers (7), « *les P-DG jonglaient déjà avec les problèmes de coûts avant l'épidémie de Covid-19* ».

D'ailleurs, mon patron, dirigeant d'une multinationale mondiale, n'a pas évoqué l'effondrement des revenus pour justifier les milliers de suppressions d'emplois qu'il venait d'annoncer. Il a même dit : « *Le plan de réduction des coûts n'est pas lié aux difficultés économiques.* » Surprenant, n'est-ce pas ? Le problème était plus profond : il fallait revoir complètement la chaîne de valeur et les méthodes de travail, réorganiser les filiales et délocaliser dans les pays moins chers. Mais avant le Covid, les conditions n'étaient pas complètement réunies pour le faire. Du moins, à l'échelle voulue. Et pour cause.

En dépit des réformes menées ces dernières décennies, partout dans le monde, pour affaiblir les droits sociaux et syndicaux, les rapports de force entre les classes n'ont pas fondamentalement changé.

Tandis qu'Elon Musk et Jeff Bezos (*respectivement patrons de SpaceX et d'Amazon, Ndlr*), ne sachant plus que faire de leur immense fortune, amusent la galerie avec des projets de voyage sur Mars ou de colonie dans l'espace, pendant que des millions d'êtres humains meurent de maladie et de famine sur Terre, l'économie s'enfonce dans la crise. Les régimes politiques sont ébranlés par le dégagisme. En Algérie, au Liban, au Chili, à Hong Kong..., les peuples se sont soulevés les uns après les autres, comme reliés par une chaîne commune, qui n'a pas disparu. La classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas été écrasées. « *La France reste sur un volcan* », et elle n'est pas la seule.

---

### **L'UTILISATION DU COVID**

---

Le capital n'a pas inventé le Covid. Il a utilisé les impacts massifs du Covid sur l'économie et sur la société pour tenter d'engager la modification du rapport de force dont il a désespérément besoin pour survivre et s'ouvrir de nouvelles perspectives. Comme l'écrit l'*Atlantic Council* (8), domicilié à Washington :

« Depuis le début, la pandémie a ouvert la voie au contrôle du Hirak par le régime algérien. »

Même le journal conservateur allemand *Die Welt* (9) ne peut le cacher :

« Lors de la première vague de la pandémie de coronavirus en mars 2020, le ministère de l'Intérieur a fait appel à des scientifiques

---

(4) La seconde édition du *Jobs Reset Summit*, ou Sommet pour la réinitialisation de l'emploi, doit se tenir les 1<sup>er</sup> et 2 juin 2021 en Suisse dans le cadre du Forum économique mondial. La première édition a eu lieu en octobre 2020.

(5) Article du 24 janvier 2021, consultable sur : <https://www.weforum.org/agenda/2021/01/davos-agenda-2021-society-and-the-future-of-work-skills-gap-jobs-of-tomorrow-diversity-inclusion-worker-well-being/>

(6) <https://www.weforum.org/agenda/2020/04/we-need-major-cooperation-on-global-security-in-the-covid-19-era/>

(7) PwC (anciennement PricewaterhouseCoopers) est un cabinet de conseil qui emploie 260 000 travailleurs, dont 6 000 en France. Ce texte figure sur son site : <https://www.strategyand.pwc.com/gx/en/unique-solutions/fit-for-growth/respond-and-emerge-stronger.html>

(8) *Atlantic Council* est un think tank américain spécialisé dans les relations internationales. L'extrait est consultable sur le site : <https://www.atlanticcouncil.org/wp-content/uploads/2020/12/ISPI-AC-2020-Politics-of-pandemics-CH.2.pdf>

(9) Article du 7 février 2021, consultable sur le site du journal : [www.welt.de](http://www.welt.de), et cité par *Informations ouvrières*, n° 642, page 16.

de plusieurs institutions de recherche et universités à des fins politiques. Il a demandé aux chercheurs de l'Institut Robert-Koch et d'autres institutions d'établir un modèle mathématique sur la base duquel l'administration du ministre de l'Intérieur (...) voulait justifier des mesures dures contre le Covid. »

Le pouvoir a amplifié au maximum les effets de l'épidémie, à grand renfort de campagnes médiatiques d'une ampleur jamais vue, pour renforcer sa politique d'oppression, en commençant par la restriction des libertés et des droits. Étonnamment, des militants sincères se sont mis à croire que c'était pour leur bien. Pourtant, le capital et ses représentants — à commencer par Macron — se moquent éperdument de leur santé. Lorsque mon P-DG a annoncé les milliers de suppression de postes, il a conclu son e-mail avec ces mots, devenus célèbres : « *Prenez soin de vous.* »

---

## FERMER DES ÉCOLES POUR SE PROTÉGER DU VIRUS ?

---

Le Covid a eu des effets puissants, presque transcendants, sur certains esprits qui se sont mis à accepter l'inacceptable. Jusqu'à réclamer la fermeture des écoles pour se protéger du risque infectieux, sans comprendre que le monde d'avant n'existe plus et que la fermeture « sanitaire » serait utilisée pour accélérer la fermeture pérenne, partielle ou complète, de pans entiers des écoles et des universités comme, d'ailleurs, des entreprises (10). La réalité est que l'ubérisation de la société implique une polarisation extrême des emplois (11), en particulier vers les bas salaires, et une déqualification massive de la population. Une étude du Cepremap (12) rappelle que :

« depuis le milieu des années 1990, le marché du travail du secteur privé français a connu une forte polarisation de l'emploi (...). Le rythme de polarisation des emplois en France a été particulièrement rapide (...) pendant les années qui ont suivi la crise (*de 2008*), le nombre d'emplois qualifiés a considérablement diminué. Non seulement la chute est beaucoup plus importante qu'auparavant, mais elle se produit encore plus rapidement et sur une période plus courte. »

Et cela n'aurait aucune conséquence sur l'école, dont les gouvernements, depuis des décennies, ne cessent de nous répéter

qu'elle doit s'adapter aux besoins des entreprises ?

Le monde a changé et nous ferions bien de le comprendre. Le capital ne protégera personne d'autre que lui-même. Tant qu'il sera au pouvoir, il saccagera la nature encore et encore. Les hôpitaux seront plus exsangues et l'école réservée à une élite. La misère et les maladies frapperont davantage la population. Bien malins sont ceux qui proclament : « *D'abord, on se protège ! On confine et on ferme !* » Et si l'épidémie ou les épidémies ne faisaient que commencer ? Faudrait-il rester confiné à jamais ?

Seule la lutte de classe fera reculer la peur. Elle posera les fondements de la reconquête et de la protection des populations, de la défense de l'école et de la médecine, et d'une approche rigoureusement scientifique et raisonnée des infections. Les morts, eux, ne sont pas le problème du capital. Ils peuvent même devenir un avantage et une aubaine, si des dollars sont au bout du cercueil.

Comme le dit l'agence financière Bloomberg (13) :

« (*Le Covid*) frappe les pauvres beaucoup plus durement que les riches. L'une des conséquences sera l'agitation sociale permanente, et même des révolutions. »

C'est là que la véritable inquiétude des grands patrons commence. Et ce, alors que cette volonté manifeste de refus de la classe ouvrière et de la jeunesse ne trouve pas, dans les sommets des organisations syndicales ou dans la plupart des partis politiques, les appuis qu'ils seraient censés leur apporter. Et c'est le moins qu'on puisse dire.

**Alex Dubois**

---

(10) La « divine surprise » du Covid vient probablement, pour les patrons, du télétravail. Les gigantesques économies réalisées sur les espaces de bureau n'en finissent pas de surprendre et d'enthousiasmer les P-DG.

(11) La polarisation des emplois désigne le recul des emplois de qualification intermédiaire et leur concentration aux deux extrémités : les emplois peu ou non qualifiés à bas, voire très bas salaire, et les emplois hautement qualifiés bien payés.

(12) Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap). Article du 20 février 2019 « *La polarisation de l'emploi en France, ce qui s'est aggravé depuis la crise de 2008* », consultable sur le site : <https://www.cepemmap.fr/depot/opus/OPUS50.pdf>

(13) Article du 11 avril 2020, consultable sur le site : <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2020-04-11/coronavirus-this-pandemic-will-lead-to-social-revolutions>

## Europe : « On veut vivre ! »

« **O** *N veut vivre !* » Il y a dans ce mot d'ordre, qui a jailli dans des manifestations spontanées pour la levée de l'état d'urgence sur tout le continent et que les commentateurs intéressés s'acharnent à vouloir réduire à une simple réaction festive de la jeunesse, l'expression d'une maturation politique profonde. C'est précisément aux signes de ce travail moléculaire qui s'opère dans la conscience de la classe ouvrière et de sa réfraction dans la conscience des peuples du continent qu'il nous revient de nous intéresser.

Face au tsunami qui a commencé à déferler sur le monde et tout particulièrement sur l'Europe, irrémédiablement marginalisée, un tsunami dont l'article « *Le Covid et le Job Reset* » indique l'ampleur, les premiers signes de la résistance apparaissent sur tout le continent. Ils sont, certes, encore embryonnaires et pleins de contradictions, du fait de la politique des directions du mouvement ouvrier qui ont accepté, au nom de la lutte contre la pandémie, le cadre de l'état d'urgence.

Il nous faut, dans cette situation, nous disposer conformément au conseil prodigué par Lénine en 1906 (1) :

« Le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminé. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, il ne les "invente" pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du mouvement, du progrès dans la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie de façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas il

n'entend se limiter aux formes de luttes possibles et existantes à un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formules imaginées par des "fabricants de systèmes" dans leur cabinet de travail. »

C'est en ce sens que les différentes manifestations spontanées qui ont éclaté, ici ou là dans toute l'Europe, contre l'état d'urgence, doivent être considérées comme les premières manifestations du gigantesque mouvement d'ensemble qui mûrit sur tout le continent.

---

### ÊTRE À L'AFFÛT DE TOUTES LES FORMES DU SURGISSEMENT

---

Au premier rang de ces manifestations spontanées ou semi-spontanées : la jeunesse, sur laquelle le poids des appareils est le plus faible. Il nous revient d'être à l'affût de toutes les formes de ces manifestations qui surgissent pour chercher à y nouer des liens.

Sous cet angle, rappelons l'attitude de la section française à l'égard des Gilets jaunes.

Nous sommes allés au contact et, en marxistes convaincus du rôle hégémonique du prolétariat dans le processus révolutionnaire, nous avons cherché, en toutes circonstances, à lier, au travers d'initiatives communes au plan local, les Gilets jaunes que nous contactons avec les éléments les plus avancés des organisations syndicales où nous exerçons des responsabilités.

C'est cette démarche pour se lier et aider à organiser, avec nos forces, ce mouvement

---

(1) V. I. Lénine, « La Guerre des partisans », 30 septembre 1906, publié dans *Proletary*, n° 5, 30 septembre 1906, *Œuvres*, tome 11, éditions sociales, 1985, pages 215-216.

qui cherche à déborder le cadre imposé par les directions, qu'il nous revient de discuter.

Dans de nombreux pays, la dernière période a vu la formation de manifestations contre les restrictions des libertés. En Allemagne, en particulier, des dizaines de milliers de manifestants s'opposent aux ordonnances d'urgence adoptées par le gouvernement Merkel au nom du combat contre l'épidémie et mettant en cause les droits et libertés fondamentales. Partout, ces manifestations et rassemblements ont été accusés d'avoir été organisés par la droite, l'extrême droite et des forces antidémocratiques.

Contre cette violence, la recherche des moyens pour libérer la classe ouvrière des entraves fixées par les directions pour se ressaisir de ses organisations se poursuit et s'approfondit. Le combat pour les revendications fondamentales, comme celle de la défense des écoles, s'élargit à l'échelle du continent. En Italie, le 26 mars dernier, dans 60 villes, une journée nationale a été organisée à l'initiative de nombreux comités spontanés exigeant la réouverture immédiate des établissements scolaires « *de la maternelle à l'université* » et des moyens supplémentaires : « *Nous voulons défendre un droit constitutionnel dû à nos enfants !* » Un mouvement qui s'exprime partout et qui cherche à se dresser pour défendre l'acquis historique que représente l'instruction pour les enfants de la classe ouvrière.

Cette avancée sociale majeure qu'est l'école, liée au développement du capitalisme à son stade ascendant, est brutalement remise en cause par le capitalisme à son stade suprême. Les différents ministres de l'Enseignement, et particulièrement à l'université, ne cessent de répéter que « *l'école d'avant, c'est fini* ». La volonté politique de graver dans le marbre les « avancées », du point de vue de la bourgeoisie, réalisées dans la dernière période est évidente.

Les étudiants ont été et restent largement cloîtrés, pour beaucoup dans des chambres exigües, ils sont privés des cours. Et rien n'y fait, le télé-enseignement ce n'est pas l'enseignement. Face à cette situation révoltante pour les étudiants comme pour les professeurs, certains d'entre eux, en Grèce, ont par exemple assuré des cours en extérieur, ce qui a immédiatement déclenché des procédures disciplinaires à l'encontre des professeurs en cause.

Chez les intermittents du spectacle, en France, une centaine d'occupations sont en

cours, au moment où ces lignes sont écrites, qui exigent la réouverture immédiate des théâtres. Revendication que les directions tentent à tout prix d'étouffer.

Toutes les revendications des différents secteurs des travailleurs et des jeunes sont reliées à l'exigence de levée de l'état d'urgence. Ce qui correspond à la tâche la plus urgente, qui consiste à aider la classe ouvrière à se réapproprier ses moyens de défense entravés par les restrictions de toutes sortes. Le mot d'ordre de levée de l'état d'urgence est en train d'unifier à l'échelle européenne le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier.

La jeunesse s'avance en avant-garde, dans les universités, mais aussi dans entreprises, dans les syndicats, entraînant de premiers détachements de travailleurs, de militants, de syndicalistes. Elle se dresse contre un « ordre », celui des dirigeants des cliques capitalistes dont la responsabilité criminelle a éclaté au grand jour dans le développement de l'épidémie. Elle se dresse contre un monde qui la condamne à mort. Elle est poussée à aller jusqu'au bout !

---

## LA PLACE DE LA RÉUNION NATIONALE DES COMITÉS DE RÉSISTANCE ET DE RECONQUÊTE DU 10 AVRIL

---

Le 10 avril dernier, en France, s'est tenue la réunion nationale des comités de résistance et de reconquête. Elle a donné une image de la vitalité des comités locaux qui se sont constitués dans tout le pays et œuvrent « par en bas » à réaliser l'unité dans l'action des organisations de classe. Des comités qui combattent pour aider à la mobilisation pour l'ouverture de lits d'hôpitaux, le recrutement de personnels, etc.

Une déléguée à la conférence indiquait (2) :

« Nous sommes aux côtés des enseignants et des parents qui se battent pour des postes, des intermittents dans les théâtres occupés, avec les grévistes de Renault. Nous sommes liés par exemple à ces jeunes vacataires qui se sont organisés spontanément, tout en ten-

---

(2) On trouve d'importants extraits des interventions de la réunion nationale du 10 avril dans *Informations ouvrières*, n° 650 (semaine du 15 au 21 avril 2021) et n° 651 (semaine du 22 au 28 avril 2021).

dant la main aux syndicats pour qu'ils soient unis avec eux, et nous les avons aidés à concrétiser leur mobilisation. Alors oui, nous sommes isolés des plateaux télé, des médecins à la botte du gouvernement et des labos, des grands dirigeants de toutes sortes, et c'est tant mieux : gardons cette cloison étanche. Mais nous sommes profondément reliés à ceux qui se méfient ou se détournent de ces dirigeants. Eux qui d'habitude sont si rassurants sur l'état social du pays, alors que la misère n'a jamais été aussi grande, et qui feignent maintenant l'inquiétude et la terreur, car c'est tout ce qu'ils ont trouvé pour faire refluer la vague de rejet ici, en Europe et dans le monde. »

Comme on le voit avec les quelques éléments regroupés dans cet article, l'homogénéité des problèmes auxquels les militants ouvriers et les jeunes ont à faire face est de loin prépondérante devant les particularités nationales. Comme l'indiquait l'appel commun du CNRR de France et de la NAR de Grèce, « aucune lutte ne doit rester isolée ». C'est le sens de la proposition de faire vivre un « *Bulletin de correspondance européen* ».

La survie du système exige que tout ce qui a été arraché par la vague révolutionnaire qui a ébranlé l'Europe en 1945 disparaisse.

Toutes les conquêtes politiques et sociales autour desquelles s'est organisée la classe ouvrière de toute l'Europe, et qui constituent encore un point de référence majeur pour tout le prolétariat mondial, doivent disparaître. C'est là que se concentre toute la situation.

Si, en 1945, l'impérialisme américain triomphant endiguait la vague révolutionnaire avec l'appui de la bureaucratie du Kremlin, s'il organisait sous sa coupe « l'ordre mondial », si la reconstruction des pays

dévastés par la guerre fournissait le volant d'entraînement permettant de rétablir le système, nous sommes aujourd'hui dans une situation radicalement différente. La crise du système fondé sur la propriété privée des moyens de production a désintégré le marché mondial. « L'ordre mondial » n'est plus qu'un souvenir.

Les Macron, Merkel et les autres peuvent s'auto-féliciter comme ils l'ont fait le 9 mai à Strasbourg. Ils ont beau « *encourager l'Europe à retrouver efficacité et ambition, à décider plus vite et plus fort, (...) retrouver le goût de l'avenir et de la vitesse, investir massivement et vite...* », il n'en sera rien et ils le savent.

Difficile, en entendant ces déclarations, de ne pas se remémorer cette réflexion de Léon Trotsky (février 1940) (3) :

« Les programmes proclamés aujourd'hui seront bientôt oubliés et il en ira de même pour leurs auteurs. Le seul programme que les classes dirigeantes maintiendront est : sauver leur propre peau (...). L'unification économique est pour l'Europe une question de vie ou de mort. L'accomplissement de cette tâche appartient, toutefois, non aux gouvernements actuels, mais aux masses populaires, conduites par le prolétariat. L'Europe doit devenir les Etats-Unis socialistes si elle ne veut pas devenir le tombeau de la vieille civilisation. »

C'est à cette tâche qu'il nous revient de consacrer tous nos efforts.

**Alexis Hugo**  
10 mai 2021

---

(3) Léon Trotsky, « La deuxième guerre mondiale (interview) (12 février 1940) », *Euvres*, tome 23, éd. ILT, pages 174-175.

150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

# Le « démocratisme primitif » de la Commune ... et les Gilets jaunes

*« Camarades, je dois, au nom du Conseil des commissaires du peuple, vous présenter un rapport sur son activité durant les 2 mois et 5 jours qui se sont écoulés depuis la création du pouvoir des Soviets et du gouvernement des Soviets de Russie.*

*Deux mois et cinq jours, c'est en tout et pour tout cinq jours de plus que la durée d'existence du pouvoir précédent des ouvriers sur tout un pays ou sur les exploités et capitalistes : le pouvoir des ouvriers parisiens à l'époque de la Commune de Paris, en 1871. »*

(Lénine, 24 janvier 1918)

**L'un des biographes de Lénine rapporte qu'au 72<sup>e</sup> jour de ce nouveau pouvoir, c'est-à-dire lors du dépassement de la durée de vie de la Commune, Lénine esquissa un pas de danse dans la neige...**

**L**E cinquantième anniversaire fut commémoré par Léon Trotsky (*Les Leçons de la Commune*, 1921), alors que l'Armée rouge — le peuple en armes — avait défait, au prix de terribles sacrifices, les armées blanches aidées des invasions étrangères impérialistes.

Trotsky remarque :

« Chaque fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect, grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures. »

Pour examiner, dans le demi-siècle écoulé, les « nouveaux aspects » de cette expérience *universelle*, il faudrait rappeler le formidable soulèvement du prolétariat polonais, son organisation indépendante *Solidarnosc*, contre les versaillais du Kremlin, la vague mondiale de mobilisations populaires depuis une décennie, de la Tunisie à Hong Kong, de l'Algérie au Liban... Cette fresque mondiale est impossible ici.

Nous nous en tiendrons aux événements récents en France :

— le rejet massif, par la classe ouvrière française, de la « gauche de gouvernement », qui utilisa durant 40 ans les institutions monarchiques d'Etat contre les travailleurs, en alternance avec la droite ;

— les Gilets jaunes et leur revendication démocratique du « pouvoir du peuple » : ce qu'elle annonce pour la France.

---

## DISCRÉDIT ET REJET DE LA « GAUCHE DE GOUVERNEMENT » : RETOUR AUX SOURCES DE LA COMMUNE

---

En 2017, le PS fondé en 1971 (1) voyait le nombre de ses députés *divisé par dix* (27 sur 270). De leur côté, les dirigeants du PCF, acharnés à prôner sans relâche l'« Union de la gauche » (2) avec ce même PS, malgré la politique entièrement pro-capitaliste et anti-ouvrière du quinquennat Hollande, voient se fracturer les restes d'un parti forgé par la bureaucratie du Kremlin dans les années 1930.

---

(1) C'est lors du Congrès d'Épinay (11-13 juin 1971) — congrès d'unification du Parti socialiste (SFIO, Convention des institutions républicaines, militants issus du « courant chrétien ») — que François Mitterrand, nouvel adhérent, va en devenir le premier secrétaire.

(2) Le programme commun de gouvernement d'Union de la gauche entre le Parti socialiste, le Parti communiste français et le Mouvement des radicaux de gauche est adopté le 27 juin 1972.

La recherche d'une voie indépendante par les exploités, hors du piège *bourgeois* de l'Union de la gauche, a déjà pris deux formes : le mouvement électoral massif (7 millions) vers le vote *France Insoumise*, et l'irruption politique, sur des mots d'ordre opposant la démocratie directe au « système », du mouvement des Gilets jaunes.

Quel rapport avec la Commune de Paris ?

Dans l'élaboration scientifique du communisme, guide théorique pour l'émancipation ouvrière, la Commune marque un tournant décisif qui amène, en 1872, Marx et Engels à *corriger* leur *Manifeste du Parti communiste* de 1847. Ils s'en expliquent dans une nouvelle préface à ce *Manifeste* (3).

Si celui-ci concluait à la nécessité, pour la classe porteuse du progrès, le prolétariat, de prendre le pouvoir politique, la forme que devait prendre ce pouvoir restait indéterminée. Les insurrections prolétariennes avaient été réprimées avant d'avoir franchi le stade décisif du gouvernement. La réponse à la question est apportée, en pratique, par le prolétariat parisien en mars-avril 1871 :

« Ce programme est aujourd'hui vieilli sur certains points. La Commune, notamment, a démontré que *“la classe ouvrière ne peut se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte”* (voir *La Guerre civile en France, Adresse du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*, où cette idée est plus longuement développée) » (4).

Le grand acquis théorique de la Commune, sa leçon *universelle* (adoptée par tous les membres de l'Internationale), est donc celui-ci : le *préalable* à l'édification du pouvoir ouvrier est de briser, démolir la « *machine bureaucratique et militaire de l'Etat* » (Marx) et non de s'en emparer pour l'utiliser à d'autres fins.

Si maintenant nous examinons le *point commun* de toutes les « gauches de gouvernement » depuis près d'un siècle, réunissant d'abord les sociaux-démocrates et les radicaux bourgeois en « Front populaire » ou « Front républicain », avec le soutien du parti stalinien (5), puis la réunion de tous ces partis, PCF compris, en « Union de la gauche » et « Gauche plurielle » (6), le point commun est d'occuper les postes de l'Etat bourgeois, en *faisant croire* aux travailleurs qu'on peut utiliser ce même Etat de la bourgeoisie *dans leur intérêt*.

Depuis 1914 pour les uns (le ralliement à la boucherie impérialiste des dirigeants « socialistes »), les années 1930 pour les autres (l'installation du régime policier de Staline), les appareils politiques dominants

« empoisonnent le mouvement ouvrier avec les toxines de l'idéologie bourgeoise : le capitalisme a changé — néo-capitalisme, capitalisme monopoliste d'Etat ; le socialisme peut être réalisé par des voies nouvelles, pacifiques, parlementaires, il peut être réalisé en transformant l'Etat de l'intérieur... » (7).

L'offensive des parlementaires socialistes pour occuper des postes dans l'appareil d'Etat commence dès après la mort d'Engels. En France, en 1899, la participation des socialistes au gouvernement s'ouvre avec un scandaleux symbole : le « socialiste » Millerand (8), que soutient Jaurès, siège au gouvernement bourgeois aux côtés du général-marquis de Gallifet (9), fusilleur des Communards !

Dans le débat qui s'ensuit au sein de la II<sup>e</sup> Internationale, Rosa Luxemburg prend position sans concession contre l'opportunisme de Jaurès, qui méprise le principal acquis politique et théorique de la Commune :

« Avec l'entrée des socialistes dans le gouvernement, la domination de classe conti-

(3) Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, éd. Séliou, 2006, pages 67-68.

(4) Marx-Engels, *Œuvres choisies*, tome 2, éditions du Progrès, Moscou 1976, page 101.

(5) Le Front populaire est une coalition de partis (Parti socialiste, Parti communiste et Parti radical, principal parti de la bourgeoisie) qui soutiendra le gouvernement Blum de mai 1936 à avril 1938. Le *Programme de transition* de la IV<sup>e</sup> Internationale (1938) précise que « *les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et à arrêter, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire* ». La IV<sup>e</sup> Internationale caractérise le Front populaire comme la « *dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne* » (Ndlr).

(6) L'Union de la gauche a été le programme de gouvernement entre 1972 et 1977 (cf. *note 2 ci-dessus*), et le nom de la coalition électorale jusqu'en 1984. Le terme de « Gauche plurielle » a été donné à l'alliance du Parti socialiste, du Parti communiste français, du Parti des radicaux de gauche, du Mouvement des citoyens et des Verts de 1997 à 2002.

(7) Gérard Bloch, « Marx et la Commune », *La Vérité*, n° 552, mai 1971, page 41.

(8) Alexandre Millerand (1859-1943), président de la République de septembre 1920 à juin 1924.

(9) Gaston de Gallifet (1831-1904), officier français connu pour avoir dirigé la répression sanglante contre la Commune de Paris en mai 1871.

nuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois » (10).

A n'en pas douter, ces lignes sur Millerand, en 1900, conviennent pleinement à la longue lignée des hommes d'Etat « socialistes » jusqu'à Hollande.

L'adaptation permanente à l'Etat bourgeois, l'arrivisme gangrènent la II<sup>e</sup> Internationale. Alors même qu'il représente encore la continuité doctrinale socialiste, Kautsky dès 1912, ainsi que le montre Lénine, se pose de plus en plus en défenseur de l'Etat existant, c'est-à-dire bourgeois :

« Le rôle de la grève de masse ne peut jamais être de détruire le pouvoir d'Etat, mais seulement d'amener le gouvernement à des concessions sur une question donnée, ou de remplacer un gouvernement hostile au prolétariat par un gouvernement allant au-devant des besoins du prolétariat (...). Le but de notre politique reste donc, comme par le passé, la conquête du pouvoir d'Etat par l'acquisition de la majorité au Parlement et la transformation de ce dernier en maître du gouvernement » (11).

La différence, la rupture sautent aux yeux avec l'adresse de la I<sup>re</sup> Internationale, rédigée par Marx, sur la Commune :

« La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois (...). Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante "représentera" et foulera aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes — comme le suffrage individuel à tout autre employeur — à recruter des ouvriers, des surveillants, des comptables pour ses entreprises » (12).

A l'égard des Parlements, le marxisme fut littéralement *falsifié* : l'utilisation de cette tribune — des campagnes électorales pour propager la nécessité de la révolution socialiste, mettre en accusation le capitalisme (position *tactique* de Marx, Engels, Lénine) — fut transformée par la social-démocratie, suivie par le stalinisme, en *unique* moyen d'action, visant officiellement à « transformer de l'intérieur » l'Etat bourgeois, intégrant ces partis à la « machine bureaucratique et militaire de la bourgeoisie ». Dans les faits, il s'agit d'utiliser les suffrages populaires pour accéder aux carrières, à toutes les corruptions offertes gracieusement par la bourgeoisie à cette « gauche » si

loyale envers le capital, si utile pour discipliner la classe ouvrière.

---

## DÉCOMPOSITIONS COMBINÉES DE LA "GAUCHE DE GOUVERNEMENT" ET DU RÉGIME DE 1958

---

Quels processus, depuis 40 ans, ont conduit à transformer en repoussoir, en France, cette « gauche de gouvernement » ?

— La tromperie historique, on l'a vu, s'opère d'abord au moyen de la *démocratie parlementaire*, censée permettre, selon les professionnels des promesses de gauche, la transition graduelle, progressive, de l'Etat bourgeois vers le « socialisme ».

Le Parlement devient le lieu commode de la collaboration des classes.

Mais le rapport bénéfice/risque s'inverse pour la bourgeoisie lorsque le Parlement devient facteur d'instabilité politique et de danger social. Pour mener *sa lutte de classe*, il lui faut alors un pouvoir fort, dans lequel la machine bureaucratique et militaire de l'Etat exerce brutalement sa dictature, sans plus de camouflage. Ce qui advient en 1848, après l'insurrection ouvrière de juin, avec la prise de pouvoir de Louis-Napoléon Bonaparte, analysée par Marx (13). Ce qui advient en 1958 quand la IV<sup>e</sup> République décomposée, submergée par la crise algérienne, tend les bras vers un sauveur galonné, dont le passé est synonyme d'union nationale (14) — tout comme le nom du neveu Bonaparte lui permet, en 1848, de se draper dans la gloire de l'oncle.

— Dès lors, de 1958 à nos jours, un système politique tout à fait différent s'installe. Car malgré son appellation — De Gaulle devait fournir un alibi à ses soutiens « républicains » —, la V<sup>e</sup> République est l'opposée et l'ennemie des quatre précédentes républiques sur un point capital : le pouvoir du Parlement.

---

(10) Rosa Luxemburg, *Œuvres complètes*, tome III, *Le socialisme en France*, éditions Agone, 2013, page 90.

(11) Texte de K. Kautsky cité par V. I. Lénine, *Œuvres*, tome 28, éditions sociales, 1971, page 528.

(12) Karl Marx, *La Guerre civile en France*, éditions sociales, 1968, pages 63 à 65.

(13) Karl Marx, *Les Luttes de classes en France, 1848-1850*, éditions sociales, 1974, 218 pages.

(14) De Gaulle devient le dernier président du Conseil de la IV<sup>e</sup> République. Il obtient les pleins pouvoirs et fait élaborer une Constitution.

Aussi corrompue, méprisable et veule que fût la IV<sup>e</sup> République, elle gardait encore un point commun avec les énergiques assemblées de la Révolution : la loi y procédait *exclusivement* d'un Parlement souverain, aux compétences sans limites.

Dans le régime parlementaire, le pouvoir s'exerce formellement *de bas en haut*, des électeurs vers les députés, qui à leur tour constituent le gouvernement, selon des majorités. Dans sa procédure, la loi reste « *l'expression de la volonté générale* », conformément au principe de 1789. C'est contre le « *régime d'assemblée, impraticable et dangereux* » que, le 27 août 1958, Michel Debré, concepteur de la Constitution gaulliste (15), dresse son réquisitoire bonapartiste.

Le système parlementaire fut brisé pour des raisons impérieuses de *circonstances* — le complot militaire de 1958, l'impuissance, la paralysie du Parlement. Mais l'occasion faisait le larron : la crise permettait l'accomplissement d'une nécessité *historique* pour la bourgeoisie française : reprendre l'initiative dans la lutte des classes, perdue une décennie plus tôt, en 1944-1950, remettre en cause les positions majeures conquises par les salariés, où le patronat et le capital ne voient que des « charges » insupportables — santé, Code du travail, retraites, instruction... Pour cela, il faut un *pouvoir autoritaire*, libéré du contrôle populaire, assuré de la durée pour « réformer » — comprenez *détruire* — toutes les conquêtes sociales et démocratiques d'après-guerre.

— En première page de son ouvrage exhaustif sur les institutions de la V<sup>e</sup> République, Jean-Louis Quermonne, professeur de Sciences politiques, place cette confiance de De Gaulle à Alain Peyrefitte :

« Ce que j'ai essayé de faire, c'est d'opérer la synthèse entre la monarchie et la République. »

L'auteur, en présentant la genèse des lois dans le nouveau régime, parle d'une « *révolution juridique* » (16).

Rompant avec la démocratie parlementaire, la V<sup>e</sup> République exerce le pouvoir *de haut en bas*, du palais de l'Élysée vers tous les rouages de la machine d'Etat, avec un simple *détour obligé* par les chambres d'enregistrement parlementaires. Le moyen pour cette régression de la démocratie vers la monarchie est le *plébiscite*, imposé en France depuis 1962, appelé par Marx pour 1848 « *royauté électorale, ambulante* ».

C'est désormais ce chef, dont la personne et les actes sont consacrés non par les saintes huiles mais par l'onction du suffrage universel qui le rend *irresponsable, hors d'atteinte du peuple*, durant sept ans (puis cinq), qui nomme un gouvernement que personne n'a élu. Cet exécutif a l'*initiative des lois*. Les domestiques de la majorité parlementaire (« godillots ») (17) ratifient les projets de loi de ce gouvernement, désigné par la « monarchie ambulante » de l'Élysée.

Par l'article 13 de la Constitution, le président-monarque « *nomme aux emplois civils et militaires de l'Etat* ». Tous les plus hauts commandants de la machine militaire et bureaucratique, au moins un millier, sont sélectionnés politiquement et désignés en Conseil des ministres, 70 000 emplois sont nommés par décrets simples ; en tout, 284 autorités d'Etat procèdent de l'Élysée, au moyen de 1 400 décrets par an. La loyauté de ces obligés de l'Élysée est consolidée par des salaires mensuels de 10 000 à 20 000 euros. L'exemple type de cette haute bureaucratie d'Etat, servile à souhait, ce sont les directeurs d'agences régionales de santé, qui, pour 15 000 euros mensuels, ferment sur ordre, au mépris des soignants et des patients, sans états d'âme, les lits d'hôpital sur tout le territoire. Quant à leur *obligation légale* de veiller à la prévention des épidémies (stock de masques, de blouses, etc.), les citoyens ont pu voir que, comme leurs ministres, ils s'en souciaient comme d'une guigne.

— Après le formidable coup de boutoir de la grève générale, suivi du renvoi en 1969 du fondateur du régime (18), le navire donne sérieusement de la bande. Giscard, qui n'a plus rien d'un homme à poigne, gouverne à la godille en s'appuyant d'un clan sur l'autre, et s'abîme dans la fange de scandales répétés de corruption, d'assassinats et de suicides dans les sommets du régime.

(15) Michel Debré, Premier ministre de la V<sup>e</sup> République de janvier 1959 à avril 1962, dirige le groupe de travail chargé de rédiger la nouvelle Constitution.

(16) Jean-Louis Quermonne, *Le gouvernement de la France sous la V<sup>e</sup> République*, Dalloz, 1980, 682 pages.

(17) Terme utilisé pour désigner les parlementaires qui, obéissant sans discuter au gouvernement, votent favorablement les lois proposées par celui-ci. « *Nous sommes les godillots du général* », a dit en 1959 un député gaulliste, ce qui résume si bien le rôle des députés que l'expression est restée.

(18) Le référendum du 27 avril 1969 portant sur la régionalisation et la réforme du Sénat fut rejeté par 52,4 % des voix, ce qui entraîna la démission de De Gaulle.

L'écroulement, en 1981, d'un régime couvert d'opprobre (19), l'élection d'un président dit de gauche, qui se répandait depuis quinze ans en promesses, une marée électorale donnant une *majorité absolue* de députés PS, auxquels s'ajoutent ceux du PCF : toutes les conditions sont réunies pour exécuter la sentence de la grève générale, la volonté populaire d'un retour à la démocratie, abolissant le régime monarchique.

Ces armes politiques que le peuple travailleur lui avait confiées, la « gauche de gouvernement » les retourne contre lui, utilisant sans pitié l'arbitraire permis par la Constitution.

Alors que les soulèvements du prolétariat industriel du Nord et de l'Est avaient scandé les dernières années de Giscard et Barre, alors que le PS et le PCF avaient obtenu là des majorités atteignant les 80 %, le gouvernement de « gauche » utilise cette confiance pour poursuivre impitoyablement la désertification industrielle, condamne par centaines de milliers les ouvriers de la métallurgie, des mines, du textile à la misère, enclenche les mécanismes qui vont conduire à 10 millions de pauvres en France.

Le ministre Ralite (PCF) (20) invente le « forfait hospitalier » contre les malades avant d'inventer les « fins de droit » contre les chômeurs. Mauroy et Fabius (21) généralisent pour les jeunes l'exploitation dans des stages sous-payés ou non payés, que n'avait pas osés la droite. Les « TUC » (Travaux d'utilité collective) (22) enrôlent ces jeunes précaires dans les services publics pour tarir le recrutement des fonctionnaires ; plus tard, ce sont les « contrats emploi solidarité » (CES) (23) de Mitterrand-Rocard, au ravissement de la droite. La hache s'abat sur les hôpitaux, les établissements scolaires, taillant dans les effectifs, cependant que des « réformes » obscurantistes sabrent les programmes de connaissance. Dans cette cruauté sociale s'illustreront les aristocrates de gauche, les potentats de gauche, les corrompus de gauche, utilisant les pouvoirs de l'Etat autoritaire, monarchique, contre la *démocratie*. La « gauche » n'a sauvé ce système de la perte que pour se vautrer dans ses délices. Son audience s'effrite, elle redouble de promesses de « changement », pour trahir encore.

A quatre reprises en quarante ans, la « gauche » prit le relais de la droite contre la classe salariée. Après cinq années de « *Gauche plurielle* » (PS-PCF-Verts), sanctionnée par la défaite cuisante de Jospin (24), dix ans s'écoulaient avant que, faute de mieux,

les électeurs populaires utilisent Hollande pour chasser Sarkozy (25).

C'est alors que la prostitution de la « gauche » au capital financier atteint des sommets.

Tandis que Hollande court au-devant des demandes capitalistes, gavant les riches de dizaines de milliards de *crédits d'impôts* (26), la paupérisation fait des ravages parmi les travailleurs.

Touraine (27) rivalise avec Bachelot (28) pour généraliser la chirurgie ambulatoire au mépris des opérés. Le Code du travail, tous les acquis de 1945 sont les cibles du pouvoir, qui déchaîne la répression policière contre ses derniers électeurs ouvriers, multiplie les lois liberticides. Valls attise, comme Sarkozy et l'extrême droite, l'hostilité provocatrice contre les musulmans (29)...

Le lecteur a pu trouver lassant ce rappel historique.

Nous pensons qu'il était nécessaire pour saisir la profondeur, la puissance du rejet populaire, *non de tel ou tel gouvernement*,

(19) Allusion au scandale d'Etat appelé « *l'Affaire des diamants* » que Giscard d'Estaing avait reçus de Bokassa, président de la République centrafricaine, cadeau estimé à un milliard de francs. Lors de l'élection présidentielle du 10 mai 1981, Giscard obtient 48,24 % des suffrages, contre 51,76 % pour François Mitterrand.

(20) Jack Ralite (1928-2017), responsable PCF, fut successivement ministre de la Santé (1981-1983), puis ministre chargé de l'Emploi (mars 1983-juillet 1984) dans les gouvernements Mitterrand-Mauroy.

(21) Il s'agit des deux Premiers ministres nommés par Mitterrand : Pierre Mauroy de mai 1981 à juillet 1984, Laurent Fabius de juillet 1984 à mars 1986.

(22) Les travaux d'utilité collective étaient des contrats d'aide à l'emploi créés en 1984 par le gouvernement de Laurent Fabius.

(23) Les contrats emploi-solidarité sont des contrats aidés, à temps partiel, mis en place en 1990 par le gouvernement de Michel Rocard.

(24) En avril 2002, Lionel Jospin fut éliminé à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, lors d'un scrutin marqué par une forte abstention (28,4 %) : il y obtint 16,18 % des suffrages exprimés, derrière Le Pen 18,86 % et Chirac 19,88 %.

(25) Lors de l'élection présidentielle du 6 mai 2012, François Hollande (PS) obtient 51,64 % des voix, Nicolas Sarkozy (UMP) 48,36 %.

(26) Réductions d'impôts accordées sous la forme d'avantages fiscaux.

(27) Marisol Touraine, députée du Parti socialiste, fut ministre des Affaires sociales et de la Santé de 2012 à 2017, c'est-à-dire pendant l'ensemble de la présidence de François Hollande.

(28) Roseline Bachelot (UMP) fut ministre de la Santé et des Sports de 2007 à 2010, puis ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale de 2010 à 2012, sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

(29) Manuel Valls, ministre de l'Intérieur (2012-2014), puis Premier ministre (2014-2016).

mais de *l'Etat, des institutions*, de la machine étatique de la V<sup>e</sup> République, rejet qui suit de peu le début du règne de Macron. Lequel, rappelons-le, regroupe cette fois en un seul parti, avide des mangeoires du pouvoir, les soi-disant *adversaires* d'hier, sarkozystes et « socialistes », derrière l'ex-adjoint de Hollande, installé par le capital financier (30).

---

## LES GILETS JAUNES FACE À L'ÉTAT : CARACTÈRE DES REVENDICATIONS POLITIQUES

---

Le 13 décembre 2018, devant la salle du Serment du Jeu de paume, les Gilets jaunes Priscillia Ludosky et Maxime Nicolle déclarent à la presse (31) :

« Voilà 40 ans que, président après président, élections après élections, les trahisons, les mensonges et les abandons se succèdent (...).

Les serveurs des Français que sont les élus profitent du pouvoir pour devenir les aristocrates de l'argent public.

L'injustice est aujourd'hui criante.

Alors que nous Français sombrons dans la détresse économique, nous n'acceptons plus cette situation.

Nous vous le disons aussi : nous ne voulons pas vivre de vos aides, nous ne voulons pas vivre aux crochets d'un Etat boulimique qui nous prend toujours plus et nous redonne toujours moins.

Nous voulons vivre libres ! Libres de pouvoir réellement jouir du produit de notre travail, libres de pouvoir créer et inventer sans voir fondre sur nous la patte terrible de l'administration et des impôts, libres de pouvoir payer des impôts raisonnables afin d'aider nos compatriotes dans la difficulté, libres de se loger et de vivre dignement.

Par conséquent, nous Gilets jaunes, exigeons une baisse sérieuse de toutes les taxes et impôts sur les produits de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements) ainsi qu'une baisse significative de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraites courantes et futures des élus et hauts fonctionnaires.

Mais notre colère ne se repose pas que sur notre porte-monnaie, si vide soit-il.

Notre colère est plus profonde. Elle vient de ce que depuis des décennies, nous Français

n'avons plus aucun contrôle sur la marche de notre pays. Nous n'oublions pas le traité de Lisbonne adopté après avoir été refusé en 2005, nous n'oublions pas les 13 années depuis sans référendum, nous n'oublions pas les promesses jamais accomplies.

Nous n'oublions rien (...).

Nous sommes las de devoir quémander les miettes de démocratie que vous (*Macron*) et vos élus voulez bien nous donner. Nous venons donc avec une exigence concrète afin de sortir de cette crise démocratique ; présentez au peuple français, par la voie du référendum, un texte visant à modifier la Constitution dans le but d'introduire le Référendum d'Initiative Citoyenne (32) en toutes matières.

Destinée à "*rendre au peuple son rôle de souverain*", la proposition est de "*donner au peuple le droit de rédiger ou abroger une loi sur le sujet qu'il choisit*", de "*déclencher un référendum en vue de modifier la Constitution*". »

Auparavant, le 28 novembre 2018, l'émission de LCI « *La grande explication* » (33), réunissant des Gilets jaunes face à des ministres et des aboyeurs de Macron, avait battu tous les records d'audience, et produit une vive sensation dans une opinion publique majoritairement solidaire des Gilets jaunes (70 % chez les ouvriers et employés — le même chiffre que l'hostilité à Macron).

Une aide-soignante présente son budget : au salaire de 1 200 euros s'ajoutent les allocations familiales, une pension alimentaire, en tout 1 700. En regard, ses dépenses détaillées, qui lui interdisent vacances et loisirs, ou l'achat de baskets à son enfant, etc. Elle vient d'être placée en interdit bancaire pour avoir fait le plein de sa voiture. Elle inter-

---

(30) Emmanuel Macron a été secrétaire général adjoint du cabinet de François Hollande (15 mai 2012 au 15 juillet 2014), puis son ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (26 août 2014 au 30 août 2016).

(31) Communiqué lu lors d'une conférence de presse tenue le 13 décembre 2018 dans la salle du Serment de Jeu de paume à Versailles, *Ouest-France* avec *AFP*, publié sur le site [ouest-france.fr](http://ouest-france.fr)

(32) Revendication principale des Gilets jaunes, le référendum d'initiative citoyenne (RIC) est un dispositif de démocratie directe qui permet aux citoyens réunissant un nombre de signatures fixé de saisir la population par référendum, sans que soit nécessaire l'accord du Parlement ou du président de la République.

(33) La Chaîne Info en continu (LCI), filiale du groupe privé audiovisuel TFI, a organisé l'émission du 28 novembre 2018, toujours disponible sur le site : [lci.fr](http://lci.fr)

pelle Macron, « *un roi entouré de nobles, qui a peur de rencontrer le peuple* ».

L'Élysée aux abois a dépêché sur le plateau la ministre Wargon (34). Cette énarque, familière des ministères sous la droite et la gauche, a servi les capitalistes de Danone. Son air doucereux et compréhensif lui donne tous les dehors d'une dame patronnesse, sachant regarder les pauvres avec compassion, mais...

Le Gilet jaune Maxime Nicolle, intérimaire dans les transports, demande à la ministre d'annoncer son salaire. Elle bafouille, s'empêtre, se trouble face aux sourires goguenards des Gilets jaunes, et finit par avouer ses 7 500 euros mensuels, pour ajouter en forme d'excuse que c'est pour elle un sacrifice, car on gagne beaucoup plus dans le privé...

Deux Frances, deux classes se font face.

Examinons les revendications politiques des Gilets jaunes.

### « Démocratisme primitif » ?

Ce que Marx appellera dans son analyse des revendications de la Commune « *l'Etat à bon marché* », l'alignement du salaire des élus, des hauts fonctionnaires, sur celui des travailleurs, apparaît dans nombre de plates-formes des Gilets jaunes. Il est formulé dans les « *Directives du peuple* » de la Sarthe (35), avec une précision ironique des détails, pour ces salariés *comme les autres* que doivent devenir les représentants :

« Tout représentant élu aura droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket restaurant et aux chèques-vacances. »

Cette exigence populaire radicale née sous la Commune est perçue, en 2018 comme en 1871, comme une arme décisive contre « *les aristocrates de l'argent public* ». En effet, par lui-même, l'alignement des salaires de ceux qui exercent un mandat public expulse les candidatures de toute la racaille carriériste des politiciens de métier, des corrompus, candidats aux pots-de-vin, démagogues, escrocs et arnaqueurs publics en tout genre. Laissons sur ce point la parole à Lénine :

« Une des mesures prises par la Commune, et que Marx fait ressortir, est particulièrement remarquable : suppression de toutes les indemnités de représentation, de tous les privilèges attachés au corps des fonctionnaires, réduction des traitements de tous les

fonctionnaires au niveau des salaires d'ouvriers. C'est là justement qu'apparaît avec le plus de relief le tournant qui s'opère de la démocratie bourgeoise à la démocratie prolétarienne, de la démocratie des oppresseurs à la démocratie des classes opprimées, de l'Etat en tant que "pouvoir spécial" destiné à mater une classe déterminée à la répression opérée sur les oppresseurs par le pouvoir général de la majorité du peuple, des ouvriers et des paysans (...).

Pour nombre de commentateurs, la réduction du traitement des hauts fonctionnaires de l'Etat apparaît "simplement" comme la revendication d'un démocratisme naïf, primitif. Un des fondateurs de l'opportunisme moderne, l'ex-social-démocrate Eduard Bernstein, s'est maintes fois exercé à répéter les plates railleries bourgeoises contre le démocratisme "primitif" » (36).

### « 40 ans de trahisons, de mensonges et d'abandons. »

Le régime n'est pas vieux de 40 ans, mais de 60. Le délai de quatre décennies se réfère donc à la gestion partagée, *alternée* du régime par la droite et la « gauche de gouvernement » depuis 1981.

Les Gilets jaunes manifestent leur lucidité politique : présidents et majorités successifs ont gouverné dans une *même* hostilité aux revendications populaires, notamment sur le pouvoir d'achat : décidé sous Mitterrand, le blocage des salaires a été perpétué sans discontinuer (37). La paupérisation massive est le produit, tout à la fois : des licenciements, des attaques incessantes contre les droits aux allocations de chômage, de la précarité généralisée des contrats courts, des stages remplaçant dans la jeunesse le travail salarié, des réductions d'emplois marquant l'*abandon* de tous les services publics, véritable décivilisation de la société...

(34) Emmanuelle Wargon est d'abord haute fonctionnaire au ministère de la Santé, puis directrice de la communication du groupe Danone. En octobre 2018, elle devient secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire.

(35) Il s'agit d'une liste de revendications établie par les Gilets jaunes (*Directives du peuple*), publiée sur le site francebleu.fr le jeudi 29 novembre 2018.

(36) V. I. Lénine, *Œuvres*, tome 25, éditions sociales, 1971, page 454.

(37) C'est en juin 1982 que le gouvernement Mitterrand-Mauroy décide le blocage des salaires exigé par le capital financier. Depuis 39 ans, tous les gouvernements (de gauche comme de droite) ont poursuivi cette politique de rigueur salariale.

### Alimentation, transports, énergie...

Comme on le sait, l'écrasement du pouvoir d'achat des salariés et des pauvres s'opère au moyen de *l'impôt indirect* (TVA — *Taxe sur la valeur ajoutée*) qui grève leurs maigres ressources pour *chaque* produit consommé.

Cet impôt exorbitant sur les pauvres (la moitié des recettes fiscales de l'Etat) peut être comparé aux *baisses d'impôts considérables sur les profits capitalistes*.

L'allègement d'impôts sur les *benefices* patronaux commence au 1<sup>er</sup> janvier 1986 (président Mitterrand, majorité absolue PS-PCF), passant de 50 % à 45 %. Le deuxième septennat Mitterrand soulage les riches jusqu'à 33 % (janvier 1993), baisse évidemment préservée sous la droite. Après le somptueux cadeau du CICE (Hollande-Macron) (38), le président-des-riches descend à 31 % l'impôt sur les profits, à 28 % en 2020, à 26,5 % en 2021, pour finir à 25 % en janvier 2022.

C'est donc exactement une *division par deux* de l'impôt sur les profits du capital, des actionnaires et des banquiers qui fut réalisée, « *président après président, élections après élections* », par des gouvernements toujours plus serviles envers la minorité des riches, toujours plus cruels envers la majorité des travailleurs et des pauvres.

La revendication des Gilets jaunes sur les « *produits de première nécessité (énergie, logement, transports, produits alimentaires, vêtements...)* » appelle donc une mesure d'*autorité*, une mesure radicale d'Etat, supprimant immédiatement le fardeau des taxes indirectes, quant aux besoins les plus vitaux. De même est exigé le droit de se loger dignement : « *Zéro SDF : URGENT* » (39) figure en tête des *Directives du peuple* de la Sarthe. Là encore, seules des mesures d'*autorité* (confiscations et distributions de logements) peuvent répondre.

Il ne s'agit pas de revendications syndicales, ni d'un « programme de gouvernement de gauche », avec de sempiternelles promesses de menteurs professionnels. Pour réaliser de telles mesures « *d'éradication de la misère sous toutes ses formes* » (Gilets jaunes de Commercy), il faut que l'*autorité* politique change de camp, passant du droit de la minorité des spéculateurs, des affameurs, des parasites financiers au droit de la majorité démunie et souffrante : la démocratie du peuple travailleur. Or le mot démocratie, en grec pouvoir du peuple, est

comme on le sait le plus galvaudé du monde ; il sert de couverture au pouvoir des pires canailles.

Si la rémunération des représentants, ramenée au salaire médian, est une revendication omniprésente dans les résolutions des Gilets jaunes, ils se défient avec raison du Parlement, de ses corruptions et trahisons.

Ce qui nous amène au référendum.

### Le référendum de 2005, « *Intifada démocratique* ».

Pour les démocrates conséquents, et bien sûr pour les marxistes, le référendum est une utilisation réactionnaire du suffrage universel, il cousine avec le plébiscite bonapartiste. Le « *Sauveur de la société* » adresse à la nation, au-dessus des partis, une question rédigée à son avantage, question piégée ; le *oui* doit redorer le blason terni dudit « *sauveur suprême* » (*L'Internationale*).

Mais il arrive que cette arme réactionnaire se retourne contre ses auteurs.

Lorsque le général De Gaulle, fortement bousculé par la grève générale (qu'il nomma « *chienlit* »), joue son va-tout en 1969 avec son arme favorite, il est battu par un front unique des organisations ouvrières (40).

Pour les générations du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est le référendum de 2005 (41) qui est ancré dans les mémoires. Ce fut un séisme politique, donnant à la majorité travailleuse la conscience de sa force : le régime et sa « *classe politique* » mettaient un genou à terre. Le rapport entre masses et partis officiels fut défini avec pertinence par un chroniqueur de droite comme « *un krach de la représentation, avec un corps social votant à 55 % pour le non, tandis que la classe politique s'était engagée à plus de 90 % pour le oui* ».

(38) Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), avantage fiscal pour les entreprises depuis 2013. Selon, un rapport de novembre 2019, 100 milliards d'euros ont été alloués aux entreprises par ce dispositif.

(39) Les sans domicile fixe (SDF) vivent dans la rue (estimés à 300 000 selon l'INSEE).

(40) Voir note 18 ci-dessus.

(41) Lors du référendum du 29 mai 2005, les électeurs ont répondu à la question : « *Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe ?* » Le oui a obtenu 45,33 %, le non l'a nettement emporté avec 54,67 %.

Il décrivait, non sans verve, une « Intifada » (42) démocratique :

« Conçu par le président de la République comme un référendum censé lui refaire une légitimité à bon compte, le scrutin sur la Constitution européenne s'est transformé en un vote insurrectionnel, une "Intifada" démocratique (...).

Au lendemain du référendum, la France se présente avec un président en sursis, une opposition en voie d'implosion et une classe politique déconsidérée, face à un pays en situation pré-révolutionnaire (...). La frappe électorale massive du 29 mai peut aider à comprendre que rien ne peut plus être comme avant » (43).

Et pourtant, *en apparence*, tout redevint comme avant.

En étroite complicité, piétinant la volonté du peuple, la droite et le PS appliquèrent la « concurrence libre et non faussée » de l'Union européenne *capitaliste*, prévue dans la Constitution *rejetée*.

Considérons la situation, en 2018, quand se produit une autre forme d'« Intifada démocratique », avec 300 000 Gilets jaunes réunis sur plus de 2 000 points (ronds-points) du territoire (44), entourés de la sympathie, du soutien passionné de millions de travailleurs et de pauvres, de la majorité des citoyens.

Le rejet, la haine du *système* sont acquis pour l'immense majorité des Gilets jaunes. Dans ces conditions, comment donner forme à la volonté populaire, directement, par-dessus une « représentation » frauduleuse ?

En maintes localités, les formes d'organisation de *l'avenir* sont dessinées :

« La dissolution du gouvernement et la refondation de notre République par les assemblées représentatives du peuple » (Saint-Nazaire).

« Nous appelons à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées régulières (...) avec des mandats impératifs, révocables et tournants » (Commercy).

Mais le cordon sanitaire établi en 2018-2019 par les partis officiels et leurs médias, qui accompagnent la féroce répression policière, empêche que les propositions d'une autre démocratie, celle d'un « pouvoir du peuple » effectif, soient reprises, traduites en actes, non par 300 000, mais par trente millions, pour abolir le régime d'oppression.

Comme l'alpiniste, qui ne peut saisir que les prises à sa portée, les Gilets jaunes pren-

ent donc comme référence la *dernière victoire politique des masses sur le système*, treize ans auparavant, la dernière expression *directe* de rejet du régime par la majorité « d'en bas ». Détournant, inversant l'arme du référendum, ils exigent que le peuple puisse créer, abroger toute loi, former la Constitution selon sa volonté.

Observons que la Constitution mort-née de 1793 (45), dans ses articles 56 à 60, prévoit la formation de toute loi sous le contrôle des assemblées primaires du peuple, les suffrages sur les lois « *sont donnés par oui ou par non* ».

L'idée d'un pouvoir législatif et constituant émanant *directement du peuple* n'est une utopie que dans la conception aristocratique et bourgeoise de la démocratie, où, comme le dit Marx, le peuple n'est autorisé qu'à choisir, entre les fractions de la classe dominante, laquelle va le piétiner.

---

### “POUR L'HONNEUR DES TRAVAILLEURS”

---

C'est parce qu'ils agissent en éclaireurs d'un soulèvement politique général contre l'Etat existant, parce qu'ils opposent la soif de démocratie du peuple à un *système* pourrissant, que la répression sauvage s'abat sur eux. Tous les partis intéressés aux postes et mangeoires du régime ont encouragé pour les uns, tacitement approuvé pour les autres, une violence d'Etat sans frein. Crever des yeux, arracher des mains, fracasser des crânes, infliger mille peines de prison ferme : le but de la bourgeoisie est d'intimider, dissuader, terroriser les *millions* de travailleurs, de syndicalistes solidaires des Gilets jaunes.

Que signifiait la riposte du « Grand débat », suggéré par la CFDT macroniste (46) ?

---

(42) Terme qui désigne une révolte contre un régime oppresseur ou contre un ennemi étranger.

(43) Nicolas Baverez, *Le Point*, 2 juin 2015.

(44) Carrefour giratoire sur lequel plusieurs routes arrivent : lieux des manifestations et des assemblées des Gilets jaunes.

(45) La Constitution du 24 juin 1793, ou Constitution de l'An I, n'a jamais été appliquée à la suite du décret de la Convention du 10 octobre 1793.

(46) Confédération française démocratique du travail (CFDT), syndicat d'origine chrétienne constitué en 1964, proche des positions gouvernementales de Hollande et Macron.

Tandis que les LBD de Castaner (47) étaient à l'œuvre dans les rues, Macron plastronnait dans des assemblées de notables, d'élus, de nantis, de hauts fonctionnaires, de patrons (48) : il appelait le *parti de l'ordre* à serrer les rangs autour de sa V<sup>e</sup> République, contre l'hydre de la révolution.

Le mouvement des Gilets jaunes doit être regardé comme *prodrome des événements politiques à venir*, éclaircur de l'émancipation, des formes de démocratie directe, seulement ébauchées pour l'instant, qui accompagneront l'abolition du régime.

Il compte autant pour ce qu'il rejette et méprise — le régime monarchique, la machine d'Etat corrompue et servile, les gouvernements de toutes couleurs « alternant » dans la trahison depuis quarante ans — que pour ce qu'il revendique : les mandataires du peuple rétribués comme des *sala-riés ordinaires*, la refonte de la République selon les principes du « pouvoir du peuple », celui-ci décidant souverainement, directement, quelles lois abroger, quelles lois créer.

Comment interdire, empêcher les corruptions et trahisons, sinon par le moyen décisif de représentants *révocables* à tout instant, moyen formulé à maintes reprises dans les assemblées de Gilets jaunes, inspiré directement de la Commune de Paris ?

Ils n'ont pas bravé en vain, « *pour l'honneur des travailleurs* », comme le dit leur chant de lutte tant de fois repris (49), la cruauté de l'Etat policier macroniste, d'un régime ennemi des travailleurs, des pauvres, de la démocratie.

Leurs audacieux mots d'ordre politiques, leur insolence « à la française » envers le monarque, leur hostilité inflexible à l'égard d'un *système* haï, leur ténacité irriguent désormais d'un sang neuf la lutte de classe des travailleurs et des pauvres, pour leur affranchissement.

Michel Sérac  
30 avril 2021

(47) Lanceur de balles de défense (LBD), arme utilisée par la police nationale, sous la responsabilité du ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Suite aux tirs de LBD en 2018-2019, une personne est décédée et vingt-trois autres ont perdu l'usage d'un œil.

(48) Vaste entreprise de communication gouvernementale — « Grand débat national » — lancée par Macron le 15 janvier 2019 pour une durée de deux mois.

(49) Chant populaire entonné dans les mouvements sociaux et popularisé en 2018 par le mouvement des Gilets jaunes : « *On est là ! Même si Macron le veut pas, nous est là ! Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur, même si Macron le veut pas, nous on est là !* »

## Léon Trotsky *Les Leçons de la Commune*

(février 1921)

CHACQUE fois que nous étudions l'histoire de la Commune, nous la voyons sous un nouvel aspect grâce à l'expérience acquise par les luttes révolutionnaires ultérieures, et surtout par les dernières révolutions, non seulement par la révolution russe, mais par les révolutions allemande et hongroise (...).

La Commune nous montre l'héroïsme des masses ouvrières, leur capacité de s'unir en un seul bloc, leur don de se sacrifier au nom de l'avenir, mais elle nous montre en même temps l'incapacité des masses à choisir leur voie, leur indécision dans la direction du mouvement, leur penchant fatal à s'arrêter après les premiers succès, permettant ainsi à l'ennemi de se ressaisir, de rétablir sa position.

La Commune est venue trop tard. Elle avait toutes les possibilités de prendre le pouvoir le 4 septembre et cela aurait permis au prolétariat de Paris de se mettre d'un seul coup à la tête des travailleurs du pays dans leur lutte contre toutes les forces du passé, contre Bismarck aussi bien que contre Thiers. Mais le pouvoir tomba aux mains des bavards démocratiques, les députés de Paris. Le prolétariat parisien n'avait ni un parti ni des chefs auxquels il aurait été étroitement lié par les luttes antérieures (...).

Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que

le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti (...).

Six mois s'écoulèrent avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons réitérées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir.

Ces six mois furent une perte irréparable. Si en septembre 1870, à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, auraient pris une autre direction (...).

Les débris de l'infanterie ne voulaient pas reculer sur Versailles. Le fil qui liait les officiers et les soldats était bien mince. Et s'il y avait eu à Paris un centre dirigeant de parti, il aurait incorporé dans les armées en retraite — puisqu'il y avait possibilité de retraite — quelques centaines ou bien quelques dizaines d'ouvriers dévoués, et en leur donnant les directives suivantes : exciter le mécontentement des soldats contre les officiers et profiter du premier moment psychologique favorable pour libérer les soldats des officiers et les ramener à Paris pour s'unir avec le peuple. Cela pouvait être facilement réalisé, d'après l'aveu même des partisans de Thiers. Personne n'y pensa. Il n'y eut personne pour y penser. En présence des grands événements, d'ailleurs, de telles décisions ne peuvent être prises que par un parti révolutionnaire qui attend une révolution, s'y prépare, ne perd pas la tête, par un parti qui est habitué d'avoir une vue d'ensemble et n'a pas peur d'agir.

Et précisément le prolétariat français n'avait pas de parti d'action.

Le Comité central de la Garde nationale est, en fait, un Conseil de Députés des ouvriers armés et de la petite-bourgeoisie. Un tel Conseil élu immédiatement par les masses qui ont pris la voie révolutionnaire représente un excellent appareil d'action. Mais il reflète en même temps, et justement à cause de sa liaison immédiate et élémentaire avec les masses qui sont dans l'état où les a trouvées la révolution, non seulement tous les côtés forts, mais aussi tous les côtés faibles des masses, et il reflète d'abord les côtés faibles plus encore que les côtés forts : il manifeste l'esprit d'indécision, d'attente, la tendance à être inactif après les premiers succès (...).

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La comparaison du 18 mars 1871 avec le 7 novembre 1917 est de ce point de vue très instructive. A Paris, c'est un manque absolu d'initiative pour l'action de la part des cercles dirigeants révolutionnaires. Le prolétariat, armé par le gouvernement bourgeois, est, en fait, maître de la ville, dispose de tous les moyens matériels du pouvoir — canons et fusils — mais il ne s'en rend pas compte. La bourgeoisie fait une tentative

pour reprendre au géant son arme : elle veut voler au prolétariat ses canons. La tentative échoue. Le Gouvernement s'enfuit en panique de Paris à Versailles. Le champ est libre. Mais ce n'est que le lendemain que le prolétariat comprend qu'il est maître de Paris. Les « chefs » sont à la queue des événements, les enregistrent quand ces derniers se sont déjà accomplis et font tout leur possible pour en émousser le tranchant révolutionnaire.

A Petrograd, les événements se sont développés autrement. Le parti allait fermement, décidément, à la prise du pouvoir, ayant partout ses hommes, renforçant chaque position, élargissant toute fissure entre les ouvriers et la garnison d'une part et le gouvernement d'autre part (...).

Le Comité central de la Garde nationale puisa son autorité dans l'éligibilité démocratique. Au moment où le Comité central avait besoin de développer au maximum son initiative dans l'offensive, privé de la direction d'un parti prolétarien, il perdit la tête, se hâta de transmettre ses pouvoirs aux représentants de la Commune, qui avait besoin d'une base démocratique plus large. Et ce fut une grande erreur, dans cette période, de jouer aux élections. Mais une fois les élections faites et la Commune réunie, il fallait concentrer d'un seul coup et entièrement dans la Commune et créer par elle un organe possédant un pouvoir réel pour réorganiser la Garde nationale. Il n'en fut pas ainsi. A côté de la Commune élue restait le Comité central ; le caractère d'éligibilité de ce dernier lui donnait une autorité politique grâce à laquelle il pouvait faire concurrence à la Commune. Mais cela le privait en même temps de l'énergie et de la fermeté nécessaire dans les questions purement militaires, qui, après l'organisation de la Commune, justifiaient son existence. L'éligibilité, les méthodes démocratiques ne sont qu'une des armes entre les mains du prolétariat et de son parti. L'éligibilité ne peut aucunement être fétiche, remède contre tous les maux. Il faut combiner les méthodes d'éligibilité avec celles de désignations. Le pouvoir de la Commune vint de la Garde nationale élue. Mais une fois créée, la Commune aurait dû réorganiser d'une main bien forte la Garde nationale de haut en bas, lui donner des chefs sûrs et établir un régime de discipline bien sévère. La Commune ne l'a pas fait, étant privée elle-même d'un puissant centre directeur révolutionnaire. Aussi fut-elle écrasée.

Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon : il faut une forte direction de parti. Le prolétariat français, plus qu'aucun autre prolétariat, a fait des sacrifices à la Révolution. Mais plus qu'aucun autre aussi, a-t-il été dupé. La bourgeoisie l'a plusieurs fois ébloui par toutes les couleurs du républicanisme, du radicalisme, du socialisme, pour lui mettre toujours des chaînes capitalistes. La bourgeoisie a apporté par ses agents, ses avocats et ses journalistes, toute une masse de formules démocratiques, parlementaires, autonomistes, qui ne sont que des entraves aux pieds du prolétariat et qui gênent son mouvement en avant.

Le tempérament du prolétariat français est une lave révolutionnaire. Mais cette lave est recouverte à présent des cendres du scepticisme, résultat de plusieurs duperies et désenchantements. Aussi, les prolétaires révolutionnaires de la France doivent-ils être plus sévères envers leur parti et dévoiler plus impitoyablement la non-conformité entre la parole et l'action. Les ouvriers français ont besoin d'une organisation d'action, forte comme l'acier avec des chefs contrôlés par les masses à chaque nouvelle étape du mouvement révolutionnaire.

Combien de temps l'histoire nous donnera-t-elle pour nous préparer ? Nous ne le savons pas. Durant cinquante ans, la bourgeoisie française défint le pouvoir entre ses mains, après avoir érigé la Troisième République sur les os des communards. Ces lutteurs de 71 ne manquaient pas d'héroïsme. Ce qui leur manquait, c'était la clarté dans la méthode et une organisation dirigeante centralisée. C'est pourquoi ils ont été vaincus. Un demi-siècle s'écoula avant que le prolétariat de France pût poser la question de venger la mort des communards. Mais, cette fois, l'action sera plus ferme, plus concentrée. Les héritiers de Thiers auront à payer la dette historique, intégralement.

*Zlatoouste, 4 février 1921.*

## BIRMANIE (MYANMAR)

# A propos du soulèvement populaire contre le coup d'Etat militaire du 1<sup>er</sup> février

**D**EPUIS des semaines, malgré plus de 750 victimes et 3 300 arrestations, manifestations et grèves balayaient quotidiennement la Birmanie. Des millions de jeunes, d'ouvriers, de personnels de santé, de paysans, et finalement l'écrasante majorité de la population exigent le départ de la junte militaire afin que soit respecté le résultat des élections générales du 8 novembre 2020. Celles-ci avaient infligé une déroute cinglante au parti de l'armée et donné une majorité écrasante à la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de Daw Aung San Suu Kyi, à nouveau détenue. Et la jonction de ce mouvement de protestation avec plusieurs ethnies souvent insurgées a remis au premier plan l'exigence de l'abrogation de la Constitution de 2008 élaborée par la caste des officiers de Tatmadaw (*nom officiel des forces armées birmanes, Ndlr*).

En 1988 s'était déjà produit un soulèvement populaire qui avait chassé la junte alors au pouvoir. Et le 27 mai 1990, la LND remporta les élections initialement prévues pour réunir une Assemblée constituante et rédiger une nouvelle Constitution. Mais la junte refusa de reconnaître le résultat. Cependant, en novembre 2011, un changement important dans la politique étrangère américaine se produisit.

A la suite de la crise financière de 2008, la Chine venait de doubler le Japon et était désormais considérée comme la seconde puissance économique de la planète, en concurrence directe avec les Etats-Unis. Le président Barack Obama décida en conséquence de

faire de l'Asie le pivot de la politique étrangère de ce pays. Il annonça que 50 % des forces navales américaines seraient dorénavant déployées en Asie orientale. Puis, en 2014, pour contrecarrer l'influence de la Chine sur la Birmanie, il fit pression sur le gouvernement birman pour lancer un processus de « *transition démocratique* » et permettre à la leader de la LND de participer au gouvernement.

C'est ce processus de « *transition démocratique* » que l'armée birmane a donc interrompu par son putsch du 1<sup>er</sup> février. Nous allons revenir sur ces questions.

---

### AUX ORIGINES DE LA QUESTION NATIONALE ET DE L'ÉTAT BIRMAN

---

#### **Aung San, héros de l'indépendance, fondateur de l'armée birmane et père de Aung San Suu Kyi.**

La Birmanie fut une colonie britannique dans le cadre de l'Empire des Indes de 1886 à 1937. L'écrivain anglais George Orwell, de son vrai nom Eric Blair, occupait dans les années 1920 un poste d'officier de police coloniale dans la petite ville de Katha. Cela lui inspira son premier roman (1). En 1937, les autorités britanniques séparèrent la Birmanie des Indes.

---

(1) George Orwell (1903-1950) publie l'un de ses premiers romans en 1934 sous le titre *Une Histoire birmane*, Editions 10/18 Uge, 2001, 357 pages.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1943, le Japon, dont les troupes occupaient la Birmanie, lui octroya son indépendance. Aung San — le père de Aung San Suu Kyi — est alors commandant en chef de l'Armée nationale birmane (BNA — *Burma National Army*) alliée aux troupes japonaises. En août 1944 se tient une réunion clandestine regroupant les chefs de la BNA, des militants du parti communiste birman et des responsables socialistes pour constituer la « *Ligue antifasciste pour la liberté du peuple* ». Le but est de mettre un terme à l'occupation japonaise par la lutte armée. Et le 27 mars 1945, l'Armée nationale birmane (BNA) invita la population birmane à s'insurger contre l'occupant japonais et lança une guérilla contre les troupes nippones. La capitale de la Birmanie, Rangoun, fut ainsi libérée, avec les troupes britanniques, en mai 1945. Aung San est depuis considéré comme le véritable héros de l'indépendance birmane et le fondateur de son armée Tatmadaw.

A ce moment-là, la construction nationale birmane passe par l'entente entre la majorité birmane et le tiers restant de la population du pays, composée de minorités ethniques Karen, Shan, Kachin, Môn, Arakanais... Entre la fin de la guerre en 1945 et l'indépendance du pays en 1948 s'engagèrent des négociations entre les Bamars, emmenés par le général Aung San « *héros de l'indépendance* », et les représentants des minorités ethniques.

Ces tractations débouchèrent sur la signature des accords de Panglong le 12 février 1947, qui garantissaient aux minorités une pleine autonomie administrative dans un cadre fédéral, allant même jusqu'à accorder la possibilité à deux groupes (les Shans et les Karennis) de se retirer de l'Union au bout de dix ans. Aung San est assassiné le 19 juillet 1947 et l'indépendance de la Birmanie est proclamée le 4 janvier 1948. Les accords de Panglong restèrent lettre morte. Certains groupes, dont les Karens avec la Karen National Union (KNU), entamèrent alors une guérilla.

**De la « Voie birmane au socialisme » (1961-1988) du général Ne Win au soulèvement populaire d'août 1988** (2) (3).

La période constitutionnelle (1948-1961) prit fin en 1962 avec le coup d'État du commandant en chef de l'armée, le général Ne Win. L'instabilité politique et militaire résultant du non-respect des accords de Panglong en fut précisément le prétexte.

Le 28 mars 1964, Ne Win instaura le « *Parti unique du programme socialiste birman* » (BSPP — *Burma Socialist Programme Party*) pour « *la voie birmane vers le socialisme* ». Il en résulta une vague de nationalisations qui s'appliqua le 1<sup>er</sup> juin 1963 aux grandes et moyennes entreprises, aux compagnies d'import-export et aux banques (loi de février 1963), et en août 1963 ce fut l'ensemble du secteur industriel (y compris les hydrocarbures, l'agriculture, les mines et le bois) et celui du commerce de détail accompagné de la création de « *coopératives du peuple* ». Pour ainsi dire, « *l'entreprise privée et la propriété étaient ainsi éradiquées par le haut* ».

Mais en 1962 les forces armées birmanes accaparaient la part du lion du budget national. 100 000 soldats, appartenant majoritairement à l'infanterie, formaient les rangs de Tatmadaw, contre seulement 4 000 marins et 4 000 soldats de l'armée de l'air. S'ajoutaient à cela 45 à 50 000 hommes de troupe paramilitaire et de police pour quadriller le territoire. Cependant, loin d'être atténuées, les rebellions ethniques furent simplement marginalisées en périphérie du pays.

### **Le soulèvement populaire de 1988.**

Le 5 septembre 1987, le chef de l'État, le général Ne Win, annonça la suppression des billets de 100, 75, 35 et 25 kyats (monnaie birmane), ne laissant en circulation que ceux de 45 et 90 kyats. Les étudiants furent particulièrement mécontents, cette mesure faisant disparaître toutes leurs économies, notamment celles destinées à leurs frais de scolarité. Ceux de l'Institut de technologie de Rangoon (RIT — *Rangoon Institute of Technology*) déclenchèrent une manifestation en ville. Pendant ce temps, de plus grandes manifestations, comprenant des moines et des ouvriers, se produisaient à Mandalay, où furent brûlés des bâtiments gouvernementaux et des entreprises d'État.

Après avoir obtenu le statut de « *nation moins avancée* » auprès du Conseil économique et social de l'ONU en décembre 1987, l'ordre du gouvernement aux agriculteurs de vendre leurs produits en dessous du prix du marché pour augmenter ses propres recettes provoqua plusieurs violentes mani-

(2) Richard Sola, *Birmanie — La Révolution kidnappée*. 1981-1995, Editions L'Harmattan, 1996, 272 pages.

(3) Renaud Egretou, *Histoire de la Birmanie — Le pays des prétoriens*, Ed. Fayard, 2010, 280 pages.

festations rurales. A la mi-mars, plusieurs manifestations avaient été dispersées avec des grenades lacrymogènes, et des dissensions étaient apparues ouvertement au sein des forces armées. Le 16 mars à Rangoon, des étudiants demandant l'instauration du multipartisme marchaient vers des soldats près du lac Inya lorsqu'ils furent attaqués par derrière par la police anti-émeute, qui en battit plusieurs à mort. En juin 1988, les grandes manifestations des étudiants et de leurs sympathisants étaient devenues quotidiennes.

Le 23 juillet 1988, le général Ne Win proposa au congrès extraordinaire du BSPP l'organisation d'un référendum pour abandonner le parti unique et adopter l'économie de marché. Ces propositions furent rejetées. Ne Win démissionna. Cela provoqua des manifestations pro-démocratiques contre le général Sein Lwin, responsable de la répression de mars et de juin de la même année.

Le 8 août 1988, une grande manifestation populaire pacifique fut organisée en faveur de la démocratie et pour réclamer de meilleures conditions de vie. En quatre jours, pas moins de 3 000 personnes furent tuées et des milliers d'autres arrêtées et emmenées à la prison d'Insein. C'est alors qu'Aung San Suu Kyi est entrée en scène le 26 août avec son premier discours à la pagode Shwedagon devant 500 000 personnes.

Le 18 septembre 1988, le Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre

(SLORC — *State Law and Order Restoration Council*) s'installe au pouvoir, avec le général Than Shwe à sa tête. Dix jours plus tard, Aung San Suu Kyi crée la Ligue nationale pour la démocratie (LND), dont elle prend la tête.

En conséquence, le 20 juillet 1989, elle est assignée à résidence, sans être accusée de quoi que ce soit et sans procès. Elle y passera 14 ans.

Le 27 mai 1990, la LND remporte haut la main les élections (*voir tableau ci-dessous*), mais la junte refuse de reconnaître le résultat et décide de diriger le pays avec le Conseil d'Etat pour la restauration de la loi et de l'ordre, en place jusqu'en 2011.

### LA "TRANSITION DÉMOCRATIQUE" : DES ÉLECTIONS DU 6 NOVEMBRE 2015 À CELLES DU 8 NOVEMBRE 2020

Comme il est rappelé plus haut, en 2014,

« Barack Obama estime que la démocratisation en Birmanie n'était "ni achevée ni irréversible"... En visite en Birmanie, lors d'une conférence de presse à Rangoon avec l'opposante Aung San Suu Kyi, ... M. Obama appelle à des élections libres en Birmanie » (*Le Monde - AFP*, 14 novembre 2014).

Voici les résultats des trois dernières élections libres au Myanmar depuis 1962, dont celle du 6 novembre 2015.

Formation politique	Dates de l'élection		
	27.5.1990	6.11.2015	8.11.2020
	sièges	sièges	sièges
Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) conduite par Aung San Suu Kye	392	255	258
Partis liés à l'armée (NUP en 1990) et PUSD (2015 et 2020)	10	30	26
Ligue pour la démocratie des nationalités Shan	23	12	13
Parti national de l'Arakan	11	12	4
Divers	49	14	14
Sièges non pourvus pour cause d'insurrection	7	7	15
Sièges attribués constitutionnellement à l'armée	0	110	110
Total sièges de députés mis en jeu	492	440	440
Nombre d'électeurs	20 619 500	34 295 334	38 271 447
Participation électorale	73,32%	69,82%	71,06%

**En 2015, les minorités ethniques ont voté massivement pour la LND.**

Peu de temps avant ces élections, le 23 juillet 2015, la principale organisation syndicale de Birmanie, la Confédération des syndicats du Myanmar (CTUM — *Confederation of Trade Unions Myanmar*) était légalisée,

puis obtenait la mise en place d'une commission tripartite : représentants des salariés-représentants des employeurs-représentants de l'Etat pour traiter des revendications des travailleurs. Cependant, la vie politique demeurait toujours réglée par la Constitution de 2008, inspirée du modèle indonésien,

conférant une place centrale à l'armée (Tatmadaw). Elle lui réserve d'office trois ministères clés. C'est ainsi le Senior-Général Min Aung Hlaing, chef d'état-major des armées, qui nomme les ministres de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires frontalières.

Ce cadre constitutionnel est verrouillé, car tout amendement nécessite plus de 75 % des votes de l'Assemblée nationale. L'armée, avec ses 25 % de sièges acquis constitutionnellement, dispose *de jure* d'un droit de veto stratégique. Par conséquent, la LND a beau détenir la majorité absolue au Parlement et l'essentiel des ministères, elle ne contrôle pas les leviers politiques majeurs.

Daw Aung San Suu Kyi a reçu le prix Nobel de la paix 1991, elle est une icône nationale. Le 30 mars 2016, le nouveau gouvernement prend ses fonctions. Elle est nommée ministre des Affaires étrangères, mais aussi conseillère d'Etat, une fonction non prévue par la Constitution. Ses trois priorités : réformer la Constitution de 2008 pour réduire l'influence de l'armée ; mettre fin aux nombreux conflits politico-ethniques ; promouvoir le développement économique et social du pays.

**« En octobre 2016, les Etats-Unis lèvent l'essentiel des sanctions économiques qui pesaient sur la Birmanie depuis parfois plus de 20 ans » (Diploweb.com, 2 avril 2018).**

Mais sur le terrain, le gouvernement LND se heurte au département de l'Administration générale (DAG). Ce dernier exprime l'autorité au niveau local : il délivre les documents officiels, veille à l'application des lois et tient informé la capitale, Nay Pyi Taw, de la situation de terrain. Or le DAG est une émanation du ministère de l'Intérieur ; il est donc sous le contrôle de l'armée. Sans réel levier sur le DAG, le gouvernement civil rencontre les pires difficultés à garder le contact local.

Autre point critique, dès le début de son mandat, Daw Aung San Suu Kyi fait de la réforme constitutionnelle l'une ses priorités. L'objectif à long terme est que l'armée se retire du champ politique. En septembre 2017, elle réitère sa promesse d'une réforme avant la fin du quinquennat.

Mais,

« pour obtenir un tel sacrifice de la Tatmadaw, Daw Aung San Suu Kyi lui fait de nombreuses concessions. Elle fait notamment preuve d'un silence troublant sur les

crimes de guerre commis vis-à-vis des "Rohingya" d'Arakan, au prix de sévères critiques internationales » (Diploweb, 2 avril 2018).

Aung San Suu Kyi va jusqu'à les défendre devant la Cour internationale de justice de La Haye le 10 décembre 2019.

La seconde priorité de Daw Aung San Suu Kyi était de rétablir la paix. En octobre 2015, son prédécesseur U Thein Sein avait arraché un cessez-le-feu à huit organisations ethniques armées. La conseillère d'Etat s'efforce d'obtenir la même chose de la part des autres groupes armés : la Kachin Independence Army, la Ta'ang National Liberation Army (ethnie palaung), la Myanmar National Democratic Alliance Army (ethnie kokang), etc.

Malgré les conférences de paix et quelques cessez-le-feu conclus avec des guérillas affaiblies, les combats se poursuivent, notamment dans le nord et le nord-est (Etats kachin et shan). En cause : l'agressivité de Tatmadaw qui, rappelons-le, n'a aucun compte opérationnel et administratif à rendre au pouvoir civil.

Encore une fois, cette impasse était prévisible, mais elle vient souligner l'impuissance d'un gouvernement captif de la Constitution militaire.

La Birmanie compte officiellement 135 groupes ethniques, mais les Bamars (les Birmans au sens ethnique du terme) représentent 70 % de la population et accaparent le pouvoir politique et économique. Les minorités se sentent considérées comme des citoyens de seconde zone. Elles réclament donc la mise en place d'un réel fédéralisme, allant plus loin que l'actuel fédéralisme de façade.

Daw Aung San Suu Kyi est toujours apparue comme la seule en mesure de (re)construire l'unité nationale. En 2015, les minorités ethniques avaient voté massivement pour la LND. Les partis ethniques apportent leur soutien, quitte à obtenir eux-mêmes des résultats très faibles, mais faisant confiance à Daw Aung San Suu Kyi pour la suite.

Mais, dans les assemblées locales des Etats Shan et d'Arakan, la LND n'est pas majoritaire car les partis ethniques ont obtenu de bons scores. Ces derniers réclament donc de pouvoir élire le Premier ministre local. Or le nouveau gouvernement passe en force, imposant ses propres Premiers ministres, affiliés à la LND...

**Mais « En Birmanie, la situation des travailleurs est inquiétante » (site info Birmanie, 2017).**

Le 13 janvier 2017, 200 employés d'une usine de textile de Rangoune se sont mis en grève pour demander que leur soient versés leurs salaires impayés. Cette action s'inscrit dans un rituel de revendications salariales se déroulant chaque année en Birmanie... Depuis 2011, la Birmanie est en pleine transition démocratique et économique. L'ouverture du pays s'est traduite par la levée des embargos européens et américains et l'implantation de nombreux investisseurs étrangers. La non-réglementation autour de ces investissements dans un contexte où les populations les plus vulnérables n'ont que peu de protection peut entraîner de graves violations des droits de l'homme. En Birmanie, cela s'est traduit par la confiscation des terres à des paysans, la destruction de l'environnement et des violations du droit du travail. De plus, ces investissements ont produit un très grand nombre d'emplois non qualifiés, ce qui a accentué l'exode rural, particulièrement dans les zones industrielles.

Par ailleurs, selon la Banque mondiale, la force de travail a chuté de 24 926 256 salariés en 2015 à 22 951 393 en 2020, soit une perte de 1 974 863 emplois.

**« Le salaire minimum est nettement inférieur à ceux des autres pays d'Asie. »**

Depuis plusieurs années, le gouvernement birman a ratifié des conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT) et a créé ou modifié des lois pour une meilleure protection des travailleurs. Mais en pratique, elles ne sont que très rarement respectées :

- *Leave and Holidays Act* (1951) — amendé en 2014 — prévoit 26 jours de congés par an (incluant les fêtes nationales, jours fériés).

- *Factories Act* (1951) — amendé en 2016 — donne comme base une journée de travail de 8 heures maximum, avec 30 minutes de pause toutes les 4 heures et au minimum un jour de congé par semaine. Le nombre d'heures par semaine est de 44 et les employés peuvent faire jusqu'à 12 heures supplémentaires par semaine avec des différences en fonction du secteur (textile, minier...).

- *Shops and Establishment Law* (2016) établit des journées de 8 heures de travail avec une pause d'une demi-heure toutes les

4 heures et avec au minimum un jour de congé par semaine. Cette loi est rarement respectée car les employés des usines sont souvent obligés de travailler plus de 10 heures par jour et parfois 7 jours sur 7. Les heures supplémentaires ne sont presque jamais payées au tarif légal.

- *Social Security Law* (2012) établit un système de sécurité sociale. Il est obligatoire d'y cotiser dans les entreprises de plus de 4 employés (hors entreprises internationales). Cette sécurité sociale est censée couvrir les maladies, les accidents du travail, les décès, les retraites et les maternités pour tous les travailleurs y cotisant. Le montant de la cotisation est de l'ordre de 2 000 kyats (environ 2 euros) par mois.

- *Minimum Wage Law* (2013). Cette loi oblige les employeurs à payer un salaire minimum de 3 600 kyats (soit 2,5 euros) par journée de 8 heures de travail (hors temps de pause). Il est important de noter que ce salaire minimum est le plus faible de la région et nettement inférieur à ceux des autres pays d'Asie.

### **Les droits des travailleurs avant le coup d'Etat militaire.**

Depuis plusieurs années, de plus en plus de syndicats se créent dans les différentes manufactures pour regrouper les travailleurs et faire pression sur les employeurs. Ces syndicats disparaissent souvent en conséquence du licenciement de leurs dirigeants, mais leurs actions sont de plus en plus reconnues et défendues par des associations, mais aussi par l'OIT. Aujourd'hui, la Birmanie est vue comme le nouvel « eldorado » par les entreprises européennes pour sa main-d'œuvre à bas coût. Pourtant, les violations des droits de l'homme et des travailleurs sont de plus en plus criantes.

---

## **LA CLASSE OUVRIÈRE SE MOBILISE CONTRE LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE DU 1<sup>er</sup> FÉVRIER**

---

Aux élections du 8 novembre 2020, la LND maintient son audience (voir le tableau ci-dessus).

Quelques jours plus tard, le 11 novembre, le président du PSUD, l'ex-Brigadier général Than Htay, convoque une conférence de presse à Rangoune pour dénoncer les fraudes qui auraient entaché les élections générales

du dimanche 8 novembre. De son côté, le général en chef Min Aung Hlaing ne cache pas qu'il a voté pour un parti politique capable de travailler avec l'armée et de défendre la religion.

Pour le site *Gavroche Thaïlande*, (12 novembre 2020) :

« Cette symbiose entre le PSUD et la Tatmadaw réveille les spectres du passé, ceux de 1990 quand l'armée refusa de reconnaître par une épreuve de force le premier des trois triomphes électoraux d'Aung San Suu Kyi. »

Mais un autre motif pour le putsch militaire présenté par *DW.com* (4 février) concerne la question des Rohingyas.

« Mostofa Kamal, un dirigeant rohingya du camp de réfugiés de Nayapara, au Bangladesh, a exprimé une opinion similaire. Il voit un lien entre le coup d'Etat et le récent accord de rapatriement des Rohingyas entre le Myanmar et le Bangladesh. *“Les responsables des deux pays se sont rencontrés le mois dernier pour discuter des moyens de commencer les rapatriements, le ministère des Affaires étrangères du Bangladesh semblant plus optimiste, et les responsables ont déclaré qu'ils prévoyaient de commencer en juin... Le coup d'Etat militaire a eu lieu à un moment où le Bangladesh et le Myanmar ont accepté de commencer le rapatriement”*. »

**A partir du 5 février, le soulèvement populaire commence avec des grèves et des manifestations.**

Citons notamment :

« **Appel commun de 18 syndicats à la grève à l'échelle nationale jusqu'au retour de la démocratie.**

7 mars 2021, publié sur le site de la CTUM (Confédération des syndicats du Myanmar)

Les organisations syndicales du Myanmar sont unies pour soutenir une campagne étendue à l'échelle nationale contre le coup d'Etat militaire et pour l'avenir de la démocratie du Myanmar (...).

Poursuivre les activités économiques et commerciales comme d'habitude et retarder un arrêt général du travail ne profitera qu'aux militaires qui répriment l'énergie du peuple birman. Le moment est venu d'agir pour défendre notre démocratie. Les travailleurs du Myanmar sont prêts à agir pour protéger la démocratie et sauver nos générations futures de la dictature. Nous pensons que tous les Birmans sont prêts à répondre à un appel à l'action.

L'arrêt de travail est une manifestation pacifique de désobéissance civile contre la junte militaire illégale. Personne ne peut forcer un citoyen du Myanmar à travailler. Nous ne sommes pas esclaves de la junte militaire maintenant et nous ne le serons jamais. Le mouvement de désobéissance civile parmi les fonctionnaires a ouvert la voie à notre mouvement démocratique, mais il est évident que nous devons maintenant intensifier nos pressions sur la junte militaire.

**Nous appelons à l'extension du mouvement de désobéissance civile à tous les Birmans à partir du 8 mars 2021 ; à l'arrêt complet et prolongé de l'économie du Myanmar. Nous appelons tous les travailleurs du Myanmar à se joindre à nous dans les jours qui suivront (...).**

*Organisations signataires* : Fédération générale birmane des syndicats — Fédération de l'agriculture et des agriculteurs du Myanmar — Réseau de tous les syndicats du Myanmar — Association du travail et du développement — Action Droits du travail — Fédération agricole du Myanmar (travailleurs du secteur de l'alimentation) — Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois du Myanmar — Confédération des syndicats du Myanmar — Fédération des syndicats de l'énergie du Myanmar — Fédération générale des travailleurs du Myanmar — Centre d'éclairage Futur — Fédération des travailleurs de l'alimentation du Myanmar (FWFM) — Fédération des travailleurs de l'industrie du Myanmar (IWFM) — Fédération des syndicats des cheminots de Marymar (MRWUF) — Fédération des travailleurs des transports de Myanmar — Fédération des travailleurs des mines du Myanmar (MWFM) — We Generation Network — Association des travailleurs de Yang Chi Oo. »

Et de façon plus générale quant à la jonction des ethnies minoritaires avec le soulèvement populaire, l'article publié par *Aljazeera* (10 avril) est éloquent :

« **La Birmanie n'a jamais été une nation. Pourrait-elle le devenir maintenant ?**

Les manifestations contre le régime militaire, y compris le vaste mouvement de désobéissance civile, se poursuivent dans tout le pays malgré la répression brutale. Il est de plus en plus clair que ce moment est bien plus que simplement la libération et la réintégration d'Aung San Suu Kyi et d'autres membres du parti LND détenus. A Yangon et à Mandalay, des villes ethniquement diverses à majorité Bamar, des bandeaux rouges et des images d'Aung San Suu Kyi

se mélangent avec des drapeaux de nationalité ethnique et des vêtements traditionnels, ainsi que des pancartes portant des messages tels que “Myanmar Military Stop Stealing Indigenous Lands” exigeant du gouvernement fédéral la démocratie (...).

Les appels fervents de nombreux manifestants ont conduit le Comité représentant Pyidaungsu Hluttaw (CRPH), le gouvernement civil parallèle du pays, à annoncer son intention d’abolir la Constitution de 2008 qui consacrait le contrôle du gouvernement par l’armée. Cela représente un tournant majeur pour le comté. Pour de nombreux militants ethniques en particulier, cela représente un moment que beaucoup ont travaillé toute leur vie.

La solidarité interethnique dans le mouvement de protestation a également rapproché le pays de la démocratie fédérale, ce qui n’aurait pu être imaginé il y a quelques mois seulement (...).

Le Comité de grève générale des nationalités, formé par une foule plus jeune et plus ethniquement diversifiée que le CRPH, et chargé de coordonner les manifestations dans tout le pays, a exposé son objectif d’établir une démocratie fédérale dans laquelle les nationalités ethniques ont une représentation égale au gouvernement. Il a réussi au cours des dernières semaines à instaurer un vaste imaginaire politique qui va au-delà de la domination de la majorité ethnique, au-delà des vestiges du colonialisme et de la violence génocidaire de l’Etat moderne du Myanmar. Il combine les points de vue et les intérêts de tous les peuples du Myanmar. Les membres du gouvernement civil et du Parlement se rendent également compte que les minorités ethniques sont de précieux alliés vers lesquels le pays devrait se tourner. Le CRPH a retiré les organisations ethniques armées du pays de la liste des terroristes étatiques. Il s’agit d’un pas important vers la construction de l’unité entre les diverses nations du pays. Les nationalités ethniques hésitent à faire confiance à une telle alliance, étant donné les injustices historiques et la trahison du précédent gouvernement de la LND. »

---

## COMMENT LA JUNTE RÉSISTE-T-ELLE AU SOULÈVEMENT POPULAIRE ?

---

Comment la junte résiste-t-elle au soulèvement de tout un peuple depuis trois mois ? Mais par le biais du financement de deux entreprises capitalistes (française et américaine). En voici un acte d’accusation.

**« Lettre ouverte de 403 organisations de la société civile du Myanmar à Total et Chevron [20 avril 2021]**  
(publiée par *Progressive Voice Myanmar*, INFO BIRMANIE - 27 avril 2021).

A l’attention de Patrick Pouyanné,  
Président du conseil  
et directeur général de Total,  
et de Michael Wirth,  
Président du conseil  
et directeur général de Chevron.

### **Total et Chevron doivent cesser leur versement de revenus à la junte militaire !**

Messieurs Patrick Pouyanné  
et Michael Wirth,

Nous — 403 organisations de la société civile du Myanmar — vous écrivons en relevant votre absence de réponse à notre lettre du 24 février, adressée à la joint-venture entre Total et Chevron, dans laquelle nous vous demandions d’arrêter de verser des revenus à la junte militaire. Depuis cette date, Total a continué à autoriser des versements provenant de l’acheteur thaïlandais PTT au profit de comptes contrôlés par la junte militaire, et a aussi publié une déclaration arguant qu’il lui incombait de payer des taxes et de fournir uniquement des paiements en nature. Total s’est également réfugié derrière les conséquences humanitaires qu’engendrerait un arrêt de la production, alors même que personne ne le lui avait demandé. Dans le même temps, plus de 700 d’entre nous ont été tués et plus de 3 000 d’entre nous ont été détenus arbitrairement, alors que l’armée continue de commettre des atrocités de masse à travers le pays. Chevron, quant à lui, est resté muet.

Lorsque le régime militaire a mené son coup d’Etat le 1<sup>er</sup> février, il a essayé de s’accaparer illégalement les pouvoirs de l’Etat, dont les institutions desquelles dépend le partenaire de votre coentreprise, la *Myanma Oil and Gas Enterprise* (MOGE), à savoir un des services relevant du ministère de l’Electricité et de l’Energie. Bien que la junte n’a pas été reconnue comme étant le gouvernement du Myanmar, elle a bel et bien pris le contrôle de tous les comptes bancaires gouvernementaux. Vous le savez pertinemment, et malgré cela, vous continuez à leur verser des centaines de millions de dollars. Vous savez que la junte utilisera ces fonds pour se procurer des armes et mener des opérations brutales qui nous tuent quotidiennement, comme elle l’a fait depuis que vous vous êtes associés en 1992, juste après leur précédent coup d’Etat.

Contrairement aux déclarations de votre compagnie, qui maintient que vous n’oc-

troyez que des versements en nature, Total continue de remettre des factures à PTT, relais de la MOGE, tout en sachant que les comptes bancaires de la MOGE ont été illégalement saisis par la junte militaire. Total et Chevron paient des royalties en espèces et ont validé la distribution de dividendes de la *Moattamma Gas Transportation Company* à hauteur de 41 millions de dollars en 2017-2018. Total a par ailleurs rapporté à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) avoir fourni à la MOGE des paiements en espèces relatifs au projet Yadana à hauteur de 259 millions de dollars. Tout cela est contraire aux prétentions selon lesquelles vous êtes essentiellement des spectateurs impuissants (...).

Total a également déclaré continuer sa production pour des raisons humanitaires et ne pas pouvoir l'arrêter. Mais nous ne vous avons jamais demandé de cesser la production. Pourtant, vos compagnies se cachent derrière ce prétexte fallacieux pour ignorer nos appels pour que vous arrêtiez de soutenir financièrement l'armée. La production ne cesserait que si l'armée le décide, ce que nous pensons peu probable compte tenu du fait que le Myanmar exporte la quasi-totalité de son gaz vers la Thaïlande et la Chine,

et qu'elle doit maintenir de bonnes relations avec ces pays. Dans tous les cas, nous nous risquons à des coupures de courant pour un avenir sans oppression de la part d'une armée qui nous a fait grâce d'un système de santé classé à la dernière place mondiale. Vous suggérez que l'arrêt de la production bouleverserait notre quotidien, sans tenir compte du fait que le coup d'État l'a déjà fait. Nous avons besoin que vous cessiez de faire de ce chaos notre avenir à travers votre soutien au régime militaire, un soutien tel que celui apporté par Total et Chevron dans les années 2000 lorsque vous avez réussi à faire pression pour obtenir des exemptions sur les sanctions (...).

Nous vous appelons à diriger tous les paiements de revenus vers des comptes protégés, jusqu'à ce qu'un gouvernement légitime et démocratique puisse prendre le pouvoir ; à soutenir des sanctions ciblées contre la MOGE plutôt que de faire pression pour l'obtention d'exemptions, comme vous avez pu le faire par le passé. »

Le soulèvement populaire en Birmanie se poursuit...

**Albert Tarp**  
4 mai 2021

# Féminisme et révolution

« *Nous ne valons pas mieux que les hommes, mais le pouvoir ne nous a pas encore corrompues* »  
Louise Michel, *La Commune. Histoire & Souvenirs*, tome 1,  
Editions Maspero, 1970

**L**E président français Emmanuel Macron a déclaré l'égalité entre les hommes et les femmes « *grande cause nationale* ». Au point que l'opérateur téléphonique privé Orange a fait parvenir, ce 8 mars dernier, ce message à ses abonné-e-s (1) :

« A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, retrouvez-nous le lundi 8 mars à 17 heures pour suivre notre premier Orange Talk Show, où nous aborderons 2 thèmes majeurs :

- l'employabilité des femmes dans les métiers du numérique et de la technique ;
- l'innovation par les femmes au service du bien commun. »

---

## IL Y A 8 MARS... OU 8 MARS...

---

Le « féminisme » est à la mode. Avec un cynisme inouï, l'entreprise française Orange tente de mettre les femmes « *au service du bien commun* », c'est-à-dire de son chiffre d'affaires.

Et ce, au moment même où, dans tous les pays, l'asservissement des femmes est décuplé par le confinement imposé sous couvert de réponse à la pandémie.

C'est en novembre 1977 que l'Organisation des Nations unies a décidé de faire du 8 mars la Journée internationale des droits de la femme. Des droits de la femme ? Aux Etats-Unis où le congé de maternité, soumis à conditions, n'est pas rémunéré ? En Pologne où le gouvernement veut interdire purement et simplement l'IVG ? En Israël où une femme ne peut pas divorcer si son mari n'est pas d'accord ? En Arabie Saoudite ?

En 2021, l'ONU propose, pour le 8 mars, « *douze petits gestes qui comptent énormément pour la Génération Egalité* ». Que ne faut-il pas inventer pour « la cause des femmes » ? « *Douze petits gestes* » qui consistent à « *Refuser le modèle binaire* », à

« *Effectuer des achats responsables* », à « *Remettre en question le sens de l'expression "être un homme"* ». Le « féminisme » est-il en train de devenir une figure imposée ?

Alors, rappelons ici que le 8 mars 1909, 15 000 travailleuses ont manifesté dans les rues de New York pour demander une journée de travail moins longue, l'abolition du travail des enfants, un salaire égal à celui des hommes et le droit de vote. Et parmi elles, de nombreuses ouvrières du textile.

Deux ans après, 146 ouvrières, des immigrées, périssaient dans l'incendie d'une de ces usines textiles :

« En hurlant, les hommes, les femmes ainsi que les jeunes garçons, les jeunes filles, s'agglutinaient sur le rebord des fenêtres d'où ils se jetaient volontairement pour venir s'écraser bien plus bas dans la rue » (2).

Les portes étaient verrouillées de l'extérieur et les échelles de pompiers hors d'atteinte. C'est ce qu'on appelle l'exploitation capitaliste.

Il s'agit d'un passé révolu ? Au Bangladesh, en avril 2013, l'usine Rana Plaza s'effondrait. Cette usine fabriquait des vêtements pour des marques prestigieuses dont les vitrines brillent sur les grandes avenues du monde. Les ouvrières étaient aussi enfermées à l'intérieur ! 1 127 salariés moururent dans cet « accident ».

En reprenant, en mars 1914, le « Women's Day » américain, la II<sup>e</sup> Internationale s'adressait aux millions de femmes exploitées. Les militantes féministes manifestent, alors, dans de nombreux pays, pour le droit de vote des femmes. A cette date, le nombre de pays où les femmes ont le droit de voter est ridicule : Nouvelle-Zélande, Australie,

---

(1) C'est la seule fois qu'apparaîtra, dans cet article, l'écriture inclusive, inventée pour distinguer les femmes et les hommes dans toutes les causes et affaires qui leur sont communes !

(2) Cité par Howard Zinn, *L'Histoire populaire des Etats-Unis*, Ed. Agone, 2002, page 373.

Finlande et Norvège. Point. Est-il possible de limiter la manifestation à l'exigence du droit de vote alors que la guerre se prépare ? La manifestation du 8 mars 1914 relie l'exigence du droit de vote au refus de la guerre impérialiste. Tout le mouvement ouvrier, à cette date, est contre la guerre. Cinq mois après, le secrétaire général de la CGT déclare (lors des funérailles de Jaurès) : « *Ceux qui partiront demain sauront accomplir leur devoir... Nous serons les soldats de la liberté.* » Les députés sociaux-démocrates allemands (sauf Karl Liebknecht) votent les crédits de guerre.

La direction de la II<sup>e</sup> Internationale s'engage dans le soutien, dans chaque pays, à sa propre bourgeoisie. C'est l'union sacrée. Les « ministres socialistes » envoient les ouvriers et les paysans se faire tuer pour la conquête des marchés par les impérialistes.

En 1915, la deuxième conférence internationale des femmes ne peut se réunir avant le 15 avril. Alors que la guerre a plongé l'Europe dans le sang et la boue, 1 136 femmes de 12 pays différents se réunissent à La Haye. Elles ont dû surmonter de nombreuses difficultés pour se rencontrer. Elles se constituent en Ligue internationale des femmes pour la paix. Elles relèvent le drapeau de l'internationalisme que les dirigeants du mouvement socialiste international ont traîné dans la collaboration de classe.

Le 23 février 1917 (3),

« des colonnes d'ouvrières défilèrent dans les rues de Vyborg. En cours de chemin vers Petrograd, elles entraînaient ceux qui travaillaient, puis se dirigèrent vers le centre de la ville en criant : "*Du pain ! A bas la guerre !*" » (Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*).

Le 27 février, les ouvriers et soldats russes se rassemblaient au Palais de Tauride dans le premier soviet des députés ouvriers et paysans. Le tsar, ami de la France et de l'Angleterre, était destitué.

Trotsky explique :

« Il est donc établi que la révolution de Février fut déclenchée par les éléments de la base qui surmontèrent l'opposition de leurs propres organisations révolutionnaires et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres — les travailleuses du textile, au nombre desquelles, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. »

La même année, le 14 mai 1917, à l'autre bout de l'Europe, les midinettes (4) parisiennes se mettent en grève et descendent dans la rue pour obtenir de meilleurs salaires. Elles sont 10 000. Elles font grève 14 jours et obtiennent satisfaction.

C'est des rangs des plus exploités parmi les exploités que surgissent la colère et la volonté de changer. Et, dans cette colère, la revendication des droits individuels et la revendication sociale sont totalement nouées. C'est la révolution permanente.

Angela Davis nous explique (5) que le mouvement des droits civiques, dans les années 1950 et 1960, ne fut pas essentiellement porté par des personnalités, si dévouées furent elles, mais par les descendantes directes des esclaves (6), les employées de maison noires, « *les femmes qui faisaient le ménage, la cuisine et la lessive dans les foyers blancs* » :

« Même si l'on ignore le nom de toutes ces femmes qui ont refusé de prendre le bus pour se rendre depuis leur quartier misérable vers les quartiers aisés des Blancs, il nous faut rendre hommage à leur victoire collective. Ce boycott n'aurait pas pu réussir sans leur refus de monter dans le bus. Et sans ce refus qui s'est avéré crucial, un personnage tel que Martin Luther King n'aurait peut être jamais émergé sur le devant de la scène » (7).

Jamais, nulle part, un quelconque droit démocratique pour les femmes n'a été octroyé par la bourgeoisie. Ce n'est pas par hasard si c'est en 1918 que, dans de nombreux pays (Pologne, Allemagne, Autriche, Luxembourg, Pays-Bas...), les gouvernements reconnaissent, enfin, le droit de vote. Mais pas dans tous les pays, loin de là !

D'ailleurs, la reconnaissance de droits sociaux précéda largement la reconnaissance des droits démocratiques.

(3) Le 8 mars dans le calendrier russe.

(4) Nom que l'on donnait à la fin du XIX<sup>e</sup>-début du XX<sup>e</sup> siècle aux jeunes ouvrières de la couture et de la mode à Paris. Issues des milieux populaires, elles constituaient une main-d'œuvre exploitée de l'habillement et de la mode.

(5) Angela Davis, *Une lutte sans trêve*, La fabrique éditions, 2016, page 74 et suivantes.

(6) Par exemple comme Harriet Tubman, née esclave, qui, après s'être enfuie, organise le chemin de fer souterrain, permettant aux esclaves du Sud de s'enfuir vers le Nord. Après 1865, elle combat pour le droit de vote pour les Noirs et pour les femmes. Son effigie devait figurer sur le nouveau billet de 20 dollars, mais Trump a bloqué cette décision (*Ndlr*).

(7) Dans les années 1950, 90 % des femmes noires étaient employées de maison.

En France, par exemple, les femmes furent électrices et éligibles aux conseils de prud'hommes (1907) bien avant de pouvoir voter pour leurs députés.

---

## MALGRÉ DE RÉELLES CONQUÊTES DÉMOCRATIQUES, PEUT-ON PARLER D'ÉMANCIPATION DES FEMMES ?

---

**Les femmes ont arraché des droits démocratiques. Et non des moindres.** Elles ont obtenu, dans de nombreux pays :

— Le droit de voter et d'être éligible (1920 aux Etats-Unis, 1921 en Suède, 1931 en Espagne, 1944 en France, 1945 en Italie, 1949 en Chine, 2005 au Koweït).

— Le droit de divorcer (1975 en France, 1976 en Allemagne, 1981 en Espagne, 1982 en Grèce, 1988 en Suède, 1991 en Norvège). Il faudra un référendum en Irlande en 2019 pour que le divorce soit libéré des limitations imposées en 1995.

En revanche, il convient de s'arrêter sur la situation au regard du droit à l'avortement. Le nombre de pays où ce droit n'existe pas, même avec des limitations, est considérable. C'est dans une minorité d'Etats que les femmes sont libres de ne pas avoir d'enfant si elles ne le désirent pas. L'Union soviétique a longtemps été le seul pays où l'avortement était légal (décret du 18 novembre 1920).

Sur tous les pays africains, trois seulement autorisent l'IVG (*interruption volontaire de grossesse, Ndlr*) à la demande de la femme. Il s'agit du Cap Vert, de l'Afrique du Sud, du Mozambique. En Amérique latine, il est autorisé dans cinq pays (Cuba, la Guyane, Porto Rico, l'Uruguay, et l'Argentine depuis l'année dernière).

Aux Etats-Unis, si la Cour suprême a statué, par un arrêt de 1973, que la liberté d'avorter procède de la liberté individuelle, aucune loi fédérale ne l'autorise. Cela dépend donc des Etats... et de la composition de la Cour suprême ! En France, il a fallu attendre 1975 pour que l'avortement soit autorisé (avec les limitations que l'on sait). La légalisation de l'IVG date de 2007 au Portugal, de 2014 au Luxembourg, de 2019 en Irlande. Nulle part, la légalisation de l'IVG, avec l'enjeu qu'elle représente pour la vie, la santé, l'équilibre psychologique des femmes, n'a été concédée sans une mobilisation considérable. Et, dans de

très nombreux pays, comme en Pologne, le droit ou la pratique même de l'IVG sont remis en cause, suscitant une mobilisation impressionnante des femmes de tous milieux.

Aucun de ces droits démocratiques, pour lesquels les femmes ont combattu et/ou combattent encore, n'a procédé de la révolution bourgeoise. A contrario, en quelques années (de 1917 à 1922), le gouvernement des soviets fit mille fois plus pour les femmes que tous les gouvernements démocratiques.

Cet apparent paradoxe mérite qu'on s'y arrête. La situation en France est, de ce point de vue, emblématique. La Déclaration des droits de l'homme de 1789 y proclame : « *Les hommes naissent libres et égaux en droits.* » Une phrase magnifique qui fit souffler sur toute l'Europe et au-delà le vent de la révolution, mais qui ne s'appliquait pas à la moitié de la société, les femmes ! Olympe de Gouges publie, deux ans après, sa Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, qui proclame : « *La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits.* » Il faudra attendre 155 ans pour que le droit de vote et d'être éligible soit reconnu aux femmes françaises.

Et c'est la même chose aux Etats-Unis, où, en 1848, la première convention pour les droits des femmes adopta une déclaration qui reprenait, article par article, les termes de la déclaration d'indépendance de 1766, applicable, elle aussi, à la seule moitié masculine de la population.

Cette contradiction entre « l'universalité des droits » affirmée par la révolution bourgeoise et l'asservissement des femmes était et est toujours au cœur de la société.

C'est encore la Révolution française qui en révèle le secret :

« Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie » (article 16 de la Déclaration des droits de l'homme de 1793).

Tel est bien le noyau de la révolution bourgeoise dans tous les pays : la propriété privée, pour la défense de laquelle sont supprimés les privilèges, les titres. Le Code Napoléon est, là aussi, la formulation la plus claire du règne de la propriété privée :

— Selon l'article 213, le mari doit protection à sa femme et la femme obéissance à son mari, par qui se transmet la propriété.

— La femme ne peut disposer de ses biens sans le consentement du mari (article 216). Jusqu'en 1907, elle ne peut bénéficier du salaire qu'elle gagne.

— Les motifs de divorce sont réduits à trois : l'adultère (de la femme), les sévices, la condamnation d'un des époux à une peine infamante.

— Le père est seul détenteur de l'autorité parentale.

Rien ne doit compromettre la transmission de la propriété.

---

### C'EST POURQUOI, TRÈS RAPIDEMENT, LA QUESTION MAJEURE EST CELLE DU NŒUD ENTRE DROITS DÉMOCRATIQUES ET RÉVOLUTION SOCIALE

---

Une suffragiste française, Hubertine Auclert, déçue par le peu d'écho de ses revendications d'égalité des droits, se tourna vers le mouvement ouvrier. Elle se présenta devant le Congrès ouvrier socialiste de Marseille, en 1879, pour trouver un soutien aux revendications féministes. Prenant la parole comme « *l'esclave déléguée de 9 millions d'esclaves* », elle en appela aux socialistes avec des formules d'une formidable actualité :

« Ce n'est que sur l'égalité de tous les êtres que vous pouvez vous appuyer pour être fondés à réclamer votre avènement à la liberté. Si vous n'asseyez pas vos revendications sur la justice et le droit naturel, si vous, prolétaires, vous voulez aussi conserver des privilèges, les privilèges de sexe, je vous le demande, quelle autorité avez-vous pour protester contre les privilèges de classes ? Que pouvez-vous reprocher aux gouvernements qui vous dominent, qui vous exploitent, si vous êtes partisans de laisser subsister dans l'espèce humaine des catégories de supérieurs et d'inférieurs ? » (8).

Et elle obtint que l'égalité politique et sociale des femmes soit inscrite au programme des socialistes.

En partant d'un autre point de départ, la socialiste allemande Clara Zetkin parvient à la même conclusion :

« Pour pouvoir mener ensemble, avec sa classe, une lutte énergique et efficace contre le capitalisme, la femme prolétaire a besoin d'égalité sociale et politique en tant que femme. Ce n'est qu'en jouissant des droits politiques dont jouit l'homme qu'elle

pourra prendre part sur le terrain économique et politique à la lutte des classes munie des mêmes armes de lutte dont est muni son frère » (9).

Paroles auxquelles répond, de l'autre côté de l'Océan atlantique et des décennies après (1912), l'ouvrière Caroline A. Lowe, défendant, devant le Sénat américain, les revendications des femmes :

« Nous autres femmes, travaillons aux côtés de nos frères. Nous sommes les enfants des mêmes parents, élevées dans les mêmes foyers (...). Mais à l'âge de 21 ans, nos frères se voient octroyer une arme de protection efficace, des moyens financiers supérieurs pour leur permettre de s'exprimer (...). Le temps est venu d'octroyer le droit de vote aux femmes » (10).

La révolution bourgeoise, pour consolider le système de la propriété privée, a perpétué l'asservissement des femmes au point que, malgré les incontestables avancées démocratiques, la situation des femmes reste celle d'une fraction particulièrement exploitée de la société.

---

### LES FEMMES, FRACTION LA PLUS EXPLOITÉE DE LA SOCIÉTÉ

---

D'après un rapport de l'UNICEF, sur les 875 millions de personnes analphabètes, les deux tiers sont des femmes (11).

En Afrique subsaharienne, une femme a une chance sur trois de mourir en couches.

D'après un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) publié à l'occasion du 8 mars 2017, les femmes ont beaucoup plus de mal que les hommes à accéder au travail, ce qui renforce leur vulnérabilité et l'intensité de leur exploitation.

L'article 2 du Traité sur l'Union européenne (1992) proclame « *une société caractérisée par le pluralisme, la non-dis-*

---

(8) Hubertine Auclert (1848-1914), discours lors des *Séances du Congrès ouvrier socialiste de France*, troisième session, Marseille, 1879.

(9) Clara Zetkin (1857-1933), dans un discours au congrès de fondation de la II<sup>e</sup> Internationale en 1889, expliquera déjà que l'émancipation des femmes passait d'abord par l'émancipation économique.

(10) Caroline A. Lowe (1874-1933), *Auditions devant une Commission mixte de la commission judiciaire et de la commission du droit de vote des femmes*, Congrès des Etats-Unis, Sénat document 601, Washington, 1912, pages 16 à 20.

(11) Rapport de l'UNICEF et annuaire statistique de l'UNESCO, site : unicef.fr

*crimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes* ». Le baromètre 2017 de l'Institut communautaire d'étude chargé de l'information statistique à l'échelle européenne indiquait que la participation des femmes au marché du travail est, globalement de 10,5 points inférieure à celle des hommes. En Grèce, en Italie, l'écart est de 18 points, en Pologne de 13 points.

En 2018, dans l'Union européenne, les salaires des hommes sont supérieurs de 15,3 % aux salaires des femmes. En France, à durée de travail égale, l'écart est encore plus important, puisque les femmes françaises gagnent, en moyenne, 16,9 % de moins que les hommes. A noter que, au niveau du SMIC (*salairé minimum* — *Ndlr*), l'écart entre les salaires des femmes et des hommes est de 5,4 % alors qu'il est de 12 % au milieu de l'échelle.

Tant il est vrai que ce sont les garanties sociales arrachées qui peuvent combler l'écart qui ne peut qu'augmenter au fur et à mesure de la déréglementation.

« A durée de travail égale... »... donc, en théorie ! Car, en réalité, c'est le travail à temps partiel qui torpille les salaires féminins.

Toujours selon l'OIT, le travail à temps partiel subi représente, dans l'Union européenne, 8,2 % de l'emploi des femmes contre 2,6 % pour les hommes. 31,9 % des femmes en emploi sont en temps partiel. La plupart du temps non choisi. Aux Pays-Bas, le pourcentage de femmes en temps partiel est de 76,4 %.

En France, 31 % des femmes travaillent à temps partiel (contre 4 % des hommes). 80 % des salariés à temps partiel sont des femmes, avec tout l'avantage que représente, pour les employeurs, la flexibilité du temps partiel et son faible coût.

Le travail à temps partiel tout comme le télétravail (qui est en train de faire, chez les femmes, les ravages qu'y faisait le travail à domicile) sont imposés aux femmes par l'absence criante de services publics pour la garde des enfants et les tâches domestiques. Plus de 40 % des Françaises qui travaillent à temps partiel voudraient travailler à temps plein mais ne le peuvent pas.

Une enquête de l'Institut national de la statistique français (octobre 2019) démontre que 84 % des femmes sans enfant travaillent, contre 76 % de celles qui ont des enfants. Et c'est l'inverse chez les hommes :

91 % des pères de famille travaillent, contre 82 % de ceux qui n'ont pas d'enfant. « Stéréotypes culturels » ? Bien sûr que non. Il faut nourrir sa famille et, pour nourrir sa famille, celui qui a un salaire moins mauvais doit travailler alors que celle qui a un salaire catastrophique doit s'arrêter. Parce que le chantage s'exerce sur les ménages dans leur ensemble ! Parce que les salaires masculins étant plus élevés, c'est plus souvent la femme qui abandonne un salaire moins important pour faire des économies de garde d'enfant, d'impôt, de transport, etc. C'est tellement vrai que, selon l'Institut national de la statistique, seules 54 % des ouvrières qui ont des enfants sont en emploi, contre 90 % pour les femmes cadres.

Question culturelle ? Evidemment non. C'est le calcul entre les faibles salaires et le coût financier des services familiaux. Il y a quelque chose de plus qu'indécence dans les déclarations des femmes ministres qui nous parlent des droits des femmes ou des efforts à faire pour le partage des tâches domestiques alors que leur gouvernement, à la suite de ses prédécesseurs, remet en cause les quelques services publics familiaux existants (crèches collectives, études surveillées, etc.).

La même enquête donnera des résultats analogues dans de très nombreux pays (12).

Cette surexploitation des femmes a été révélée, comme par un projecteur, par le confinement décidé par de nombreux États. Contraintes de travailler à la maison au moyen du télétravail, elles ont dû assurer, en même temps, l'entretien de la maison et la préparation des repas, les courses, le repas, le ménage et le télétravail jusqu'à 22 ou 23 heures.

Sans parler des aides à domicile qui se sont trouvées sans revenu et sans aide ! Et sans parler de l'explosion des violences conjugales dans tous les pays. Par exemple, elles ont augmenté, en France, de 40 % dans le premier confinement et de 60 % dans le deuxième. Preuve, s'il en était besoin, que les violences conjugales n'ont rien à voir avec les « schémas culturels » mais tout à voir avec les conditions d'existence.

(12) Les zones franches en Asie et en Amérique, imposées par les plans d'ajustement structurel et les multinationales, ont utilisé massivement les femmes avec des salaires de misère et des horaires de 12 heures par jour.

---

## LA VÉRITABLE ÉMANCIPATION POUR LES FEMMES EXIGE D'EN FINIR AVEC LE RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

---

Engels l'a magnifiquement expliqué dans *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (13) :

« Dans l'ancienne économie domestique communiste, qui comprenait beaucoup de couples conjugaux avec leurs enfants, la direction du ménage, confiée aux femmes, était une industrie publique de nécessité sociale, au même titre que la fourniture des vivres par les hommes. Avec la famille patriarcale, et plus encore avec la famille individuelle monogamique, il en alla tout autrement. La direction du ménage perdit son caractère public. Elle ne concerna plus la société ; elle devint un service privé ; la femme devint une première servante, elle fut écartée de la participation à la production sociale. C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert — et seulement à la femme prolétaire — la voie de la production sociale ; mais dans des conditions telles que la femme, si elle remplit ses devoirs au service privé de la famille, reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir ses devoirs familiaux. Il en va de même pour la femme dans toutes les branches de l'activité, dans la médecine et au barreau tout comme à l'usine.

La famille conjugale moderne est fondée sur l'esclavage domestique, avoué ou voilé, de la femme, et la société moderne est une masse qui se compose exclusivement de familles conjugales, comme d'autant de molécules. De nos jours, l'homme, dans la grande majorité des cas, doit être le soutien de la famille et doit la nourrir, au moins dans les classes possédantes ; et cela lui donne une autorité souveraine qu'aucun privilège juridique n'a besoin d'appuyer.

Dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat. Mais dans le monde industriel, le caractère spécifique de l'oppression économique qui pèse sur le prolétariat ne se manifeste dans toute sa rigueur qu'après que tous les privilèges légaux de la classe capitaliste ont été supprimés et que l'entière égalité juridique des deux classes a été établie ; la république démocratique ne supprime pas l'antagonisme entre les deux classes, au contraire : c'est elle qui, la première, fournit le terrain sur lequel leur combat

va se décider. Et, de même, le caractère particulier de la prédominance de l'homme sur la femme dans la famille moderne, ainsi que la nécessité et la manière d'établir une véritable égalité sociale des deux sexes, ne se montreront en pleine lumière qu'une fois que l'homme et la femme auront juridiquement des droits absolument égaux. On verra alors que l'affranchissement de la femme a pour condition première la rentrée de tout le sexe féminin dans l'industrie publique et que cette condition exige à son tour la suppression de la famille conjugale en tant qu'unité économique de la société. »

La transformation de la famille qui libérera les femmes ne se réalisera qu'à partir de nouvelles conditions matérielles d'existence. Et ces nouvelles conditions d'existence ne constitueront que le point de départ du changement de tout ce qui constitue la vie quotidienne. Dans son ouvrage *Les questions du mode de vie*, Trotsky explique comment la victoire de la révolution soulève toute une série de nouvelles questions. Rien n'est plus réactionnaire que l'iconographie stalinienne sur « l'homme (ou la femme) des temps nouveaux ». Les « questions du mode de vie » surgissent du chaos :

« Aujourd'hui, nous construisons quelque chose de nouveau — pour le moment, principalement à partir du passé, mais un passé réorganisé par nous d'une nouvelle manière (...). Le mode de vie est beaucoup plus conservateur que l'économie, et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est plus difficile à comprendre. Établir l'égalité politique de la femme et de l'homme dans l'Etat soviétique, c'est un des problèmes les plus simples. Établir l'égalité économique du travailleur et de la travailleuse à l'usine, au syndicat, c'est déjà beaucoup plus difficile. Mais établir l'égalité effective de l'homme et de la femme dans la famille, voilà qui exige des efforts pour révolutionner tout notre mode de vie » (14).

Il faut des crèches, des écoles, des jardins, des restaurants collectifs, des services à une échelle jamais envisagée. Le sort des femmes est étroitement lié au sort de la révolution car la révolution est la condition

---

(13) F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Éditions sociales, 1966, pages 71-72, et reproduit dans *Les Cahiers du CERMTRI*, n° 172 (novembre 2019), pages 50-51.

(14) Léon Trotsky, *Les questions du mode de vie* (1923), chapitre VI – De l'ancienne famille à la nouvelle, Union générale d'Éditions, collection 10-18, 1976, pages 74 à 76.

*sine qua non* pour rassembler les conditions d'une modification illimitée des rapports humains.

---

## LA SOLIDARITÉ DE "GENRE" CONTRE LA SOLIDARITÉ DE CLASSE

---

Il n'est pas difficile de comprendre que la participation pleine et entière des femmes dans la mobilisation révolutionnaire est une arme très dangereuse contre le capital et ses gouvernements.

« L'époque du déclin capitaliste porte les coups les plus durs à la femme, tant comme salariée que comme ménagère. Les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière, et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice » (*Programme de transition*) (15).

Une illustration éclatante en a été donnée par la participation massive des femmes au combat anticolonialiste. Il ne faut pas chercher ailleurs la raison pour laquelle la classe dominante est si intéressée par tout ce qui peut détourner la mobilisation des femmes vers « le changement des mentalités ».

Ainsi, l'asservissement des femmes ne serait pas le résultat de l'organisation sociale, mais le résultat de la mentalité des hommes... et des femmes. En bref, de même que les travailleurs « ne veulent pas se battre », les femmes « reproduisent les schémas de domination » !

Ainsi le changement à opérer n'est-il pas social et politique, mais psychologique et culturel !

Depuis deux ans, tout un mouvement s'est développé en France, sous des formes diverses, avec de nombreux soutiens, pour isoler les femmes dans une mobilisation « genrée ». Jusqu'à nous inviter, le 8 mars 2021 en France, à une « grève féministe » dans laquelle se sont inscrites la CGT et la FSU, et dont personne ne peut nous dire en quoi elle consiste (16).

Cette opération n'est pas nouvelle, mais elle a toujours été et elle est, toujours, une arme de la bourgeoisie.

**C'est la première guerre impérialiste qui va mettre à l'épreuve les associations féministes qui fleurissent dans un grand nombre de pays autour de l'exigence du droit de vote pour les femmes.** Des associa-

tions sympathiques qui, des Etats-Unis à l'Allemagne, multiplient les manifestations et les expressions. Le mouvement ouvrier ne saurait rester à l'écart de cette mobilisation qui voit de nombreuses femmes des milieux bourgeois s'affronter avec l'Eglise et l'Etat pour obtenir de ne plus être considérées comme des citoyennes de seconde zone. Au Congrès de Stuttgart, en 1907, c'est Clara Zetkin qui présente le rapport sur le droit de vote des femmes.

Il s'agit d'une arme « pour notre but final », dit Clara Zetkin, qui, en outre, constitue un progrès pour toutes les femmes. L'argumentation est imparable.

Dès les premiers affrontements de la guerre impérialiste, l'unité entre les associations féministes et les organisations de femmes socialistes vole en éclats. L'Union des associations féminines allemandes (*Bund Deutscher Frauenvereine — BDF*) est un peu plus claire : la défense de la patrie est un devoir impératif pour toutes. Les associations féministes, incluant certaines associations social-démocrates, voient dans la guerre le terrain sur lequel les femmes vont gagner l'égalité qu'elles réclament. La solidarité de classe dans le soutien à la guerre l'emporte sur la solidarité féminine contre la boucherie.

Au même moment, les militantes socialistes, à contre-courant, multiplient les expressions d'internationalisme.

L'institutrice française Hélène Brion apostrophe le tribunal militaire :

« Je comparais ici comme inculpée de délit politique : or, je suis dépouillée de tous droits politiques (...). La loi devrait être logique et ignorer mon existence lorsqu'il s'agit de sanctions autant qu'elle l'ignore lorsqu'il s'agit de droits » (17).

---

(15) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale, Programme de transition*, éd. Séléo, avril 2013, page 70.

(16) Sinon que la grève commencerait à 15 h 40, heure à partir de laquelle « les femmes travaillent gratuitement ». Cela laisse perplexe ! Les hommes ne travailleraient donc pas gratuitement ? L'extorsion de la plus-value aurait disparu ? Oui, s'il faut en croire certaines structures syndicales pour lesquelles la société à laquelle se heurtent les femmes n'est pas capitaliste mais « patriarcale » ! « Patriarcale », car la division de la société en classes-génres procéderait du « mode de production domestique » qui voit la femme obéir à l'homme. C'est vraiment prendre l'effet pour la cause !

(17) Hélène Brion (1882-1962), *Déclaration lue au Tribunal militaire lors du 5<sup>e</sup> jour de son procès en mars 1918*, et citée par Colette Avrane, « Hélène Brion, une institutrice féministe », *Archives du féminisme*, n° 5, juin 2003.

En nouant d'un lien serré l'internationalisme du mouvement ouvrier et les revendications démocratiques, Hélène Brion renvoie les associations féministes patriotiques à leurs amis généraux.

**Cet affrontement entre la « solidarité de genre » (comme on dit aujourd'hui !) et la solidarité de classe prend une forme très significative dans l'histoire du féminisme aux Etats-Unis.** Angela Davis l'a bien analysé dans son excellent livre *Femmes, classe ou race* (18).

En 1893, l'Association pour le vote des femmes expose la thèse suivante :

« Sans prendre position sur les conditions nécessaires du droit de vote, nous attirons votre attention sur plusieurs faits significatifs : dans chaque Etat, il y a plus de femmes alphabétisées que d'électeurs illettrés ; plus de femmes blanches alphabétisées que d'électeurs noirs, plus de femmes américaines alphabétisées que d'électeurs étrangers. Par conséquent, il suffirait d'accorder le droit de vote aux femmes pour lever le fameux problème des électeurs analphabètes, américains ou immigrés » (19).

La solidarité de classe (les femmes blanches éduquées) supplante, une fois encore, la lutte contre l'oppression qui s'attaque aussi bien aux Noirs qu'aux femmes. C'est ainsi que la Convention de 1902 déclara carrément que « *le vote des femmes assurerait à la race blanche un pouvoir immédiat, durable et honnêtement gagné* ».

On a du mal, en lisant ces phrases, à se souvenir que les pionnières du combat pour le droit de vote étaient, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, d'actives abolitionnistes.

Mais il est un autre aspect du « féminisme » qui a repris de la couleur depuis les années 1970. L'égalité des droits, ce serait le refus des revendications spécifiques.

Dans une de ses conférences sur la libération des femmes en 1921, Alexandra Kollontai soulevait déjà cette question :

« Les féministes tentèrent naïvement de reporter la lutte pour les droits de la femme du plan stable de la lutte des classes au plan de la lutte entre les sexes (...). Etant donné que les féministes bourgeoises employaient toute leur énergie à prouver que la femme n'était en rien et dans aucun domaine inférieure à l'homme, elles négligèrent totalement la spécificité biologique de la femme, spécificité dont la société devait tenir compte » (20).

Ce qui amenait les féministes à se féliciter que les femmes employées dans les ports portent les mêmes charges que les hommes !

---

## LA SUPPRESSION DE L'INTERDICTION DU TRAVAIL DE NUIT DES FEMMES EN FRANCE

---

La directive 76/207/CEE du 9 février 1976 engage l'Union européenne à « *mettre en œuvre le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelle* ». En mars 1997, au nom de cette directive, l'Etat français est condamné pour sa législation spécifique sur le travail de nuit des femmes, qui a fait l'objet d'une loi le 2 novembre 1892.

Le gouvernement Jospin dépose un projet de loi fin 2000 pour adapter la législation française à la « loi européenne » et supprimer la loi de 1892 interdisant, entre autres, le travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Dans le rapport présenté par Nicole Bricq, députée du Parti socialiste, au nom de la délégation aux droits de la femme, on peut lire à propos de la loi de 1892 : « *Première loi à opérer une discrimination entre les sexes* », ce qui laisse pantois ! Rappelons qu'en 1892, les femmes n'ont pas le droit de vote, ne connaissent pas le congé de maternité, ne peuvent pas divorcer, etc. Ce qui, pour M<sup>me</sup> Bricq, n'est donc pas discriminant ?

Selon elle,

« la loi de 1892 protégeait la femme et, en même temps, la confinait dans un rôle unique de gardienne du foyer (...). Derrière l'idée que la femme n'est pas faite pour le travail de nuit, c'est son droit au travail qui est en question. »

C'est donc au nom de « l'égalité professionnelle » qu'une disposition protectrice a été supprimée.

---

(18) Angela Davis, *Femmes, classe ou race*, Editions des Femmes, février 2020, 295 pages.

(19) L'association américaine pour le vote des femmes (*National American Woman Suffrage Association* — *NAWSA*) défendra cette position à l'occasion du congrès mondial des femmes en 1893, lors de l'Exposition universelle de Chicago.

(20) Alexandra Kollontai, VIII<sup>e</sup> conférence en 1921 à l'université Sverdlov sur la libération des femmes, intitulée « *Le mouvement féministe et le rôle des femmes travailleuses dans la lutte des classes* ». Disponible sur le site : marxist.org

Bien sûr, le rapport indique qu'on pourrait supprimer (ou protéger) le travail de nuit pour les femmes *et* les hommes, mais « *c'est méconnaître les besoins de la production* ». Evidemment !

En fait d'aider à l'égalité professionnelle, la suppression d'une disposition protectrice pour les femmes est un outil d'accentuation de l'exploitation pour les femmes *et les hommes*. D'ailleurs, la loi de novembre 1892, en limitant à 11 heures la journée de travail des femmes, avait permis de diminuer la journée de travail de *tous* les salariés !

On le voit bien avec la reprise de la même argumentation pour remettre en cause la majoration de durée d'assurance de huit trimestres par enfant dans le calcul de la retraite propre à la législation française.

Au nom de la remise en cause des « schémas culturels », les huit trimestres ont été ramenés à quatre pour les femmes, les quatre autres pouvant être comptabilisés pour la retraite des hommes « *selon le choix du couple* ».

Il est facile de comprendre que, pour ne pas confiner « la femme au rôle de gardienne du foyer », la contre-réforme aide à remettre en cause la durée d'assurance *pour tout le monde*.

Jusqu'aux dispositions du projet de « régime universel de retraite » de Macron, qui s'attaque aux quelques mesures [y compris le calcul de la pension de réversion (21)] qui permettaient de compenser légèrement l'écart entre les pensions de retraite des femmes et des hommes. Ce « régime universel » s'inspire de la contre-réforme suédoise, qui s'est traduite par une paupérisation brutale des femmes. 42 % des femmes de plus de 80 ans ont basculé sous le seuil de pauvreté.

La suppression de l'interdiction du travail de nuit des femmes donne l'exact contenu des revendications « égalitaires », non protectrices, qui, pour reprendre la formule de Kollontai, « *négligent la spécificité biologique des femmes* » (22), dont Léon Trotsky, rappelons-le, disait qu'elles étaient « *les mères de la nation* » (23).

Il en est de même de la revendication d'un « *juste partage des tâches domestiques* », qui fait porter aux individus la responsabilité d'une organisation sociale destructrice de la réalisation des aspirations individuelles (24).

Il faut également dire un mot de l'instauration de la parité dans les élections poli-

tiques et sociales de différents pays. La parité n'a jamais été une revendication du mouvement féministe.

Là où le mouvement féministe revendiquait l'égalité des droits, les partisans de la « parité » répondent : quotas ! Alors que le mouvement féministe revendique l'universalité des droits, sans considération de sexe ou de race, les partisans de la parité répondent : discrimination. Sans parler du côté ridicule d'une « revendication » qui consiste à reconnaître à M<sup>me</sup> Thatcher une légitimité à représenter les femmes !

---

### LES REVENDICATIONS SPÉCIFIQUES DES FEMMES DOIVENT ÊTRE DÉFENDUES DANS LE COMBAT POUR LA RÉVOLUTION

---

Cette question est très importante. En 1884, Paula Minck, féministe et socialiste française, « *adjurait* — selon Hubertine Auclert — *les femmes présentes de se rallier aux révolutionnaires, d'aider les hommes à faire la révolution, qu'ensuite les hommes les émanciperaient* ». Hubertine lui répondait :

« A ceux qui disent qu'il est inutile de faire une question des femmes, que dans l'avenir, tous les êtres seront égaux, je réponds : il y a une question des femmes parce qu'il y a une situation toute particulière faite aux femmes ; parce que les femmes ne peuvent se contenter de vaines promesses trop souvent démenties » (25).

Elle avait raison.

---

(21) La pension de réversion correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait l'assuré décédé. Elle est versée à l'époux survivant.

(22) Cf. note (20) ci-dessus.

(23) Léon Trotsky, « *Construire le socialisme implique d'émanciper les femmes et protéger les mères* », article de décembre 1925 publié dans *Za Novyi Bit* (« La nouvelle vie »). Ce texte est reproduit dans *La Lettre de La Vérité*, n° 746 (11 mars 2014).

(24) De manière générale, l'offensive de réduction des services publics dans tous les pays a provoqué une régression des droits des femmes. L'enseignement public et les crèches sont des conquêtes très importantes qui sont partout malmenées. En France, la moitié des maternités ont fermé depuis 20 ans. Les attaques contre la gynécologie médicale illustrent les effets de la réduction de l'offre de soins exigée par les plans du capital. Les femmes se mobilisent pour que l'endométriose, longtemps niée, soit enfin prise en compte. Les discours sur la parité tentent de masquer ces régressions bien réelles.

(25) Hubertine Auclert, *Intervention au III<sup>e</sup> Congrès ouvrier socialiste* à Marseille, 22 octobre 1879 (et republiée dans *L'Humanité* du 2 août 2017).

Et Lénine reprend la même position :

« On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car, en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées » (26).

Et Lénine formule de manière formidable la relation entre les revendications féministes et la révolution :

« Plus la liberté du divorce est complète et plus il est évident pour la femme que la source de son "esclavage domestique" est le capitalisme et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique et plus il est évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme et non l'absence de droits. »

Oui, « doublement exploitées »... Et, si l'on peut dire, doublement intéressées au renversement du capitalisme. Comme ouvrières et comme femmes. D'où la nécessité vitale d'intégrer leurs revendications spécifiques (27).

Faut-il défendre la réglementation française qui reconnaît des avantages liés au fait d'être une mère ? Et parmi ces avantages, qui visent à compenser les difficultés pour une mère de famille de faire la même carrière qu'un homme, la majoration de durée d'assurance par enfant pour le calcul de la retraite ? Peu de pays, en Europe, en bénéficient. Faut-il demander le maintien de telles mesures dérogatoires ?

Nous sommes pour le droit d'avorter et la possibilité de trouver, partout sur le terri-

toire, des structures hospitalières pour le faire. Nous sommes contre le travail à temps partiel imposé.

La liste est longue.

Faut-il, pour mener ce combat spécifique, des structures spécifiques ? Il n'y a pas de principe mais une seule question de tactique ? En 1982, la section française de la IV<sup>e</sup> Internationale fut à l'initiative de Collectifs femmes travailleuses dans les entreprises et les localités. En combattant pour l'unité, ils imposèrent au gouvernement Mauroy le respect de ses engagements sur le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse par la Sécurité sociale. Ce n'est pas vrai en tout temps ni toutes occasions.

Les revendications spécifiques concernent les femmes et les hommes. Elles appartiennent également au combat de la classe exploitée.

**Nicole Villa**  
20 avril 2021

(26) V. Lénine, « La journée internationale des travailleuses » (4 mars 1921), *Œuvres*, tome 32, pages 168-169.

(27) Une offensive en cours sur le plan mondial contre les droits des femmes se dissimule derrière un discours hypocrite. Sur ce point, on peut se reporter à l'article de Misa Boito, « Contre l'oppression de la femme, pour la révolution prolétarienne, une seule et même lutte », *La Vérité*, n° 92 (décembre 2016), pages 35 à 46 (*Ndlr*).

**Rédaction, administration et correspondance**  
(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)  
**87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France**

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international  
de la IV<sup>e</sup> Internationale**

**Directeur de la publication** : Marc Gauquelin

